

LA SITUATION JURIDIQUE
DE
L'ÉGLISE CATHOLIQUE
EN PRUSSE

THÈSE
DE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PAR
Henri JOULLIÉ



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1913

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LA SITUATION JURIDIQUE
DE
L'ÉGLISE CATHOLIQUE
EN PRUSSE

THÈSE

DE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PAR

Henri JOULLIÉ



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1913

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen honoraire.

Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur honoraire.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de
Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de
Droit international privé.

Perreau, professeur de Procédure Civile (suppléé).

Moye, professeur de Droit international public.

Barthélemy, professeur de Droit constitutionnel (suppléé).

Martin, professeur d'Economie politique.

Morin, professeur de Droit civil approfondi.

Bridrey, professeur de Droit romain.

Ricol, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

Donnedieu de Vabres, agrégé, chargé d'un cours de
Procédure civile.

Perrot, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.

N. . ., agrégé, chargé de cours de Droit civil approfondi.

Moride, chargé de cours complément. d'Economie politique.

Dubois, chargé de cours de Droit constitutionnel.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*.

Ricol.

Dubois.

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE
MON PÈRE ET DE MA MÈRE

H. JOULLIÉ.

INTRODUCTION HISTORIQUE

LES

RELATIONS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET DE L'ÉTAT

AU COURS DU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE : *Section Première.* — Situation de l'Eglise catholique en Allemagne au début du XIX^e siècle. — Evêchés, principautés ecclésiastiques, leur prospérité. — Sécularisation des principautés ecclésiastiques. — But de la France et de la Prusse. — Traité de Lunéville et son application. — Intrigues à Paris. — Décret impérial du 25 février 1803 qui approuve le partage des biens ecclésiastiques déterminé par la Commission d'Empire, réunie à Ratisbonne.

Section II. — Situation de l'Eglise en Prusse après la sécularisation des principautés ecclésiastiques. — Le Code général prussien de 1797 détermine la situation de l'Eglise. — Dissolution des cloîtres et monastères : édit du 30 octobre 1810. — Administration des biens ecclésiastiques. — Collation des bénéfices. — Législation concernant les mariages mixtes. — Enseignement catholique.

Section III. — Impossibilité d'une entente entre l'Empire et Rome. — Désir de chaque prince de traiter séparément avec le pape. — Pour la Prusse, négociations entre Consalvi et Niebuhr. — Bulle de *salutate animarum* et bref *quod de fidelium* qui réorganisent les évêchés prussiens et les chapitres. — Situation très mauvaise de l'Eglise. — Arbitraire gouvernemental. — Nouvelles difficultés au sujet des mariages mixtes. — Le bref *Litteris altero abhinc anno*. — Arrestation de l'archevêque de Cologne et sa condamnation à 6 mois de forteresse. — Frédéric-Guillaume IV rétablit la paix entre l'Eglise et l'Etat ; entente au sujet des mariages mixtes. — Création de la Section catholique.

Section Première

Situation de l'Eglise catholique en Allemagne au début du XIX^e siècle. — La sécularisation des principautés ecclésiastiques.

Au début du XIX^e siècle, la situation de l'Eglise catholique en Allemagne était très favorable ; ses trois électors, Mayence, Trêves et Cologne, ses

vingt-trois évêchés ou archevêchés, ses nombreux cloîtres ou abbayes, possédaient des biens nombreux et d'importants revenus qui permettaient au clergé de remplir sa mission en toute indépendance. Les archevêques et les évêques avaient, au point de vue politique, de nombreuses prérogatives ; ils siégeaient au Reichstag avec voix délibérative et jouissaient d'une très grande influence. Quant aux principautés ecclésiastiques, elles « comprenaient, dit Bruck, les plus belles et les plus fertiles contrées de l'Allemagne, leurs habitants se réjouissaient des bienfaits d'un gouvernement sage et clément, tandis que dans les autres Etats, et en particulier dans les Etats protestants, l'absolutisme des princes augmentait de jour en jour. « Sous la crosse, il fait bon vivre », disait le peuple (*Unterm Krummstab ist gut wohnen*).

La prospérité de ces Etats catholiques, les grands revenus et les domaines immenses des abbayes et des cloîtres ne pouvaient qu'exciter les convoitises des princes allemands. Déjà, au xvi^e siècle, ils avaient dépouillé l'Eglise catholique d'une partie de sa fortune ; ils cherchaient maintenant à lui ravir ses derniers biens et à la placer sous leur complète dépendance. La Prusse, poussée par sa haine contre le catholicisme, avait déjà proposé à plusieurs reprises, au cours du xviii^e siècle, la sécularisation des provinces ecclésiastiques, notamment en 1743 et 1785, mais l'Autriche avait chaque fois déjoué ses projets.

Les traités de paix avec la France lui permi-

rent enfin d'obtenir le partage des provinces si longtemps convoitées. En effet pour des motifs différents, Bonaparte et le gouvernement de Berlin poursuivaient tous deux le même but : l'affaiblissement de l'Autriche et le démembrement du Saint Empire Romain Germanique. Le Premier Consul voulait surtout par là rendre moins vulnérable la frontière de l'Est et placer sous son influence les petits Etats allemands de la rive droite du Rhin. La Prusse, de son côté, espérait, avec la ruine de l'influence autrichienne en Allemagne et la désagrégation du Saint Empire, pouvoir réaliser un de ses rêves : la constitution à son profit d'un empire protestant dont l'Autriche catholique serait exclue. Les biens ecclésiastiques, dans leur pensée commune, devaient servir de récompense aux princes qui suivraient cette politique anti-autrichienne.

Déjà, dans les traités de Bâle et de Campo-Formio, il avait été question de la sécularisation des principautés ecclésiastiques. L'Empereur, dans le deuxième traité, en avait admis le principe ; mais la deuxième coalition vint arrêter les travaux du Congrès de Rastatt, qui procédait au partage des provinces de l'Eglise.

Bonaparte, vainqueur des alliés à Hohenlinden le 3 décembre 1800, contraignit l'Empereur à signer, le 9 février 1801, le traité de paix de Lunéville. L'article 7 de ce traité décidait qu'« en conformité des principes établis formellement par le Congrès de Rastatt, l'Empire allemand était tenu de donner une compensation aux princes héri-

taires qui perdaient des territoires sur la rive gauche du Rhin; ces compensations devaient être prises à l'intérieur de l'Empire, en vertu d'accords qui seraient conclus dans la suite d'après ces principes ».

Malgré l'opposition des prélats allemands, le traité de Lunéville fut ratifié par le Reichstag le 2 octobre; aussitôt après, l'Empereur nommait une commission de huit membres pour régler avec le gouvernement français les points réservés de ce traité. Bonaparte n'avait pas attendu la réunion de cette commission pour régler la question des compensations. Ce fut à Paris et non à Ratisbonne que le sort des provinces ecclésiastiques fut décidé: la plupart des princes allemands se précipitèrent à Paris comme à une curée, et le Premier Consul, pour prix de cette servilité, leur distribua les lambeaux des biens de l'Eglise catholique. Pendant de longs mois on les vit autour de Bonaparte jouer le rôle de courtisans; ils encombraient l'hôtel de Talleyrand, le grand dispensateur de ces biens, et par des pots-de-vin énormes cherchaient à obtenir une « compensation » plus importante. Certains princes reçurent ainsi des territoires d'une étendue trois fois supérieure à celle des provinces qu'ils avaient perdues. Un accord séparé fut signé par chacun d'eux avec la France et, en vertu du traité du 11 octobre 1801, la Russie se contenta d'approuver les divers traités conclus à ce sujet.

Le Premier Consul s'érigéait donc ainsi en pro-

tecteur des princes allemands : le partage des biens ecclésiastiques était fait en dehors de l'Autriche et la fin du Saint Empire Romain Germanique était proche.

La « commission d'Empire extraordinaire » (*ausserordentliche Reichsdeputation*) nommée par l'Empereur se réunit pour la première fois à Ratisbonne le 24 août 1802. Sa tâche avait été singulièrement facilitée par Bonaparte ; il ne lui restait plus qu'à ratifier les divers accords qui avaient été conclus à Paris. Le Premier Consul réussit à mettre fin à l'opposition de l'Empereur par la convention du 26 décembre, et rien ne s'opposait plus, dès lors, à l'acceptation du plan de sécularisation déposé devant la commission par les délégués français et russes. Cette acceptation intervint le 25 février 1803 ; le Reichstag l'approuva le 25 avril, et le 28 suivant l'Empereur donnait son consentement. Les Princes avaient d'ailleurs pris possession depuis longtemps des provinces que la France leur avait concédées.

« Grâce à cette ignominieuse et funeste sécularisation, dit Bruck, Bonaparte avait enfin atteint le but de la politique française. L'Autriche était affaiblie et la constitution impériale n'existait plus que sur le papier. La puissance impériale n'était plus qu'une ombre... ».

On ne doit pourtant pas faire retomber sur Bonaparte seul la responsabilité de cette spoliation. La sécularisation fut aussi l'œuvre de la diplomatie prussienne, et sans son aide le Premier Consul

ne serait jamais parvenu au but qu'il s'était proposé.

Le décret impérial (*Reichsrecess*) du 25 février 1803 faisait disparaître toutes les principautés ecclésiastiques allemandes. Seul, l'évêque de Mayence n'était pas entièrement dépossédé; toutefois, le siège de son évêché était transporté à Ratisbonne et il ne conservait qu'une toute petite partie de ses anciens territoires. Les biens des chapitres étaient aussi compris dans la spoliation (art. 34); ils étaient assimilés aux biens des évêchés et devenaient la propriété des princes, auxquels l'évêché lui-même était attribué. Tous les biens des fondations, des abbayes et des cloîtres étaient mis à la disposition des princes. Par contre, les ecclésiastiques et les moines dépossédés devaient recevoir certaines dotations; mais celles-ci étaient, dans la plupart des cas, dérisoires et sans aucun rapport avec les revenus des biens qu'elles étaient destinées à remplacer. Les gouvernements oublièrent, d'ailleurs, le plus souvent, de délivrer les dotations promises ou n'en payèrent les arrérages que très irrégulièrement.

Le décret d'Empire décidait, en outre, que les circonscriptions des anciens diocèses demeureraient les mêmes qu'auparavant, jusqu'à ce qu'une réorganisation générale fût décidée. Enfin, les divers Etats devaient protéger le libre exercice de la religion catholique; l'Eglise devait conserver la possession des biens destinés à l'entretien du culte

et à l'instruction publique, dont les princes ne s'étaient point encore emparés.

Cette spoliation de l'Eglise a été très sévèrement jugée par divers historiens allemands. Pour Bruck, « les princes allemands étaient arrivés, en 1803, au même point que les héros de la Révolution française. Les uns et les autres pillèrent l'Eglise catholique. Mais il existait entre eux une grande différence : la spoliation des églises avait eu lieu, en France, au milieu de la tourmente révolutionnaire, qui ne reconnaissait ni loi ni droit ; en Allemagne, au contraire, elle eut lieu en pleine paix, sous l'aspect de la légalité, et elle fut accomplie par des hommes qui prétendaient être les gardiens et les défenseurs du droit ».

Mais ce ne fut pas le seul désir d'agrandir leurs Etats et de s'emparer de nouvelles richesses qui poussa les princes allemands à enlever à l'Eglise catholique la plus grande partie de ses biens. Ce fut surtout leur haine contre cette Eglise, qu'ils considéraient comme anti-allemande et contraire à tout progrès, qui les amena à commettre envers elle, au cours du xix^e siècle, d'aussi nombreuses injustices. Toute la période que nous allons étudier sera dominée par cette idée.

Section II

Situation de l'Eglise catholique en Prusse après la
sécularisation des principautés ecclésiastiques.

Avant la sécularisation des provinces ecclésiastiques, la situation des catholiques était déjà très mauvaise en Prusse. Leur Eglise était considérée comme une institution d'Etat semblable aux autres services gouvernementaux; les ministres du culte étaient assimilés à des fonctionnaires. Le Roi, « source première de tout droit », réglait comme il l'entendait la situation de l'Eglise dans l'Etat et déterminait son organisation intérieure. Il ne restait donc plus aux évêques qu'un pouvoir purement spirituel, leurs rapports avec la papauté étaient même soumis à un contrôle rigoureux. Avec de tels principes, il ne pouvait être question de dualité des pouvoirs ecclésiastique et temporel: il n'existait qu'une autorité suprême, l'Etat, et tous les citoyens devaient s'incliner devant la Loi toute-puissante sans pouvoir lui refuser obéissance, au nom de leurs croyances ou de leur foi.

Ces principes trouvaient leur expression officielle dans le Code général prussien de 1797 (*Preussisches allgemeine Landrecht*). L'Etat se réservait le droit: d'ordonner seul les prières publiques, des fêtes d'actions de grâce ou toutes autres fêtes ex-

traordinaires (§ 34), de nommer les évêques ou d'exercer une influence décisive sur leur élection (§ 1051), d'autoriser des réunions religieuses et de donner son assentiment aux résolutions prises (§ 141); d'avoir le haut contrôle et la direction de la fortune ecclésiastique, d'en surveiller l'emploi (§ 161); de fixer les droits et les devoirs des chapitres (§§ 1073 et suiv.); de créer de nouvelles paroisses avec l'assentiment des évêques et d'en fixer les limites (§ 328). Les supérieurs ecclésiastiques étrangers ne pouvaient exercer, en Prusse, un pouvoir, une direction ou une juridiction quelconque sans l'autorisation formelle de l'Etat (§ 136). Aucun sujet de l'Etat, clerc ou laïque, ne pouvait être soumis sous aucun prétexte à la juridiction d'un ecclésiastique étranger (§ 138); toutes les bulles et brefs du Pape ainsi que toutes les ordonnances des supérieurs ecclésiastiques étrangers devaient être soumis à l'examen et à l'autorisation de l'Etat (§ 118); aucun évêque ne pouvait, sans autorisation gouvernementale, rendre une ordonnance concernant les affaires religieuses ou accepter une semblable ordonnance d'un supérieur ecclésiastique étranger (§ 117); il ne pouvait être procédé à la nomination d'un vicaire général sans l'assentiment du gouvernement (§ 133), etc...

Par ce rapide aperçu des dispositions du Code général prussien de 1797, on peut aisément se rendre compte de la manière dont l'Etat entendait régler ses relations avec l'Eglise. L'autorité épis-

copale était presque complètement anéantie, et, pour les moindres actes, l'autorisation gouvernementale était nécessaire. Malgré les promesses contraires, ce régime draconien fut appliqué aux provinces acquises à l'Est par la Prusse; il fut aussi étendu aux anciennes provinces ecclésiastiques. Quant aux diocèses situés sur la rive gauche du Rhin, ils conservèrent le régime français établi par le Concordat.

Toutes les mesures concernant l'Eglise catholique, contenues dans le Code général prussien, avaient été édictées par la Prusse, de sa seule autorité et sans le consentement du Saint-Siège; vis-à-vis du clergé allemand, le Pape était réduit à jouer le rôle de simple supérieur spirituel et ses rapports avec les évêques étaient soumis à une censure très rigoureuse. Pour limiter encore l'influence de Rome sur le clergé allemand, la Prusse s'opposa toujours à l'envoi d'un nonce à Berlin; lorsqu'elle avait l'intention de discuter une affaire avec le Saint-Siège, elle se contentait d'envoyer à Rome un ambassadeur; le nonce de Vienne servait aussi parfois d'intermédiaire entre Rome et Berlin.

Le désir du gouvernement de soustraire le clergé catholique à l'influence du Saint-Siège se retrouve aussi à la même époque en France. La Constitution civile du clergé (12 juillet, 24 août 1790) déterminait l'administration de l'Eglise et l'intervention de l'Etat dans cette administration, sans que le Saint-Siège ait été consulté au

moment de l'élaboration du projet de loi. L'autorité du Saint-Siège était méconnue; le gouvernement admettait seulement que chaque nouvel évêque fît part au Pape de sa nomination, sans chercher à obtenir de lui une confirmation quelconque (1).

Quelques années après, le Premier Consul, dans les articles organiques qui furent promulgués avec le Concordat de 1801, sans l'assentiment de Rome, institua un système de contrôle sévère sur les relations du clergé français avec le Saint-Siège, et fixa dans les moindres détails l'intervention de l'Etat dans l'administration de l'Eglise. Malgré les vives protestations du Pape, ces articles furent appliqués.

Dissolution des cloîtres et monastères. — Le clergé régulier souffrit beaucoup plus encore de l'autocratie prussienne. La haine des fonctionnaires protestants s'exerça contre lui avec une rigueur extrême, et les provinces catholiques virent bientôt disparaître leurs nombreux monastères qui témoignaient de la grande piété du peuple allemand. A peine en possession des territoires que lui concédait le décret impérial de 1803, le gouvernement prussien commença à s'emparer des biens des couvents et à dissoudre les congrégations qui les occupaient. Le couvent d'Essen, les

(1) Constitution civile du Clergé, t. II, art. 19.

cloîtres de la principauté d'Halberstad, la célèbre abbaye bénédictine de Huysbourg furent les premiers frappés. Au cours de l'année 1804, la sécularisation de nombreuses autres maisons religieuses eut lieu; enfin, l'édit du 30 octobre 1810 vint généraliser ces mesures: « Les cloîtres et couvents de toute sorte, disait-il, qu'ils appartiennent à la religion catholique ou à la religion protestante, sont considérés dès maintenant comme biens d'Etat et seront reçueillis peu à peu ». L'extension de cette sécularisation aux maisons religieuses protestantes essayait de pallier l'iniquité de la mesure prise et de donner à la confiscation un caractère général. Mais l'Eglise protestante ne possédait qu'un tout petit nombre de couvents qui ne pouvaient être comparés aux nombreux et riches monastères catholiques.

Malgré les traités qui garantissaient aux habitants du Schlesien le respect de leurs institutions religieuses, l'édit du 30 octobre 1810 fut aussi appliqué à cette province; les congrégations qui s'occupaient exclusivement du soin des malades furent même dissoutes. On n'accorda aux moines qu'un délai de trente jours pour quitter leurs couvents. Le prince-évêque de Breslau put toutefois obtenir du Roi que certaines congrégations seraient exceptées de cette sécularisation générale, et entre autres le cloître Lilienthal. Le décret du 30 octobre 1810 fut enfin appliqué aux provinces polonaises.

Tous les biens des congrégations dissoutes de-

vinrent la propriété de l'Etat; les immeubles furent utilisés par les services publics ou vendus à vil prix; certains mêmes, ne trouvant pas d'acquéreur, furent vendus comme matériaux de construction. D'après les estimations du gouvernement, les biens dont l'Etat s'empara, dans la seule province de Schlesien, étaient d'une valeur supérieure à douze millions de thalers. Une grande partie des sommes ainsi acquises furent utilisées en faveur des protestants ou de l'Etat; quant au clergé catholique, il ne reçut presque rien.

Administration des biens ecclésiastiques. Collation des bénéfices. — Le Reichsrecess du 25 février 1803 avait dépouillé l'Eglise de la plus grande partie de sa fortune; non content de cela, les divers Etats lui ravirent encore l'administration des quelques biens qui étaient en sa possession et qui étaient destinés à l'entretien des Eglises et au service des messes. Les diverses fondations furent déclarées biens d'Etat, l'autorité ecclésiastique ne conserva sur elles qu'un pouvoir dérisoire. En Prusse, comme dans presque tous les autres Etats allemands, les revenus des biens de l'Eglise catholique furent employés au gré du gouvernement, et bien des fois les protestants profitèrent du produit des fondations pieuses appartenant aux catholiques. Le Code général prussien déclarait la paroisse propriétaire des biens de l'Eglise et confiait leur administration à des collèges paroissiaux.

Dans les provinces situées sur la rive droite du

Rhin, l'Etat s'attribua le droit de pourvoir aux bénéfices vacants sans le concours des évêques ; ceux-ci n'étaient admis à présenter des candidats que dans quelques rares arrondissements. Les conséquences de cette immixtion de l'Etat dans la nomination des membres du clergé étaient très mauvaises au point de vue de la discipline ; les prêtres nommés par une autorité étrangère à l'Eglise se soumettaient difficilement aux ordres des évêques. Dans les pays situés sur la rive gauche du Rhin, le système du Concordat français demeura en vigueur.

Mariages mixtes. — Après s'être immiscé dans l'administration intérieure de l'Eglise, l'Etat s'arrogea aussi le droit de réglementer les institutions d'un caractère purement religieux. Sans se soucier des conséquences funestes que ces mesures pouvaient avoir pour l'Eglise, le gouvernement prussien promulgua un certain nombre de lois sur les mariages mixtes qui étaient en opposition formelle avec la doctrine catholique. Comme toujours, son but était de favoriser par ses lois le protestantisme et d'empêcher que les enfants issus des mariages mixtes, c'est-à-dire de mariages entre protestants et catholiques, ne devinssent tous catholiques. L'Eglise romaine, en effet, n'autorisait de tels mariages que lorsque les époux s'engageaient, par contrat conclu avant la bénédiction de leur union, à faire élever leurs enfants dans la religion catholique.

Le Code général prussien de 1797 avait déjà pro-

noncé la nullité de ces contrats. Il ordonnait que, jusqu'à l'âge de 14 ans, les garçons issus d'un mariage mixte seraient élevés dans la religion du père et les filles dans la religion de la mère. La déclaration du 21 novembre 1803 prononça à nouveau la nullité des contrats conclus avant la célébration du mariage et décida que tous les enfants légitimes seraient élevés dans la religion du père lorsque les parents ne parviendraient pas à s'entendre au sujet de l'éducation religieuse de l'enfant; de plus, « un époux ne pouvait obliger l'autre à déroger aux prescriptions de la loi » Enfin, l'édit du 7 décembre 1822 ordonna que les enfants issus de mariages mixtes ne pourraient être baptisés par un prêtre appartenant à une religion autre que celle du père sans l'autorisation de l'Etat.

Ces diverses lois, dirigées contre le « prosélytisme catholique », ne pouvaient que soulever une grande indignation parmi le clergé et les fidèles; leur application en fut très difficile. Malgré la pression gouvernementale, les autorités ecclésiastiques ne purent ordonner l'obéissance à des lois contraires aux prescriptions de leur Eglise; les évêques déclarèrent que des dispenses ne seraient accordées que sur la promesse formelle de l'époux protestant de faire élever tous les enfants dans la religion catholique. La gouvernement ne put arriver à briser cette résistance.

La législation que nous venons d'étudier n'était pas applicable aux pays situés sur la rive gauche du Rhin. Pendant la domination française, le ma-

riage civil obligatoire avait été introduit dans ces provinces; ce système continua d'être en vigueur lorsque ces pays furent incorporés à nouveau à la Prusse.

Enseignement catholique. — La sécularisation des principautés ecclésiastiques eut aussi des conséquences funestes pour l'enseignement catholique. Les nombreux collèges ou écoles que les moines avaient créés dans leurs monastères disparurent avec ces derniers. Les anciennes Universités catholiques, dépouillées de leurs ressources, disparurent ou furent transformées en universités mixtes, où l'élément protestant dominait. « Le caractère confessionnel des établissements d'instruction fut conservé, mais la nomination des professeurs fut enlevée aux évêques. » Sous prétexte de rapprocher les membres des deux religions, le gouvernement chercha à créer des écoles simultanées où les élèves étaient admis sans distinction de religion (*Simultanschulen*). Le but de ces écoles était surtout d'enlever à l'enseignement catholique le plus grand nombre possible d'enfants. Les lycées catholiques furent en grande partie convertis en lycées protestants.

Ainsi, grâce à la complicité du gouvernement, les protestants pouvaient assouvir leur haine contre l'Eglise catholique et lui ravir peu à peu ses derniers droits. La faveur accordée aux protestants se retrouvait partout, dans toutes les branches de l'administration; le titre seul de catholique

suffisait pour ne pas être admis aux emplois d'Etat, et si, pour paraître sauvegarder l'égalité entre les deux confessions, on laissait se glisser parmi les fonctionnaires quelques catholiques, ils étaient condamnés à végéter dans les emplois subalternes, les postes importants leur étaient toujours refusés.

La lutte contre le catholicisme se faisait donc, en Prusse, uniquement au nom du protestantisme. Toutes les vexations dont on accablait le clergé catholique, toutes les injustices qu'il avait à supporter provenaient surtout de la rivalité des deux religions. Cet état de choses ne pouvait pourtant pas durer. Malgré tout, les catholiques formaient, en Prusse, le tiers de la population totale du royaume, et leur nombre était trop grand pour que le gouvernement pût continuer sans danger cette politique. Le mécontentement grandissait de jour en jour et cette situation rendait nécessaire une entente avec le Saint-Siège.

Section III

La bulle « de salute animarum ». — La réorganisation des évêchés allemands

La sécularisation des principautés ecclésiastiques, qui avait entraîné le partage des évêchés de la région du Rhin entre les divers Etats allemands et la dissolution des chapitres, avait détruit l'ancienne organisation de l'Eglise catholique dans ces

diocèses. De grands territoires n'étaient plus rattachés à une juridiction épiscopale et leur clergé se trouvait sans chef; l'inexistence des chapitres rendait la nomination des évêques impossible; enfin, les prêtres manquaient le plus souvent des ressources nécessaires pour accomplir leur mission.

Le décret d'empire du 25 février 1803, après avoir procédé au partage des provinces ecclésiastiques, chargeait l'Empereur de conclure avec le Saint-Siège une convention au sujet de la réorganisation de l'Eglise catholique allemande. Mais la conclusion d'une convention applicable à tout l'Empire fut rendue impossible; chaque prince prétendit régler ses rapports avec Rome par un traité particulier.

Le Pape et l'Empereur cherchèrent à plusieurs reprises à négocier l'entente prévue par le décret d'Empire, notamment à Ratisbonne (1804), et au moment de la discussion du traité de Presbourg, mais ces tentatives furent infructueuses. Au Congrès de Vienne, le cardinal Consalvi intervint au nom du Pape en faveur de l'Eglise et chercha à lui faire octroyer à nouveau les biens et les droits qu'elle possédait autrefois. La France restituait, en effet, par ce traité, les provinces de la rive gauche du Rhin acquises par le traité de Lunéville. Les compensations données aux princes allemands en 1803 devenaient donc sans objet et l'Eglise catholique devait rentrer en possession des territoires qui lui avaient été enlevés; mais les princes

ne se laissèrent pas facilement convaincre, Consalvi ne put même pas les amener à améliorer la situation lamentable du clergé catholique allemand.

Après la signature du traité de Vienne, la Prusse se rendit compte de la nécessité d'une entente directe avec Rome au sujet de la réorganisation des diocèses. Le prince de Hardenberg, chancelier d'Etat, prit l'initiative de ces négociations. Il fit admettre assez facilement par les membres du gouvernement prussien le principe d'une entente directe avec le Saint-Siège, et le 18 juillet 1815 il chargeait le protestant Niebuhr de se rendre à Rome pour y discuter, au nom de la Prusse, le traité projeté. Mais la tâche de Hardenberg fut plus difficile en ce qui concerne les instructions précises qui devaient être envoyées à cet ambassadeur. Les membres du gouvernement ne parvinrent à s'entendre qu'après cinq ans de délibérations : Niebuhr devait éviter de régler l'entente avec Rome au moyen d'un concordat, mais obtenir si possible une simple bulle sur la circonscription des diocèses prussiens ; la nomination des évêques, la création des chapitres, la dotation du clergé, la juridiction ecclésiastique devaient aussi faire l'objet de la discussion.

Les négociations entre Consalvi et Niebuhr commencées le 21 juillet 1820, se déroulèrent assez rapidement ; seules la nomination des évêques et la dotation du clergé soulevèrent quelques difficultés, qui furent d'ailleurs aplanies lors du voyage

du prince de Hardenberg à Rome. Selon le désir du gouvernement prussien, l'entente se traduisit par la bulle *De salutate animarum* et par le bref *Quod de fidelium*. La bulle fut ensuite publiée et confirmée par le Roi, ce qui lui donna en Prusse force légale.

D'après cette bulle, il devait exister en Prusse deux archevêchés, Cologne et Gnesen-Posen, et six évêchés : « Tous les droits, honneurs et libertés dont jouissaient légalement les archevêques et évêques des autres pays étaient accordés aux évêques et archevêques allemands ». Il devait être créé un chapitre par cathédrale ; le nombre de leurs membres variait avec les diocèses. Les chapitres élisaient les évêques, mais avant de procéder à l'élection épiscopale, ils devaient s'assurer que les candidats ne déplaisaient pas au gouvernement ; leur choix ne pouvait porter que sur un prêtre prussien. Dans chaque évêché, devait être créé un séminaire ecclésiastique, « dans lequel un nombre suffisant de novices seraient élevés et instruits d'après les décisions du concile de Trente ». La bulle s'occupait ensuite des dotations que devaient recevoir les divers membres du clergé et les institutions ecclésiastiques. Le prince de Joseph de Hohenzollern, prince-évêque de Ermland, était chargé d'exécuter la bulle papale.

Grâce à cette entente, l'Eglise prussienne pouvait donc envisager l'avenir sous un jour meilleur. Mais le clergé allemand dut bientôt se rendre compte que ses espérances avaient été vaines. Les

fonctionnaires protestants ne purent se résoudre à appliquer cette convention, et les principales dispositions de la bulle *De salutate animarum* ne furent pas mises en vigueur. Les catholiques furent traités de la même manière que par le passé. Les dotations promises ne furent pas octroyées; le gouvernement se contenta seulement de créer au profit de l'Eglise catholique un impôt spécial (*Kathedralsteuer*), qui s'ajoutait aux frais du culte exigé pour les cérémonies religieuses: baptême, mariage, etc...

Comme auparavant, l'Etat exerça un contrôle sévère sur l'administration des évêques et sur leurs rapports avec le Saint-Siège; le placet était obligatoire pour tous les mandements et ordonnances, la correspondance des évêques avec le Pape devait passer par le chargé d'affaires prussien à Rome. La liberté des élections épiscopales n'existait pas, le gouvernement exerçait une influence décisive sur les nominations ecclésiastiques.

L'inégalité des traitements des deux Eglises était la même qu'autrefois; les plus vives attaques contre le catholicisme étaient tolérées chez les pasteurs protestants tandis qu'une censure sévère rendait toute réponse impossible de la part des prêtres catholiques. Les lycées et les facultés étaient devenus presque exclusivement protestants. Le gouvernement accordait aux protestants, avec la plus grande facilité, les fonds nécessaires pour la construction des églises et des presbytères; par contre, les mêmes secours étaient toujours

refusés aux catholiques. Dans le Schlesien, le gouvernement s'attaqua même, en 1833, aux églises déjà existantes; sous le prétexte que, dans certains villages, le nombre des catholiques était insuffisant, les biens de la paroisse furent confisqués, le plus souvent au profit des communautés protestantes.

Les *Beitrage zur Kirchengeschichte des 19. Jahrhunderts in Deutschland* (Augsbourg, 1835), dépeignent ainsi la situation de l'Eglise catholique au cours de l'année 1830: « Sans prêter attention aux dispositions de la bulle *De salute animarum* et sans attendre les propositions des chapitres compétents, le ministère décide quand et comment l'élection de l'évêque doit avoir lieu et qui doit être élu. Lorsque approche le jour fixé par le ministère pour ce simulacre d'élection, le commissaire royal désigné pour présider convoque séparément chaque membre du chapitre, lui fait connaître quelle est la personne qui doit être élue comme *personna regi grata*, le met en demeure et ajoute, menaces conclüantes, qu'en cas de désobéissance, l'évêché restera vacant et le traitement des membres du chapitre sera suspendu. Le chapitre procède ensuite à l'élection selon les ordres reçus; il en proclame le résultat conforme au désir du gouvernement comme si l'élection avait été effectuée d'après les règles canoniques. La *harmonia præstabilia* est ainsi réalisée et le chapitre reçoit du ministère une lettre de félicitations pour

avoir accompli son devoir et bien compris la mission qui lui était confiée.

A Cologne et à Paderborn, le chapitre dut élire pour évêque une personne qui lui était complètement inconnue. Le ministère traite les évêques comme des subordonnés. Le roi nomme effectivement à toutes les places vacantes des chapitres; pour chaque affaire de la compétence du chapitre, il doit être formé un dossier qui doit être communiqué, sur sa demande, au président supérieur. La nomination des doyens doit recevoir l'approbation de l'administration, qui leur confie l'inspection des écoles primaires. La nomination aux cures et aux succursales a lieu de manière différente suivant les régions, et l'administration cherche, là aussi, à étendre sa puissance et son influence; elle s'est emparée du droit de patronage concernant presque tous les emplois ecclésiastiques. Dans la plupart des arrondissements, elle procède aux nominations sans proposition de l'évêque et sans connaître les personnes compétentes; à Magdebourg, par exemple, le gouvernement établit l'acte de nomination de la personne qu'il a choisie et s'en rapporte ensuite à elle pour obtenir de l'évêque l'institution canonique et l'investiture. Comme un ecclésiastique ne peut prendre possession d'un emploi sans l'autorisation gouvernementale, les mutations et les révocations sont très difficiles. Le gouvernement exerce aussi une grande influence sur les séminaires et les établissements d'instruction théologique; ici encore, il paralyse à plu-

sieurs points de vue l'action du pouvoir ecclésiastique. La création de ces établissements, la nomination des professeurs, la détermination des sciences enseignées, dépendent en grande partie de l'administration gouvernementale; la nomination des directeurs et régents des séminaires est soumise à son autorisation; elle contrôle la comptabilité des églises, établit leur budget, et il arrive même parfois qu'un conseiller protestant fixe la quantité de cire, d'hosties et de vin de messe qui devront être employés dans une église catholique, etc... »

L'entente entre Rome et la Prusse n'avait donc donné aucun bon résultat; la situation de l'Eglise catholique était aussi mauvaise qu'auparavant, le clergé était soumis au même arbitraire gouvernemental. L'étude de la question des mariages mixtes, de 1820 à 1848, va nous montrer de façon frappante l'inégalité de traitement entre les deux confessions. C'est à leur sujet que les plus graves conflits s'élevèrent entre les catholiques et le gouvernement prussien.

Nous avons vu, dans la section précédente, que l'Etat s'était déjà immiscé dans cette question et avait édicté à ce sujet un certain nombre de lois. Par le décret du 17 août 1825, il prétendit appliquer aux provinces du Rhin et de Westphalie les dispositions de la déclaration du 21 novembre 1803. Mais le clergé de ces provinces refusa de célébrer les mariages mixtes sans contrat préalable et ne se laissa pas effrayer par les poursui-

tes judiciaires intentées contre certains prêtres. Le gouvernement, après ce premier échec, essaya d'obtenir des évêques l'exécution des prescriptions auxquelles le clergé inférieur refusait de se soumettre. Il leur demanda donc de faire appliquer dans leur diocèse la déclaration du 21 novembre déjà en vigueur, prétendait-il, dans les provinces catholiques de l'Est de la Prusse. L'archevêque de Cologne ne se laissa pas facilement convaincre. Avant de donner son assentiment, il tenait à avoir l'autorisation du Pape en cette matière; le gouvernement chargea J.-C. Josias Ritter v. Bunsen, chargé d'affaires à Rome, de négocier avec le Saint-Siège un accord à ce sujet. Le Pape fit toutes les concessions compatibles avec la doctrine catholique sans parvenir à satisfaire le gouvernement prussien; par le bref *Litteris altero abhinc anno* du 25 mars 1830, il autorisait les prêtres à prêter une « assistance passive » à la célébration des mariages mixtes sans contrat préalable; il renonçait même à la censure ecclésiastique contre les catholiques qui permettraient l'éducation protestante de leurs enfants. Mais ces concessions ne contentèrent pas le gouvernement prussien, qui se garda de communiquer ce bref aux évêques, et les négociations prirent fin bientôt après sans autre résultat.

Malgré l'échec de ces négociations, le gouvernement n'abandonna pas ses projets; puisque le Pape refusait de faire droit à ses demandes, il essaierait d'obtenir gain de cause à son insu.

L'archevêque de Cologne fut appelé à Berlin; et Bunsen parvint à le convaincre de la nécessité d'une entente directe entre l'épiscopat rhénan et le gouvernement au sujet des mariages mixtes. Malgré le refus du Saint-Siège, l'archevêque eut la faiblesse de signer la convention secrète du 19 juin 1834: la publication du bref *Litteris altero abhinc anno* était reconnue inutile; à sa place, les évêques promettaient d'adresser une lettre pastorale à leur clergé déterminant les règles à suivre en matière de mariage mixte, et ces règles étaient celles que le gouvernement désirait obtenir.

Les évêques de Trêves, Münster et Paderborn suivirent l'exemple de leur archevêque. Mais la victoire du gouvernement fut de courte durée; en effet, l'archevêque Ferdinand-Auguste mourut peu après la conclusion de cette convention, et son successeur, l'ancien évêque de Coloma, Clément-Auguste, chevalier F. Droste Vischering, homme d'une rare énergie et d'une foi ardente, ne tarda pas à entrer en conflit avec le gouvernement prussien. Il voulut réagir aussitôt contre les faiblesses de son prédécesseur: il s'attaqua d'abord aux professeurs hermésiens de l'Université de Bonn, dont les idées étaient contraires à la doctrine catholique, puis s'empessa de considérer comme nulle la convention secrète du 19 juin 1834 et comme seul valable le bref *Litteris altero abhinc anno*. Les ministres, habitués avec l'archevêque Ferdinand-Auguste à plus de soumission, voulurent exiger du nouvel archevêque l'exécution de la con-

vention secrète. Clément-Auguste s'y refusa, et le conflit s'aggrava, au point que, le 20 novembre 1837, l'archevêque fut arrêté et conduit par la police à la forteresse de Minden. L'administration de son diocèse lui fut enlevée et le clergé se vit interdire toutes relations avec lui sous peine d'une amende de 50 thalers.

Cette arrestation arbitraire souleva une grande indignation dans toute la population catholique; Gôrres, dans son *Athanasius*, prit éloquemment la défense du prélat; le Pape, dans son allocution du 10 décembre, rendit grâce au courage de l'archevêque et protesta contre l'iniquité des mesures prises contre lui par le gouvernement prussien. La conduite énergique de Clément-Auguste, les peines dont il fut frappé décidèrent les autres évêques de la province rhénane à suivre son exemple. Le bref papal fut seul considéré comme valable, et le ministre des Cultes ne put, dans toute cette région, obtenir satisfaction.

Nous aurons souvent l'occasion, surtout pendant la période du *Culturkampf*, d'enregistrer de semblables actes de violence contre les évêques ou les autres membres du clergé. Chaque fois que le gouvernement n'obtiendra pas une soumission complète à la loi, il punira les « coupables » avec la plus grande sévérité, sans se rendre compte de l'inefficacité de ses peines, sans comprendre qu'il existe pour les catholiques une autorité supérieure à celle de l'Etat, que la prison, les amendes ou toutes autres peines ne peuvent les obliger à obéir

à des lois contraires à leurs croyances. Il cherchera, toujours sans succès, à placer le clergé catholique sous la complète dépendance des lois civiles, et ce ne sera que lorsque les prisons regorgeront de réfractaires qu'il se rendra compte de l'erreur commise par lui.

D'aussi graves événements devaient se produire dans les provinces situées à l'Est de la Prusse. Le décret du 21 octobre 1903 avait déjà été étendu au Schlesien et aux provinces polonaises; le gouvernement n'avait rencontré aucune résistance dans l'application de ce décret: les mariages mixtes étaient célébrés dans la plupart des cas sans garantie au sujet de l'éducation des enfants. Mais lorsque les évêques eurent connaissance du bref du 25 mars 1830, ils reconnurent leurs torts et décidèrent de se conformer aux règles fixées par le Saint-Siège.

L'archevêque de Gnesen-Posen, Martin v. Dunin, après avoir en vain sollicité du gouvernement l'autorisation de publier le bref *Litteris altero abhinc anno*, envoya, le 30 janvier 1838, aux membres de son diocèse une lettre pastorale pour leur rappeler les lois de l'Eglise catholique sur les mariages mixtes. Le 27 février suivant, il interdisait au clergé de bénir les mariages mixtes non conformes à ces lois et menaçait de révocation tout prêtre qui ne se conformerait pas à ses instructions. Le gouvernement exigea aussitôt l'annulation de cette lettre pastorale: l'archevêque devait reconnaître les erreurs qu'elle contenait,

déclarer qu'à l'avenir il « deviendrait un bon sujet » et ne s'opposerait plus à l'exécution des lois de l'Etat. L'archevêque ne pouvait faire une déclaration si contraire à la vérité; dès que le ministre des Cultes, v. Altenstein, eut connaissance de son refus, il annula par décret l'ordonnance épiscopale du 25 février, déclara inapplicables les peines qu'elle instituait et ordonna une instruction criminelle contre l'évêque. Les évêques d'Ermeland et de Culm adressèrent à leur tour à leur clergé une lettre pastorale sur les mariages mixtes semblable à celle de leur archevêque.

Malgré les protestations de l'archevêque de Gnesen-Posen contre la procédure illégale ouverte contre lui, il fut traduit devant le tribunal supérieur de Posen, condamné à six mois de forteresse et déclaré incapable, à l'avenir, d'être investi de nouvelles fonctions épiscopales. Des policiers l'arrêtèrent chez lui pendant la nuit et le conduisirent à la forteresse Kolberg, où il subit sa peine.

Une lutte semblable entre le gouvernement et l'épiscopat prussien ne pouvait durer. Aussitôt après son avènement, Frédéric-Guillaume IV voulut mettre fin à cette situation pénible de l'Eglise catholique. Il fit donc proposer à l'archevêque Dunin de promettre fidélité à son roi, de coopérer au rétablissement de la paix entre les deux Eglises et de rappeler le clergé à l'obéissance des lois; par contre, le gouvernement s'engagerait à suivre la règle établie par le paragraphe 442 du Code général prussien (II^e partie). D'après cet article,

l'Etat ne devait pas s'occuper du motif pour lequel l'Eglise catholique refusait de célébrer un mariage mixte. Il devenait donc ainsi possible aux évêques d'interdire les mariages lorsque les époux ne s'engageaient pas formellement à faire élever leurs enfants dans la religion catholique. C'était tout ce que désirait le clergé; l'archevêque s'empressa donc d'accepter les conditions qui lui étaient proposées (22 juillet 1840).

Frédéric-Guillaume IV voulut aussi mettre fin au conflit qui existait entre le gouvernement et les évêques de la région du Rhin. L'archevêque Clément-Auguste était toujours exilé de son diocèse, mais son retour à Cologne, malgré le vif désir de conciliation du roi, fut jugé impossible: la lutte avait été trop vive pour permettre une grâce complète. Après entente avec le Saint-Siège, il fut décidé qu'il serait procédé à la nomination d'un coadjuteur à l'archevêché de Cologne; le prêtre choisi serait désigné comme successeur éventuel de l'archevêque et administrerait seul le diocèse. Clément-Auguste conserverait son titre et sa dignité, mais ne pourrait rentrer à Cologne; par contre, le gouvernement ne s'opposerait plus à l'application du bref du 25 mars 1830. L'archevêque accepta cette transaction, et Johannes v. Geissel, ancien évêque de Spire, fut nommé son coadjuteur.

Frédéric-Guillaume IV avait donc ainsi heureusement terminé le conflit qui avait jeté un aussi grand trouble dans l'Eglise catholique prussienne.

Il continua ensuite son œuvre pacificatrice : un décret du 1^{er} janvier 1841 permit aux évêques de correspondre librement avec le Pape ; quelques jours après, le 12 février, fut créée au ministère des Cultes la section pour les affaires catholiques, composée uniquement de catholiques, et qui devait par la suite rendre de nombreux services à l'Eglise.

La première période des luttes entre l'Etat et l'Eglise catholique était donc terminée. Pendant tout le règne de Frédéric-Guillaume, l'Eglise libre prendra, en Prusse, un essor merveilleux.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION PRUSSIENNE DE 1850 ET LA PAIX RELIGIEUSE. — LES SIGNES AVANT- COUREURS DU CULTURKAMPF.

SOMMAIRE : Les articles de la Constitution prussienne qui établissent la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Prospérité de l'Eglise sous le nouveau régime de liberté. — Craintes des protestants provoquées par les succès des catholiques. — Edits de Raumer. — Guillaume I^{er} continue d'abord la politique de Frédéric-Guillaume IV. — Les signes avant-coureurs du Culturkampf. — Lutte au sujet de l'infailibilité papale : les vieux-catholiques. — Attaques des protestants et des libres-penseurs. — Fondation du Centre catholique. — Ses deux premiers succès. — Intrigues de Bismark à Rome pour faire désavouer le parti catholique. — Son échec. — Suppression de la section catholique. — Alliance de Bismark et des libéraux.

Frédéric-Guillaume IV avait mis fin au conflit qui existait entre l'Eglise et l'Etat; la paix religieuse paraissait maintenant bien établie entre le gouvernement et le clergé catholique. Toutefois, l'ancienne législation était encore en vigueur et il n'existait aucune garantie de paix durable.

La Révolution de 1848 vint enfin accorder à l'Eglise catholique l'indépendance qui lui était nécessaire pour accomplir sa mission. Elle fit disparaître le contrôle sévère de l'Etat et proclama le

principe de l'autonomie de l'Eglise. Après la dissolution de l'assemblée nationale, Frédéric-Guillaume IV admit les règles posées par elle : dans la constitution de 1850, les articles suivants déterminaient quels seraient, à l'avenir, les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

« ART. 15. — L'Eglise évangélique, l'Eglise catholique romaine et toutes autres communautés religieuses, s'organisent, s'administrent elles-mêmes et restent en possession et jouissance des établissements, fondations et capitaux destinés au culte, à l'instruction publique et à la bienfaisance.

» ART. 16. — Les rapports des communautés religieuses avec leurs chefs sont libres. La publication des ordonnances religieuses n'est soumise qu'aux restrictions qui atteignent toutes les autres publications.

» ART. 18. — Les droits de nomination, de proposition, d'élection et de confirmation concernant l'occupation des emplois ecclésiastiques, sont abrogés en tant qu'ils appartiennent à l'Etat et qu'ils ne reposent pas sur un droit de patronage ou tout autre droit. Cette disposition n'est pas applicable à la nomination des aumôniers militaires ou des aumôniers attachés aux établissements publics.

» ART. 24. — Lors de la création d'écoles primaires publiques, les circonstances religieuses doivent être le plus possible prises en considération...

» ART. 109. — Les impôts ou taxes existants continuent à être perçus et toutes les dispositions des codes, lois particulières et ordonnances qui ne sont pas contraires à la présente constitution resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par une loi nouvelle. »

Ces articles annihilèrent donc l'ancien système de surveillance étroite de l'Eglise; dorénavant, elle pourrait s'administrer, nommer elle-même les membres de son clergé et exercer sur l'éducation de la jeunesse l'influence nécessaire pour faire des enfants de bons catholiques. L'Etat ne pourrait plus, à l'avenir, légiférer en matière religieuse; à la place de l'ancienne législation établie sans le concours de l'Eglise, le droit canon seul allait régler l'administration ecclésiastique.

L'archevêque de Cologne, M. Geissen, qui devait défendre ces libertés avec une énergie et une intelligence remarquables, s'empressa de mettre en pratique le nouveau régime établi par la Constitution; il revint peu à peu aux anciennes règles canoniques sans rencontrer d'opposition de la part du gouvernement.

L'Eglise, débarrassée ainsi des nombreuses entraves qui gênaient son développement, prit aussitôt un essor merveilleux; les conversions se multipliaient, les monastères et les cloîtres s'élevaient à nouveau dans toute l'étendue du royaume, et les Jésuites créaient partout des missions popu-

laïques, où même des protestants venaient écouter les prédicateurs.

Le régime d'autonomie de l'Eglise, institué en Prusse par la Constitution de 1850, peut être rapproché du système créé en France par la loi de 1905. Dans les deux cas, l'Etat laisse à l'Eglise la liberté complète d'administration, mais il existe entre les deux régimes de profondes différences qui expliquent pourquoi ce système a pu être accepté avec joie par les catholiques prussiens et rejeté par les catholiques français. Dans le système prussien, en effet, l'Eglise conserve tous ses biens, l'Etat lui permet de les administrer à sa guise et continue à lui venir en aide, soit par des subventions, soit en lui donnant son concours dans le recouvrement des taxes ecclésiastiques. En France au contraire, après avoir donné la liberté à l'Eglise, l'Etat entend régler à sa manière l'administration des biens qu'elle possède, et le système qu'il institue à ce sujet est inacceptable pour les catholiques. De plus, en vertu du principe de l'indépendance de l'Eglise et de l'Etat, l'Etat prétend n'avoir plus à subvenir aux besoins de l'Eglise, et toute subvention est supprimée, malgré les contrats précis conclus avec le Saint-Siège.

Les protestants ne tardèrent pas à s'alarmer de ces succès des catholiques. L'Eglise romaine était, en effet, la seule à jouir des bienfaits du nouveau régime; l'Eglise protestante, au contraire, restait comme autrefois soumise à la volonté du roi, qui en était en quelque sorte le chef

suprême. Les progrès du catholicisme ne tardèrent pas à créer parmi les protestants une certaine agitation. Leur but fut d'endiguer ce prosélytisme catholique. Pour eux, en effet, la Prusse était et devait rester un Etat essentiellement protestant; il ne pouvait être question de parité entre les deux religions, et si, à la rigueur, on devait laisser à l'Eglise catholique certaines libertés, ces dernières ne devaient pas être nuisibles à l'Eglise protestante; surtout, elles ne devaient pas permettre à l'Eglise catholique de se développer au détriment de leur religion. Les Jésuites, qui suscitaient parfois, grâce à leur activité, des conversions retentissantes, étaient leurs plus grands ennemis.

Ce mécontentement poussa le ministre Raumer à prendre quelques mesures en faveur de l'Eglise réformée. Les deux ordonnances de 1852 vinrent montrer aux catholiques qu'ils ne devaient pas trop s'empressez de crier victoire. Malgré les bonnes dispositions du roi à leur égard, une attitude trop combattive pouvait amener une modification de la politique religieuse gouvernementale. Le premier de ces édits visait les missions populaires: il ordonnait aux présidents supérieurs d'exercer sur elles une surveillance étroite et d'interdire les missions qui seraient tenues dans les paroisses catholiques « dispersées au milieu des provinces protestantes ». Le deuxième édit, daté du 16 juillet, soumettait à l'autorisation du gouvernement le fait d'aller suivre les cours du collège germanique romain, il interdisait de plus aux Jésuites et

aux ecclésiastiques étrangers ayant fait leurs études dans les établissements de Jésuites de s'établir en Prusse (1).

Ces édits, contraires à l'esprit de la Constitution de 1850, firent comprendre aux catholiques que la liberté dont ils jouissaient pouvait leur être ravie d'un jour à l'autre; qu'ils devaient s'unir étroitement pour mieux défendre les intérêts de leur religion. De là naquit, le 30 septembre 1852, la « fraction catholique », composée de 62 députés, appartenant à la deuxième Chambre prussienne. Les membres les plus influents de ce groupe, et qui avaient contribué en grande partie à sa formation, étaient les deux frères Auguste et Pierre Reichensperger et Hermann v. Mallinckrodt. Le premier résultat de cette union fut d'empêcher l'exécution des édits de Raumer.

Deux années plus tard, une circulaire secrète du ministre de Westphalie, concernant de prétendues menées politiques des catholiques, vint à nouveau jeter l'alarme parmi ces derniers.

Malgré ces escarmouches, la situation de l'Eglise catholique en Prusse devenait de plus en plus brillante. La « section catholique » dont nous avons signalé la création dans le chapitre précédent, était un intermédiaire précieux auprès du gouvernement, elle permettait d'éviter les froissements qui, sans elle, se seraient fatalement pro-

(1) Kissling. I, 224.

duits entre l'administration et l'Eglise. Les questions nouvelles qui se présentaient étaient réglées au jour le jour, d'un commun accord, entre les évêques et le gouvernement. L'épiscopat prussien, si habilement dirigé par Geissen, avait obtenu dans les sphères gouvernementales la considération et le respect qu'il méritait. En un mot, l'entente entre l'Etat et l'Eglise était à peu près complète : « L'Etat, naguère, donnait des ordres auxquels l'Eglise était souvent contrainte de désobéir ; mais désormais, l'Etat avait cessé d'être tyran, l'Eglise d'être indocile... » (1).

L'historien F.-X. Schulte, dans son *Histoire du Culturkampf*, analyse ainsi les relations de l'Eglise catholique avec le gouvernement prussien pendant cette période : « Les articles de la constitution prussienne constituaient la base durable de la paix religieuse. Ils avaient accordé à l'Eglise, dans la mesure nécessaire, la liberté voulue pour l'accomplissement de sa mission ; grâce à eux, l'Eglise avait pu écarter les entraves qui résultaient de l'intervention de l'Etat dans la vie religieuse. Elle usa dans une large mesure de la liberté qui lui avait été accordée ; elle sut choisir le moment propice et sut adapter cette liberté nouvelle aux diverses conditions de fait : son succès partout fut le plus vif. Il existe, dans l'histoire religieuse, peu d'exemples d'un développement

(1) Goyau. Bism. et l'Egl., I, 230.

aussi général, aussi rapide que celui de l'Eglise chrétienne. Les rapports avec l'Etat devaient s'améliorer de jour en jour, car les catholiques savaient qu'ils étaient redevables, aux bons sentiments du roi Frédéric-Guillaume, de la liberté dont jouissait leur Eglise. Plus d'une fois, les Etats catholiques eurent les yeux tournés vers la Prusse protestante: on pouvait apprendre, dans ce pays, comment l'Eglise devait être traitée pour que son activité devînt bienfaisante... Plein d'espérance, le peuple entrevoyait un avenir heureux. Les malentendus qui pouvaient exister encore disparaîtraient bientôt, car il était maintenant prouvé que l'attachement à l'Eglise n'excluait pas l'amour de la patrie ».

Au début de son règne, Guillaume I^{er} se proposait de suivre la politique de Frédéric-Guillaume IV: « Je suis satisfait, dit-il dans le discours prononcé le 18 octobre 1861 lors de son couronnement, de savoir que la situation de l'Eglise catholique a été bien déterminée par l'histoire, la loi et la constitution ». Pendant les premières années de son règne, les catholiques jouirent, en effet, sans trop d'entraves, de la liberté qui leur avait été accordée; mais au cours de cette même période, de nombreux faits vinrent prouver qu'une grande lutte se préparait contre l'Eglise. Jusqu'à la formation du nouvel empire allemand au profit de la Prusse, les catholiques ne furent pas inquiétés: en effet, pour entreprendre les grandes guerres qui devaient permettre la création de l'unité

allemande, pour favoriser le rapprochement des Etats catholiques du Sud, on devait soigneusement éviter toute discussion intestine. Mais lorsque les ennemis du futur Empire eurent été successivement vaincus et que l'Empire eût été proclamé, la politique religieuse du gouvernement changea complètement; l'Eglise se vit retirer aussitôt toutes les libertés qui lui avaient été autrefois accordées.

Pendant les dix premières années du règne de Guillaume I^{er}, les protestants et les libres-penseurs s'évertuèrent à créer en Allemagne une atmosphère d'hostilité contre l'Eglise catholique afin de pouvoir, au moment voulu, entreprendre plus facilement la lutte contre elle. Dans cette campagne violente, toutes les paroles, tous les faits qui pouvaient jeter un discrédit quelconque sur l'Eglise romaine, furent employés: on chercha tout d'abord à les dépeindre comme des ennemis du pays, comme des adversaires résolus de l'unité allemande. Les catholiques, rendus méfiants par la politique suivie à l'étranger par le gouvernement prussien en matière religieuse (1), étaient partisans de la « grande Allemagne »; ils rêvaient de voir créer à nouveau, au profit de l'Autriche, nation catholique, l'ancien empire romain germanique. Les protestants, défenseurs de la « petite Allemagne », c'est-à-dire d'un nouvel empire pro-

(1) Kissling, I, 225.

testant formé par la Prusse et dont l'Autriche serait bannie, ne purent leur pardonner cette attitude. Ils les exclurent donc complètement du mouvement unitaire, et le National Verein se déclara nettement hostile à l'Eglise catholique. Une déclaration de ce groupement, rédigée par l'avocat Metz de Darmstadt, prêchait la lutte contre la « prétraille abêtie, fanatique et brouillonne » (*das verdummende, fanastiche und entzweiende Pfaffen-
fentum*).

La proclamation du dogme de l'infaillibilité papale donna aussi aux protestants et aux libres-penseurs une nouvelle occasion d'attaquer l'Eglise catholique. Les évêques allemands avaient d'ailleurs prévu ces attaques : dans la lettre qu'ils adressèrent au Pape en septembre 1869, après leur réunion à Fulda, ils exposaient les motifs qui rendaient pour leur pays la définition de l'infaillibilité inopportune. Mais bien qu'ils se fussent montrés hostiles à cette déclaration, et qu'ils n'eussent pas pris part au vote du concile, ils s'empressèrent d'adhérer aux décisions de ce dernier et de les publier dans leur diocèse. Le désappointement de ceux qui avaient espéré que cette divergence de vue amènerait une séparation entre l'épiscopat et la papauté fut grand. Certains catholiques, parmi lesquels se trouvaient des hommes éminents tels que Dollinger et J.-F. Schulte, ne voulurent pas se soumettre ; ils furent excommuniés et formèrent la secte des « vieux-catholiques », que nous

aurons l'occasion d'étudier au cours des chapitres suivants.

Les protestants ne ménagèrent pas aussi leurs attaques contre l'Eglise elle-même; ils voulaient enrayer le mouvement de conversions qui s'était déjà dessiné et empêcher tout rapprochement des deux Eglises; de nombreuses brochures répandues à profusion dans le pays et parfois même dans les contrées purement catholiques tournaient en ridicule la doctrine et les institutions de la religion ennemie. La plupart des attaques étaient dirigées contre le Pape, l'« Anté-Christ Romain », l'ennemi juré de tout bon protestant: on signalait constamment le « danger ultramontain » et les conséquences funestes de l'intervention de la papauté dans les affaires allemandes.

De leur côté, les libéraux, qui voulaient émanciper l'individu de la domination de l'Eglise, prenaient part à la lutte avec non moins d'ardeur. « La haine qui animait le libéralisme libre-penseur contre toute espèce de religion positive, dit Kissling, était surtout dirigée contre l'Eglise catholique, qui opposait à ses tendances destructives la digue la plus forte. » Le but immédiat des libéraux était de faire abolir le régime de liberté accordé à l'Eglise catholique et de rétablir un système de contrôle sévère semblable à celui qu'avait institué le Code général prussien. Ce résultat obtenu, ils s'attaqueraient ensuite à l'influence du clergé sur l'enseignement public et aux écoles confessionnelles.

Les catholiques, entourés d'ennemis de tous côtés, ne pouvaient donc compter que sur eux-mêmes. Comme en 1852, les députés catholiques de la Chambre prussienne comprirent que la victoire ne pouvait dépendre que de l'union très étroite entre eux. L'ancienne « fraction catholique » s'était peu à peu, en effet, désagrégée; pendant les grandes luttes que soutenait la Prusse, les députés catholiques avaient compris qu'ils devaient garder le silence et qu'ils ne devaient pas détourner le gouvernement du grand but qu'il poursuivait par des discussions sur les questions intérieures. Mais au cours de l'année 1870, sur l'initiative de Pierre Reichensperger et de Mallinckrodt, le groupe catholique fut à nouveau créé. Il se proposait de défendre la constitution de 1850, et « en particulier la liberté et l'autonomie de l'Eglise ». Cette fraction compta bientôt 54 membres. Sur l'initiative du député V. Savigny, les membres catholiques du nouveau Reichstag se groupèrent aussi, au nombre de 67; le 20 mars 1871. Le « Centre catholique » se proposait de combattre la politique des libéraux, de maintenir le caractère fédératif de l'empire; « il avait pour but positif de réclamer le bien-être matériel et moral de toutes les classes de la population, d'obtenir des garanties, conformes à la constitution, pour la liberté civile et religieuse des citoyens, et la protection par la loi des sociétés religieuses ».

Dès les premières séances du Reichstag, le Centre eut plusieurs fois l'occasion de montrer quelle

serait son attitude à l'égard du gouvernement et quels étaient les principes qui allaient diriger sa conduite. Ce fut d'abord au sujet de la rédaction de l'adresse que l'Assemblée devait envoyer à l'Empereur en réponse au discours du trône. Dans ce discours, Guillaume I^{er} avait ainsi défini l'attitude de l'Empire à l'égard des nations étrangères : « L'attention que l'Allemagne porte à sa propre autonomie est une garantie pour l'indépendance de tous les autres peuples, les faibles comme les forts ». Le Reichstag voulut, dans sa réponse, préciser d'une façon plus nette cette attitude future ; dans son projet de réponse, préparé par le député v. Bennigsen, la phrase suivante était insérée : « Nous espérons que, sous aucun prétexte et sous aucune forme, l'Etat n'interviendra plus dans la vie intérieure des peuples » ; et dans la pensée de la majorité de la Chambre, cette phrase visait surtout l'Italie et l'annexion par cette puissance des Etats pontificaux. Le Centre ne pouvait donc admettre ce vœu ; il combattit le projet sans parvenir à le faire modifier sur ce point. Ce fut sa première défaite. Lors de la discussion de la constitution impériale, il essaya aussi d'y faire insérer des articles semblables à ceux de la constitution prussienne pour déterminer les relations de l'Empire avec les confessions religieuses ; mais la majorité se montra hostile à ce projet et la constitution fut votée sans que cette importante question fût résolue.

Le gouvernement vit d'un très mauvais œil la

formation du nouveau groupe parlementaire catholique : l'attitude intransigeante du Centre pendant la discussion de l'adresse au Roi et de la constitution impériale lui fit prévoir qu'il trouverait en lui, dans toutes les questions religieuses, un adversaire résolu à défendre les libertés de l'Eglise. Le programme social des catholiques, leurs tendances démocratiques effrayaient surtout Bismarck. Le chancelier résolut donc d'enlever tout prestige au Centre, et, pour arriver à ce but, le moyen le plus simple était de le faire désavouer par le Saint-Siège. Le comte Taufkirchen, chargé d'affaires à Rome, fut prié d'obtenir un blâme contre l'attitude du Centre et son programme social. Le cardinal Antonelli se garda bien de lui donner satisfaction : le Pape, répondit-il, n'avait pas à intervenir dans les questions de politique intérieure allemande.

La réponse de Bismarck à ce refus ne se fit pas attendre. Le 8 juin 1871, la section catholique du ministère des Cultes fut supprimée et ses attributions confiées à des conseillers protestants. Cette section, créée par Frédéric-Guillaume IV et composée uniquement de catholiques, avait pourtant rendu de très grands services à l'Etat et à l'Eglise ; grâce à elle, les conflits qui se seraient inévitablement produits si les affaires ecclésiastiques avaient été dirigées par des fonctionnaires protestants, étaient toujours évités ; grâce à elle, pendant une trentaine d'années la paix n'avait cessé de régner entre l'Etat et l'Eglise. Mais dans la

lutte que Bismarck et les libéraux se proposaient de soutenir contre le Centre et les catholiques, cette section devenait une gêne, les conseillers protestants n'auraient pas les mêmes scrupules que les membres de l'ancienne section. Cette suppression peut être considérée comme le premier acte du Kulturkampf.

Quelles sont donc les causes de cette nouvelle attitude du gouvernement et surtout de Bismarck à l'égard des catholiques? Jusqu'en 1871, l'attitude de l'empereur et du chancelier étaient restées neutres. Lorsque l'archevêque de Gnesen-Posen, le comte Ledochowski, se rendit à Versailles pour demander à Guillaume I^{er}, après l'occupation italienne de Rome, d'intervenir en faveur de la papauté, il fut très bien reçu et l'empereur, sans toutefois accéder à sa demande, se montra très bien disposé en faveur du Pape. Après son entrevue avec Bismarck en mars 1871, l'évêque Ketteler était revenu, lui aussi, rassuré sur l'avenir de l'Eglise allemande. Le chancelier avait même cherché à plusieurs reprises à obtenir le concours du Saint-Siège pour la solution de certaines questions; il ne s'était pas montré hostile à une collaboration des députés catholiques à sa politique. Ce furent les élections au Reichstag du 5 mars 1871 qui provoquèrent son changement d'attitude; les libéraux étaient devenus, après cette élection, le parti le plus puissant du Reichstag; à eux seuls, ils possédaient la majorité des voix de cette assemblée. Le chancelier, pour pouvoir gouverner d'accord

avec les Chambres, était donc obligé de s'appuyer sur cette majorité libérale et d'abandonner les conservateurs, ses anciens amis. Cette nouvelle alliance de Bismarck et des libéraux devait fatalement entraîner un changement dans la politique du gouvernement à l'égard des Eglises et surtout à l'égard de l'Eglise catholique.

D'autres motifs existaient encore. Le chancelier espérait, grâce à l'appui des libéraux, briser l'unité des députés catholiques ou tout au moins les amener à une politique moins indépendante et moins combative.

Bismarck voulait enfin placer l'Eglise catholique sous la dépendance du gouvernement. La liberté dont elle était seule à jouir en Prusse le gênait : il espérait arriver à la gouverner à sa guise et d'en faire un instrument de sa politique.

CHAPITRE III

LE CULTURKAMPF

SOMMAIRE : *Section Première.* — Les premières lois contre l'Eglise catholique ; le paragraphe de la Chaire ; origine et but de cette loi. — Affaire du cardinal Hohenlohe. — Essai de Bismarck d'internationaliser. — Le Culturkampf. — Conflit avec les vieux catholiques. — Affaire du collège de Braunsberg. — La loi d'inspection scolaire ; but des libéraux. — La loi contre les Jésuites.

Section II. — Préparation des lois de mai 1873. — Discours de Pie IX du 24 juillet 1872. — Modifications de la Constitution. — La loi sur l'éducation des clercs et la nomination aux charges ecclésiastiques du 11 mai 1873. — La loi sur la juridiction ecclésiastique et la création d'une cour royale pour les affaires ecclésiastiques du 12 mai 1873. — La loi sur les limites du droit de coercition ecclésiastique du 13 mai 1873. — La loi concernant la succession de l'Eglise du 14 mai 1873. — Lettre pastorale des évêques prussiens. — Elections prussiennes ; victoire des catholiques. — Application très sévère des lois de mai. — Le « catholicisme d'Etat » ; les vieux catholiques.

Section III. — Echec des lois de mai. — Nouvelles lois contre les catholiques ; loi sur le mariage civil obligatoire ; loi complétant celle du 11 mai 1873 ; loi sur l'administration des diocèses catholiques vacants ; loi de proscription. — Echec de ces nouvelles lois. — Attentat de Kissingen. — La Brotkorbgesetz. — La loi sur les ordres religieux du 31 mai 1875. — La loi sur l'administration des paroisses catholiques du 20 juin 1875. — La loi du 4 juillet 1875 concernant les droits des paroisses vieilles-catholiques sur la fortune ecclésiastique.

Section Première

Les premières lois contre l'Eglise catholique

L'animosité que les nationaux libéraux avaient manifestée pendant les premières discussions du

Reichstag à l'égard de l'Eglise catholique devait bientôt se traduire par des lois d'exception. Mais avant de commencer la lutte proprement dite, il était pour eux de bonne politique d'enlever au clergé catholique ses principaux moyens de défense.

Il importait tout d'abord de réduire les prêtres au silence, de les empêcher de traiter du haut de la chaire de questions politiques, d'attaquer ou de blâmer les catholiques dissidents ou les ennemis de l'Eglise. Avec le « paragraphe de la chaire » (*Kanzelparagraph*), ils espéraient obtenir ce résultat. La première idée de ce projet de loi vint de la Bavière. Le ministre Lutz cherchait, en effet, par tous les moyens, à faire cesser l'opposition que sa politique rencontrait parmi les catholiques; pour arriver à ce but, il ne pouvait compter sur les Chambres bavaroises, dont la majorité lui était hostile. Il eut donc recours aux Chambres d'empire pour obtenir d'elles les armes qui lui étaient refusées dans son propre pays. Malgré les vives critiques que le projet souleva, même dans les milieux protestants, qui jugeaient impolitique de « faire des martyrs » et d'appliquer au clergé des peines correctionnelles pour de tels motifs, malgré une défense énergique du député du Centre Windthorst, le projet de loi fut voté par les deux Chambres. Il se composait d'un paragraphe additionnel à l'article 130 du Code pénal et frappait d'une peine de prison pouvant s'élever à deux ans tout ecclésiastique ou fonctionnaire d'une Eglise

qui parlerait en public de questions concernant l'Etat d'une manière dangereuse pour la paix publique. Cette loi fut promulguée le 10 décembre 1871. Pendant sa discussion, Bismarck s'était tenu complètement à l'écart; mais il ne tarda pas à prendre bientôt parti dans la lutte qui commençait contre l'Eglise. Certains incidents lui donnèrent l'occasion de prouver aux catholiques qu'ils devaient le ranger à l'avenir parmi leurs ennemis.

Le 25 avril 1872, le chargé d'affaires allemand auprès du Saint-Siège annonça confidentiellement au cardinal Antonelli, sous-secrétaire d'Etat, que l'empereur Guillaume avait nommé comme ambassadeur auprès du Vatican le cardinal Adolphe, prince de Hohenlohe-Schillingsfürst; ce dernier devait venir à Rome pour s'assurer que sa nomination était agréable au Saint-Père. Cette façon de procéder était contraire aux règles suivies dans les divers pays pour la nomination des ambassadeurs: les gouvernements ne procèdent jamais à leur nomination sans s'être assurés que leurs candidats ne déplaisent pas au chef de l'Etat auprès desquels ils doivent être accrédités. Et précisément, le cardinal de Hohenlohe ne pouvait trouver à Rome qu'un accueil très froid. L'attitude de ce prélat à l'égard du Vatican, ses idées politiques et religieuses, son éloignement de Rome depuis quelques années ne le désignaient pas pour occuper le poste d'ambassadeur auprès du Saint-Père. Le cardinal Antonelli répondit donc au chargé d'affaires allemand que le Pape ne pouvait autoriser le

cardinal de Hohenlohe à accepter une semblable mission.

Ce refus tout naturel du Saint-Siège fut aussitôt exploité par la presse libérale et gouvernementale et considéré comme un affront fait par le Pape à l'Allemagne. Le 14 mai 1871, cet incident fit même l'objet d'une discussion au Reichstag. Bismarck monta à la tribune, et pour la première fois exposa ses idées sur les relations futures de l'Etat et de l'Eglise: puisque Rome prenait une attitude combattive à l'égard de l'empire, les Allemands régleraient eux-mêmes à l'avenir les rapports de l'Eglise avec l'Etat et non, comme par le passé, d'un commun accord avec le Saint-Siège; le pays pouvait avoir confiance en lui à ce sujet, l'empire ne subirait plus de nouveaux affronts, quoi qu'il advienne il n'irait pas à Canossa. Bismarck acceptait donc de diriger la bataille; il ne voulait pas, toutefois, que son pays fût le seul à lutter. Le jour même où il fit au Reichstag cette promesse solennelle, il envoya aux représentants de l'Empire auprès des diverses nations européennes une dépêche concernant la future élection papale. La proclamation du dogme de l'infailibilité avait, disait-il, complètement modifié la situation de divers Etats vis-à-vis du Saint-Siège; les gouvernements devaient se concerter pour déterminer leur attitude future à l'égard de ce nouveau Pape infailible; il conviendrait aussi de fixer les conditions, auxquelles serait subordonnée, à l'avenir, la reconnaissance par les divers Etats de la nomination d'un

nouveau Pape. Les gouvernements étrangers ne sentirent pas la nécessité de cette action commune contre le Pape. Ils se montrèrent peu enclins à suivre Bismarck dans cette voie périlleuse, et le chancelier dut commencer seul la lutte contre Rome.

Un second conflit fut provoqué par les vieux-catholiques de Cologne. La paroisse vieille-catholique, qui s'était constituée dans cette ville, demanda au lieutenant-général gouverneur de la ville de lui accorder le co-usage de l'église Saint-Pantaléon, destinée au service de l'aumônerie militaire. Le lieutenant-général, après entente avec le ministre de la Guerre, et sans consulter l'évêque Nanzanowski, directeur de l'aumônerie militaire catholique, s'empessa de faire bon accueil à la demande des vieux-catholiques (10 janvier 1872). Dès que l'évêque eut connaissance de cette décision, il interdit à l'aumônier de la garnison de faire usage de l'église si les vieux-catholiques en prenaient possession. Le gouvernement, considérant le directeur de l'aumônerie militaire comme son subordonné, exigea aussitôt qu'il retirât cet ordre. Cette question ne le concernait pourtant pas, puisque l'Eglise était libre de s'administrer à sa guise; il voulut malgré tout faire triompher sa volonté. Lorsque l'évêque, après avoir reçu des ordres de Rome, refusa de lui donner satisfaction, les ministres de la Guerre et des Cultes le suspendirent de ses fonctions par décret du 28 mai 1872. En

mars 1873, la fonction elle-même de l'aumônerie militaire fut supprimée.

L'évêque d'Ermland, D^r Krémentz, dut défendre à son tour l'Eglise contre les empiétements des vieux-catholiques. Deux professeurs du collège de Braunsberg, les docteurs Michelis et Wollman, se refusaient, dans leurs cours de théologie, à enseigner le nouveau dogme de l'infailibilité papale, proclamé par le concile de 1870. En présence du refus formel de ces professeurs, le 15 mars 1871, l'évêque s'adressa au ministre des cultes v. Mülher pour lui demander le déplacement de ses deux prêtres; malgré ses nombreuses démarches, il ne put obtenir satisfaction et se vit contraint de prononcer leur excommunication. P. Reichensperger intervint à la Chambre et obtint du nouveau ministre des Cultes, D^r Falk, qui entre temps avait succédé à v. Mülher, que les élèves du collège de Braunsberg ne fussent pas obligés de suivre les cours de religion des professeurs excommuniés. L'incident paraissait donc clos. Mais Falk essaya bientôt de se servir de l'excommunication prononcée contre les deux prêtres, pour obtenir, dès son entrée au ministère, la reconnaissance de la suprématie de l'Etat même en matière religieuse. Le 11 mars 1872, il demanda donc à cet évêque de révoquer l'excommunication prononcée contre les professeurs du collège de Braunsberg, cette peine n'étant pas seulement une peine religieuse, aurait dû être prononcée, d'après les prescriptions du Code général prussien, avec l'assentiment du gou-

vernement. L'évêque essaya en vain de prouver que l'excommunication n'avait aucun effet civil et n'était qu'une peine purement religieuse. Falk se borna à maintenir sa prétention. Il exigea même de l'évêque Krémentz la promesse formelle d'obéir sans restriction aux lois de l'Etat; l'évêque ne pouvait lui donner satisfaction, ses rapports avec le ministre des Cultes devenaient chaque jour plus tendus et une solution du conflit favorable à l'Eglise paraissait très problématique.

Falk recommençait donc l'éternelle querelle entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique. Les articles de la constitution prussienne de 1850, qui garantissaient la liberté religieuse et excluaient toute intervention de l'Etat dans l'administration de l'Eglise lui importaient peu; il voulait à tout prix obtenir la reconnaissance de la suprématie de l'Etat, même en matière religieuse, et montrait par là quel allait être le but de la politique de son gouvernement à l'égard de l'Eglise. Dans un pays comme la Prusse, où les moindres actes sont soumis au contrôle gouvernemental, la liberté de l'Eglise catholique était d'ailleurs une anomalie qu'il était nécessaire de faire disparaître. Comme autrefois, l'Etat ne voulait plus reconnaître à l'Eglise qu'une autorité purement spirituelle et régler lui-même toutes les questions temporelles ou mixtes.

Quelques jours avant la fête du centenaire de la réunion d'Ermland à la couronne prussienne, qui devait avoir lieu à Marienbourg, l'évêque Kré-

mentz fit demander au roi s'il voudrait bien, au cours de cette fête, le recevoir avec une délégation de catholiques. Le maréchal de la Cour se borna à lui répondre que la réception n'aurait lieu que si Falk recevait la lettre et les promesses demandées : la reconnaissance de la suprématie de l'Etat même en matière religieuse et la promesse d'obéissance absolue aux lois du royaume. Cette attitude du roi ne pouvait modifier la détermination de l'évêque ; la réception n'eut pas lieu, et quelques jours après les fêtes de Marienbourg, Falk suspendit les subventions de l'Etat au diocèse d'Ermeland. L'évêque interjeta appel de cette décision devant le tribunal supérieur, mais il fut débouté de sa demande.

Ces conflits constants entre le gouvernement et le clergé préparaient les Allemands à la grande lutte que Bismarck et les libéraux se proposaient de livrer à l'Eglise catholique. De nouveaux projets de loi furent bientôt déposés, le paragraphe de la chaire avait imposé silence aux prêtres, il fallait maintenant éloigner le clergé de l'école et se débarrasser des Jésuites, les adversaires les plus gênants.

Les libéraux s'étaient rendu compte qu'ils ne pourraient arriver à déchristianiser le royaume, si l'enfant, dès son jeune âge, n'était pas soustrait à l'influence des prêtres. Or, en Prusse, de tous temps, le clergé avait eu une influence prépondérante sur l'enseignement. Après la Réforme, les prêtres catholiques avaient conservé sur les écoles

de leur confession l'inspection et l'enseignement religieux dont ils étaient seuls chargés auparavant. Le curé surveillait les écoles situées dans sa paroisse, et les fonctions d'inspecteur de district étaient encore remplies par de nombreux prêtres; l'école était considérée comme relevant à la fois de l'Eglise et de l'Etat et l'intervention du prêtre comme une conséquence même des fonctions ecclésiastiques. La loi du 11 mars 1872, qui scella l'alliance de Bismarck avec les libéraux, modifia complètement les principes sur lesquels était basée l'inspection scolaire. A l'avenir, le curé ne devait plus agir en vertu de ses fonctions ecclésiastiques, mais au nom de l'Etat, en vertu d'une délégation toujours révocable. Le gouvernement serait libre de nommer à ces fonctions les personnes, clercs ou laïques, qui lui paraîtraient les plus aptes à accomplir ces fonctions. Les conservateurs se rendirent compte des conséquences funestes que pouvait avoir une transformation aussi radicale de l'école; protestants convaincus, ils craignaient avec raison que la nouvelle loi fût aussi mauvaise pour leur religion que pour les catholiques. Bismarck et Falk avaient prévu leur résistance; ils présentèrent donc la nouvelle loi comme une arme de combat contre l'Eglise catholique seule. Le crédit très faible demandé par le ministre pour sa mise en application montrait, d'ailleurs, qu'on ne visait à la suppression que d'un tout petit nombre d'inspecteurs. Falk ne fit pas en vain appel à la

haine des protestants contre l'Eglise catholique; le Centre fut seul à s'opposer à la nouvelle loi.

Ce résultat atteint, le ministre des Cultes s'empressa de remplacer le plus grand nombre possible d'inspecteurs ecclésiastiques par des inspecteurs civils, et non content de cela, il s'attaqua même aux écoles confessionnelles, dont il transforma un grand nombre en écoles simultanées.

Les libéraux assouvirent ensuite leur haine contre les Jésuites. C'est à eux, en effet, que l'Eglise catholique devait en partie les progrès qu'elle avait accomplis en Allemagne depuis 1848. Leur activité s'était étendue partout; grâce aux missions populaires, ils avaient ravivé dans les moindres bourgades la foi du peuple, et les résultats merveilleux qu'ils avaient obtenus avaient fait d'eux les pires ennemis des protestants et des libres-penseurs. Leur zèle pendant la guerre contre la France n'avait pu faire taire les campagnes haineuses dirigées contre eux; vieux-catholiques, protestants, libéraux, tous se liguèrent pour obtenir leur expulsion de l'empire. De nombreuses listes de pétitions circulèrent en Allemagne. Certaines furent déposées, le 8 mai 1872, à la commission des pétitions du Reichstag. La majorité des membres de cette commission, dont le Dr Gneist, fougueux ennemi de l'Eglise, était le rapporteur, décida de « demander aux gouvernements confédérés de déposer au Reichstag, si possible pendant cette même session, un projet de loi soumettant, avec des sanctions pénales, la compagnie de Jésus

et les ordres affiliés, à l'autorisation formelle des gouvernements ». Peu de temps après, la Prusse déposait un projet de loi qui permettait d'expulser du territoire de l'Empire les membres de la compagnie de Jésus et des ordres qui lui étaient affiliés. Le 19 juin, le projet fut voté par 181 voix contre 93. Le décret rendu le 5 juillet par Bismarck pour déterminer les conditions d'application de la loi aggravait encore les mesures votées par le Reichstag ; il défendait aux membres des congrégations dissoutes de s'occuper des missions populaires et leur interdisait même l'accomplissement de tout acte religieux. Le 25 septembre, le ministre Falk étendait encore cette interdiction à la célébration des messes basses et à la confession. Enfin, par décret du 20 mai 1873, les Rédemptoristes, les Lazaristes, les prêtres du Saint-Esprit et la société du Sacré-Cœur de Jésus furent considérés comme affiliés à la compagnie de Jésus et soumis à la loi d'expulsion.

Section II

Les lois de Mai 1873 et leur application

Dans les divers conflits que nous avons étudiés au chapitre précédent, Bismarck et le gouvernement prussien avaient montré leur intention de modifier complètement leur politique à l'égard de l'Eglise catholique. Ils ne voulaient plus laisser

subsister les libertés que la constitution de 1850 avait accordées à l'Eglise, leur but était de la placer à nouveau sous la domination complète de l'Etat, mais dans l'esprit de Bismarck, toutes les lois d'exception qu'il préparait contre l'Eglise n'étaient qu'un moyen pour arriver à son but : la domination du Centre catholique. Ce parti politique asservi, il ne se refuserait pas à entrer en conversation avec Rome et à redonner à l'Eglise, soumise et repentante, une partie des droits qu'elle possédait autrefois, tout en conservant sur elle un contrôle sévère. Il ne prévoyait pas la résistance extraordinaire qu'il allait rencontrer ; dans son esprit, quelques peines correctionnelles suffiraient à ramener le clergé à l'obéissance et obtenir du Centre ce qu'il désirait.

Les libéraux, au contraire, voyaient dans les nouvelles lois le premier pas fait vers la déchristianisation de l'Allemagne. Grâce à l'énergie de Bismarck, l'influence romaine serait vite détruite, les ordres dissous, l'école débarrassée des prêtres, le clergé soustrait à l'autorité papale. L'Eglise perdrait ainsi bientôt toute influence et le peuple serait libéré de toute croyance religieuse. Le nom donné d'ailleurs à la campagne commencée contre l'Eglise catholique, le *Culturkampf*, le combat pour la civilisation, était tout un programme ; il fut prononcé pour la première fois par le député Virchow, au cours de la séance du 17 janvier 1873.

Pour l'aider dans l'élaboration des projets de loi destinés à servir l'Eglise, Falk appela autour

de lui un certain nombre de professeurs, et grâce à leur concours les textes réclamés par les libraires purent bientôt être déposés au Landtag. Dans la pensée du ministre, les nouvelles lois devaient d'abord s'étendre à tout l'empire. Certains Etats, en effet, comme Bade, Hesse, avaient déjà commencé, de leur côté, une campagne violente contre l'Eglise catholique; ils auraient volontiers fait cause commune avec la Prusse. D'autres Etats, au contraire, parmi lesquels se trouvait la Bavière, se souciaient fort peu de suivre Bismark et Falk dans leur nouvelle politique à l'égard de l'Eglise catholique. Pour éviter tout conflit, le gouvernement prussien se contenta donc de les déposer au Landtag prussien.

Les catholiques se rendirent compte que le Centre, réduit à ses propres forces, ne pourrait empêcher le vote des lois en préparation; ils ne restèrent pourtant pas inactifs. De grandes associations se formèrent, entre autres, en mai 1872, « l'Association des catholiques allemands » pour « défendre la liberté et les droits de l'Eglise catholique ». Pie IX, de son côté, ne voulut pas laisser attaquer son Eglise sans donner aux catholiques allemands quelques paroles de consolation et d'espoir. « Qui sait, disait-il, le 24 juillet 1872, aux membres d'une association allemande, si bientôt ne se détachera pas la petite pierre qui viendra briser les pieds du colosse! » Le colosse auquel le Saint-Père faisait allusion était le libéralisme, le plus dangereux ennemi de l'Eglise. Mais la presse

officiieuse vit aussitôt dans cette citation du prophète Daniel une attaque contre le chancelier, et tous les journaux libéraux partirent en guerre de plus belle contre la papauté, les Jésuites et le clergé allemand. Mais si Bismarck était sûr que les projets de loi seraient votés au Landtag, il avait par contre de grandes craintes sur le succès qu'ils pouvaient obtenir à la Chambre des seigneurs. Pour briser toute résistance, 24 nouveaux pairs furent créés; le vote des lois était ainsi assuré et Bismarck quitta le ministère. Le ministre de la guerre Roon, malgré ses tendances conservatrices, accepta de continuer la politique anticatholique du chancelier et fut nommé président du conseil des ministres.

Les quatre projets de loi déposés au Landtag par Falk concernaient: 1° l'éducation des ecclésiastiques et la nomination aux charges ecclésiastiques; 2° la juridiction ecclésiastique et la création d'une cour royale pour les affaires ecclésiastiques; 3° les limites du droit de coercition ecclésiastique; 4° la sécession de l'Eglise (*Austritt aus der Kirche*).

Le 16 janvier 1873, la discussion générale des projets de loi commença au Landtag. Les projets furent renvoyés à une commission, mais tous les députés se rendirent compte que les lois nouvelles seraient en contradiction formelle avec les articles 15 et 18 de la constitution prussienne, qui interdisaient à l'Etat toute intervention dans l'administration de l'Eglise catholique et laissaient cette

Eglise libre de nommer à sa guise ses fonctionnaires. La majorité libérale proposa donc leur modification ; le gouvernement s'empressa de donner son assentiment à ce projet, et dès le 1^{er} mars les nouveaux articles 15 et 18 étaient votés par le Landstatt. Ils étaient ainsi conçus :

« ART. 15. — L'Eglise évangélique, l'Eglise catholique romaine, ainsi que toutes autres confessions religieuses, s'organisent et s'administrent elles-mêmes, *mais demeurent soumises aux lois et à la surveillance de l'Etat déterminée par ces lois. De la même manière*, chaque société religieuse conserve la possession et la jouissance des établissements, fondations et capitaux destinés au culte, à l'instruction publique et à la bienfaisance.

» ART. 18. — Les droits de nomination, de proposition, d'élection, de confirmation concernant l'occupation des emplois ecclésiastiques sont abrogés en tant que ces droits appartiennent à l'Etat et ne reposent pas sur un droit de patronage ou tout autre droit. Cette disposition n'est pas applicable à la nomination des ecclésiastiques attachés à l'armée ou aux établissements publics. *D'une manière générale, la loi détermine les pouvoirs de l'Etat en ce qui concerne l'instruction préparatoire, la nomination, la révocation des ecclésiastiques et autres fonctionnaires de l'Eglise, et fixe les limites du pouvoir disciplinaire ecclésiastique.* »

Grâce à la création des nouveaux pairs, la Chambre des seigneurs ne put s'opposer au vote de ces articles, et le 7 avril il recevait la sanction royale. Les lois proposées par Falk pouvaient donc maintenant être votées par le Landtag sans crainte d'inconstitutionnalité; la discussion en était d'ailleurs très avancée, et le 9 mai les quatre projets furent acceptés par les libéraux et les conservateurs.

La loi « sur l'éducation des clercs et la nomination aux charges ecclésiastiques » du 11 mai 1873 décidait « qu'une fonction ecclésiastique ne pouvait être confiée qu'à un Allemand ayant prouvé qu'il possédait une instruction scientifique conforme aux prescriptions de cette loi et à la nomination duquel le gouvernement ne s'était pas opposé (art. 1). Pour posséder l'instruction préparatoire requise, le candidat aux fonctions ecclésiastiques devait avoir passé avec succès l'examen de sortie d'un lycée allemand, avoir suivi pendant trois ans les cours de théologie d'une Université d'Etat allemande; avoir passé avec succès un examen scientifique (art. 4). Les ecclésiastiques ne pouvaient faire partie d'un séminaire pendant leurs trois années d'études universitaires (art. 7). L'examen scientifique d'Etat devait surtout porter sur la philosophie, l'histoire et la littérature allemandes (art. 8). De nouveaux petits séminaires ou de nouvelles pensions pour enfants (*Knabenconvikte*) ne pouvaient plus être créés, les établissements qui existaient alors ne pouvaient recevoir

de nouveaux élèves (art. 14). Tous les établissements destinés à l'instruction des ecclésiastiques étaient placés sous la surveillance de l'Etat (article 9). En ce qui concerne la nomination aux fonctions ecclésiastiques, les évêques devaient soumettre aux présidents supérieurs les noms des candidats à ces fonctions : le gouvernement pouvait s'opposer dans certains cas à leur nomination, entre autre « lorsqu'il existe contre le candidat des faits permettant de supposer qu'il troublera la paix publique ou qu'il ne tiendra aucun compte des lois et ordonnances rendues par l'administration dans les limites de sa compétence ». Le titulaire de chaque cure devait être nommé dans un délai d'un an à partir du jour de la vacance de la cure (art. 18). Enfin, la loi établissait une répression sévère pour toute infraction à ces dispositions, l'évêque encourait une amende de 200 à 1.000 thalers, et l'ecclésiastique qui acceptait une fonction sans avoir satisfait aux exigences de la loi tombait sous le coup d'une amende dont le montant pouvait s'élever jusqu'à 100 thalers.

La loi « sur la juridiction ecclésiastique et la création d'une cour royale pour les affaires ecclésiastiques », du 12 mai 1873, prétendait enlever au Saint-Siège tout pouvoir disciplinaire sur le clergé allemand ; « le pouvoir disciplinaire ecclésiastique sur les fonctionnaires de l'Eglise, dit le paragraphe premier de cette loi, ne pourra être exercé que par des autorités allemandes ». Sans se préoccuper des règles du droit canon, elle établissait une pro-

cédure spéciale, fixait le maximum des peines ecclésiastiques et réglementait ainsi minutieusement une question complètement étrangère à sa compétence. « Les peines corporelles étaient interdites, les amendes ne pouvaient être supérieures à trente thalers ni dépasser le montant du revenu mensuel de l'ecclésiastique. Le maximum des peines privatives de liberté était fixé à trois mois; ces peines devaient être effectuées dans des maisons de retraite sur lesquelles l'Etat exerçait un contrôle sévère. Le prévenu pouvait, dans de nombreux cas, faire appel de la décision rendue contre lui par l'autorité ecclésiastique, et dans ce but la loi organisait une cour royale destinée à juger ces causes.

La loi « sur les limites du droit de coercition ecclésiastique », du 13 mai 1873, interdisait au clergé de prononcer des peines qui n'appartenaient pas au domaine purement religieux; ces peines étaient même interdites comme punition: a) de l'accomplissement d'un acte que les lois ou ordonnances rendues par l'autorité dans les limites de sa compétence obligent à accomplir; b) lorsqu'il n'a pas été fait usage, dans un sens indéterminé, du droit de vote, ou bien parce qu'il a été fait usage de ce droit. Les peines prononcées par l'autorité religieuse ne devaient pas être rendues publiques. En cas de non-observation des prescriptions de cette loi, les ecclésiastiques pouvaient être punis d'une amende ne dépassant pas 200 thalers et d'une peine de prison s'élevant jus-

qu'à un an; dans les cas graves, l'amende pouvait être portée à 500 thalers et la prison à 2 ans.

Enfin, la loi « concernant la sécession de l'Eglise » (*Austritt aus der Kirche*) du 14 mai 1873 permettait aux sujets du royaume de rompre plus facilement les liens qui les rattachaient à une religion et les libéraient de toute charge envers elle.

L'Etat s'arrogeait donc à nouveau le droit de s'immiscer dans la vie intérieure de l'Eglise catholique et prétendait la gouverner selon son bon plaisir. Les évêques perdaient toute influence sur l'instruction des candidats à la prêtrise et ne conservaient qu'un droit de nomination illusoire, leur autorité sur le clergé disparaissait, le prêtre, privé de chef, allait être soumis aveuglément aux ordres de l'Etat... C'était toutefois le résultat que Bismarck et Falk espéraient obtenir. Ils furent bientôt déçus; les évêques, forts de leurs droits, ne se résignèrent pas à devenir de simples « préfets ecclésiastiques »; le clergé et le peuple, animés d'une foi profonde, se groupèrent autour d'eux et les soutinrent jusqu'au jour de la victoire définitive.

Lorsque les évêques comprirent que rien ne s'opposerait plus au vote des lois que nous venons d'étudier, ils jugèrent nécessaire de se réunir afin de décider d'un commun accord quelle devait être leur attitude à l'égard du gouvernement. Devaient-ils s'opposer à l'application totale des lois en discussion ou bien admettre l'application de certains articles? Leur réunion eut lieu à Fulda le 29 avril 1873; tous les évêques prussiens étaient présents,

sauf l'évêque de Culm qui, vu son grand âge, avait envoyé un représentant. Les prélats décidèrent de considérer les lois élaborées sans le concours de l'Eglise comme inexistantes : ils devaient opposer à leur application une résistance passive et refuser à l'Etat toute collaboration. Les ecclésiastiques ne devraient pas passer l'examen d'Etat prescrit par la loi ; les directeurs de séminaires ne pourraient se prêter à l'inspection d'Etat qu'en ce qui concerne les constructions et l'hygiène. Les amendes ne seraient pas payées : la compétence de la cour royale pour les affaires ecclésiastiques ne devait être reconnue en aucun cas ; quant à la loi sur les peines ecclésiastiques, elle devait être considérée comme non-avenue.

Ces décisions prises, les évêques voulurent expliquer aux catholiques allemands les raisons pour lesquelles ils refusaient d'appliquer les lois nouvelles. Le 2 mai, ils adressèrent dans ce but une lettre pastorale au clergé et aux fidèles de leurs diocèses : « Les projets de loi, disaient-ils, ne sont pas encore en vigueur ; mais tout peut arriver. Avec la grâce de Dieu, nous défendrons d'un commun accord les principes que nous avons développés dans nos écrits et qui sont non seulement les nôtres, mais ceux de la chrétienté et de l'éternelle justice ; nous remplirons notre devoir pastoral de telle sorte qu'à l'heure de notre mort, le Juge suprême qui nous bénit et qui a donné sa vie pour les siens ne nous repousse pas... Suivant en cela la coutume constante de l'Eglise, nous soumettrons au Saint-

Père, que le Christ a désigné comme Chef suprême de son Eglise, la décision de toutes les questions douteuses, et avec la grâce de Dieu nous resterons toujours en communion avec lui et lui obéirons ».

Cette lettre vint donc dissiper les illusions du ministre des Cultes et du gouvernement. Falk avait en effet présenté les lois de mai comme des « lois de paix » qui devaient faire cesser à l'avenir tout dissentiment entre l'Etat et l'Eglise. La résistance des évêques ne l'effraya pas ; avec les peines prévues par les lois, il espérait amener bientôt le clergé à l'obéissance.

Le 26 mai, aussitôt après la publication des quatre lois, les évêques adressèrent au gouvernement une lettre collective pour l'informer qu'ils ne pourraient « coopérer à leur application ». Falk se décida donc à brusquer cette application, mais les présidents supérieurs se heurtèrent à la résistance passive des évêques et durent, dès le début, recourir aux mesures de rigueur prévues par les lois de mai. Les directeurs des séminaires refusèrent d'admettre l'inspection de l'Etat et de soumettre aux présidents supérieurs de leur province les statuts et les programmes de leur établissement : les séminaires furent donc fermés. Aucune dispense de cours ne fut demandée, aucun ecclésiastique ne subit l'examen d'Etat nécessaire pour être nommé à une fonction religieuse ; les Facultés de théologie furent bientôt désertes et les évêques, sans se préoccuper des prescriptions des nouvelles lois, administraient leur diocèse et nommaient aux

emplois ecclésiastiques comme par le passé. Le gouvernement ne tarda pas à sévir : l'entrée des écoles fut interdite aux prêtres nommés illégalement ; leur traitement fut supprimé, ils furent même chassés du presbytère et de l'Eglise ; dans de nombreux cas, ils furent condamnés, soit à l'amende, soit à la prison. L'évêque de Paderborn fut lui aussi condamné à diverses amendes pour avoir suspendu un prêtre qui refusait d'exécuter ses ordres ; une peine de 50 thalers d'amende, transformable en 14 jours de prison en cas de non-paiement, fut infligée à l'archevêque Melchers pour avoir excommunié publiquement les ecclésiastiques Rowertz et Pfaffroth.

Au cours de ces événements, le peuple catholique fut d'une fidélité remarquable ; les évêques recevaient chaque jour de leurs diocésains de nouvelles adresses les encourageant à continuer la résistance et les félicitant de leur dévouement et de leur abnégation. Le nombre des membres des sociétés catholiques augmentait sans cesse ; les journaux catholiques se répandaient de plus en plus.

Lorsque le Pape apprit avec quelle rigueur les nouvelles lois étaient appliquées, il adressa à l'empereur une lettre personnelle pour le mettre en garde contre les conséquences funestes que la nouvelle politique prussienne pouvait avoir à l'égard de l'Eglise catholique. Guillaume I^{er} s'empressa de répondre à cette lettre par des récriminations et des plaintes contre le centre et l'attitude poli-

tique des catholiques. « A ma grande douleur, disait-il, depuis deux ans une partie de mes sujets a organisé un parti politique qui cherche à troubler par des menées contraires à l'Etat la paix confessionnelle qui existait en Prusse depuis des siècles. Les évêques ont non seulement favorisé le mouvement, mais ils se sont encore insurgés contre les lois du pays... A mon grand regret, de nombreux ecclésiastiques soumis à l'autorité de Votre Sainteté renient à ce sujet l'enseignement chrétien et obligent mon gouvernement, appuyé par la grande majorité de mes sujets protestants et catholiques restés fidèles, à obtenir l'application des lois par des moyens civils. » Aux paroles de conciliation du Pape, le roi répondait donc par des menaces qui faisaient prévoir une répression très violente. Bismarck se servit même de cet échange de lettres pour amener à sa cause les catholiques hésitants et pour aviver la haine des protestants contre Rome. Contrairement à tous les usages diplomatiques, il fit imprimer ces lettres confidentielles à un grand nombre d'exemplaires et les fit distribuer, au moment des élections, dans toutes les provinces du royaume. Les catholiques ne se laissèrent pas prendre au piège que leur tendait Bismarck. Ils ne virent dans la lettre du Pape aucune atteinte à la dignité royale; leur attachement à l'Eglise n'en fut pas diminué. Le résultat des élections à la Chambre des députés prussienne, que le chancelier avait voulu modifier par la publication des lettres, fut une nouvelle preuve de l'en-

tente très étroite qui unissait les catholiques allemands. Le nombre des membres du Centre s'éleva de 60 à 89; les élections au Reichstag du 10 avril 1874 furent aussi l'occasion d'un nouveau succès pour les catholiques; elles donnèrent au Centre 28 nouveaux sièges. Le nombre des électeurs catholiques était passé de 696.586 à 1.443.170.

Cette victoire des catholiques au moment même où le gouvernement faisait tous ses efforts pour annihiler leur force politique, fit redoubler d'intensité les mesures prises contre eux. Pour la première fois, Bismarck, devant qui, jusque-là, tout avait cédé, les nations comme les hommes, trouvait devant lui un parti politique, une minorité de sujets relativement faible qui osait se déclarer ennemie de sa politique, faire échec à ses projets et se révolter contre la loi. L'orgueil du chancelier ne pouvait lui permettre de céder devant cette force nouvelle; un changement de politique lui eût semblé une défaite et sans rechercher si les moyens employés jusque-là pouvaient lui permettre d'atteindre son but, il fonda à nouveau sur les catholiques.

Déjà, avant les élections, le 24 octobre 1873, le ministre des Cultes avait adressé aux présidents supérieurs une circulaire pour leur demander d'appliquer les lois dans toute leur rigueur et de ne laisser impuni aucun fait contraire à ces lois. Chaque nomination illégale devait donner lieu à une instruction judiciaire, les prêtres illégalement nommés devaient être poursuivis pour chaque acte

accompli en vertu de cette nomination illégale. A la suite de cette circulaire, de nombreux prêtres furent condamnés pour le seul fait d'avoir dit la messe ou d'avoir administré un sacrement; certains même pour refus d'absolution. Les biens des prêtres condamnés étaient vendus aux enchères; ceux que de précédentes amendes avaient complètement dépouillés étaient emprisonnés. La presse offrait aussi aux fonctionnaires protestants un grand champ d'action; les rédacteurs des journaux catholiques étaient sans cesse poursuivis; certains passaient la plus grande partie de leur temps en prison. L'association catholique de Mayence était, elle aussi, constamment en butte aux vexations du gouvernement. Considérée d'abord comme groupement politique, il fut interdit aux fonctionnaires d'en faire partie; elle eut beau modifier ses statuts à ce sujet, elle ne put obtenir d'être considérée autrement, et le gouvernement finit par la dissoudre.

Les évêques furent à leur tour rigoureusement frappés. Le premier atteint fut l'archevêque Ledochowski, de Gnesen-Posen. Le 24 novembre 1873, il reçut une lettre du président supérieur de sa province le sommant d'avoir à se démettre de ses fonctions épiscopales dans un délai d'une semaine. La raison de cette décision était l'opposition continuelle du prélat à l'application des lois de mai. En cas de réponse négative, il devait être traduit devant la cour royale pour les affaires ecclésiastiques aux fins de déposition. L'archevêque ne pou-

vait se soumettre à cet ordre: « J'ai, répondit-il, reçu de Dieu, par l'entremise de son représentant visible sur terre, les fonctions épiscopales ainsi que les droits et prérogatives qui leur sont attachés; en vertu de ce pouvoir conféré par Dieu lui-même (*Spiritus sanctus posuit Episcopos et regere Ecclesiam Dei*), je gouverne cette partie de l'Eglise que le Saint-Père m'a confiée. Aucune puissance terrestre ne peut m'enlever cette mission... ». Le président supérieur fit donc instruire sa cause, et le 3 février 1874, avant que la cour royale eût rendu son arrêt, l'archevêque était arrêté et interné à la prison d'Ostrowo, par suite du non-paiement de diverses amendes prononcées auparavant contre lui.

Les arrestations se multiplièrent aussitôt après. Le 6 mars, l'évêque Eberhard, de Trèves; le 31 mars, l'archevêque Melchers, de Cologne, furent incarcérés à leur tour. Le 15 avril, la cour royale pour les affaires ecclésiastiques déposait l'archevêque Ledochowski; à sa sortie de prison, il se retira à Rome, où, le 15 mars 1875, le Pape le nomma cardinal.

Pour détruire la cohésion des catholiques, Bismarck eut l'idée de faire créer en Prusse un « catholicisme d'Etat » dont les membres se soumettraient aux lois de mai: ses efforts demeurèrent sans résultats. Une centaine de catholiques adressèrent, il est vrai, le 14 juin 1875, une lettre de félicitations au roi; mais ces quelques « fidèles » ne furent pas suivis par la masse du peuple catho-

lique. Le chancelier ne fut pas plus heureux avec les vieux-catholiques. Cette secte, formée par ceux qui n'avaient pas voulu se soumettre au dogme de l'infaillibilité papale reconnu par le concile de 1870, n'avait pas atteint le développement que les ennemis de l'Eglise catholique avaient espéré. Dès 1874, l'échec de la tentative de Döllinger pouvait être considéré comme certain : l'Eglise catholique allemande restait indissolublement liée à la papauté. Malgré cela, le gouvernement continua à venir en aide à cette secte. L'évêque vieux-catholique Reinken, qui avait été consacré par l'évêque Heidekamp v. Deventer, de Rotterdam, fut reconnu par le gouvernement comme évêque catholique. Bismarck fit inscrire dans le budget de 1874 une somme de 48.000 marks pour faire face aux frais de nouvel évêché.

Section III

Période critique du Culturkampf. — La persécution religieuse

Les lois de mai n'avaient donc pu vaincre la résistance passive des évêques et du clergé. Elles avaient eu un résultat contraire à celui que Bismarck et Falk attendaient d'elles. Les évêques, soutenus par leur clergé et la masse des catholiques, s'obstinaient à ne pas vouloir se soumettre à des lois contraires à leurs croyances et dictées sans

entente préalable avec Rome. Les peines prononcées contre les prêtres réfractaires avaient été inefficaces. L'échec de cette politique religieuse était déjà certain. De nombreux protestants le prévoyaient, mais le chancelier ne voulut pas reconnaître qu'il avait fait fausse route. Il chercha malgré tout à obtenir le triomphe de la loi. Le ministre des Cultes prépara donc une série de nouvelles mesures législatives destinées à combler les lacunes des lois précédentes. Le premier projet concernait le mariage civil obligatoire; le deuxième, l'administration des diocèses catholiques vacants; le troisième interprétait et complétait la loi du 11 mai 1873 sur l'instruction et la nomination des ecclésiastiques. Enfin, la Prusse, comme l'avait fait autrefois la Bavière pour le paragraphe de la chaire, fit appel au Reichstag pour obtenir de lui des armes nouvelles contre le clergé révolté.

Jusqu'en 1874, le mariage religieux était seul obligatoire en Prusse; il avait les mêmes effets que le mariage civil. Les adversaires de l'Eglise voulurent rendre le mariage civil seul obligatoire et diminuer par là l'influence des prêtres. Mais le roi Guillaume se rendit compte que cette transformation serait aussi funeste à l'Eglise protestante; il refusa longtemps d'accepter le projet de loi qui lui avait été soumis à ce sujet. Bismarck parvint enfin à le convaincre de la nécessité de cette loi, et le 9 mars 1874 elle fut promulguée. Comme le roi le prévoyait, les conséquences du mariage civil obligatoire furent surtout très mauvaises pour

l'Eglise protestante. Les mariages civils non suivis de mariage religieux progressèrent, dans les milieux protestants, d'une façon extraordinaire.

La deuxième loi sur « l'administration des diocèses vacants » du 20 mai 1874 avait pour but d'empêcher les évêques dépossédés de leur charge de continuer à diriger leur diocèse. D'après cette loi, dès qu'un siège épiscopal était déclaré vacant par décision judiciaire, le président supérieur devait demander au chapitre de procéder immédiatement à la nomination d'un administrateur diocésain. Si, dans un délai de dix jours, cette élection n'avait pas eu lieu, ou si, dans un délai de 14 jours après l'élection, l'administrateur n'avait pas prêté serment, le ministre des Cultes devait nommer un commissaire chargé de l'administration des biens du diocèse (art. 6). Lorsque l'administration des biens d'un diocèse était confiée à un commissaire, la nomination aux cures vacantes appartenait soit au patron, s'il en existait un, soit aux membres de la paroisse. Dans les autres cas de vacance, le président supérieur devait s'opposer à la nomination par le chapitre d'un administrateur, si ce dernier ne possédait pas les qualités requises par les lois de mai pour être revêtu d'une fonction ecclésiastique ou si cet administrateur refusait de prêter serment.

Avec la loi du 21 mai 1874 concernant l'interprétation de la loi du 11 mai 1873, le gouvernement voulait éviter les acquittements qui résultaient des lacunes des lois de mai. L'effet de la loi du 11 mai

1873 était ainsi étendu à tous les cas où un prêtre accomplissait des actes d'une fonction ecclésiastique sans y avoir été autorisé par le président supérieur de la province. Ce dernier pouvait placer dorénavant sous l'administration d'un commissaire les biens des paroisses dont le titulaire avait été nommé contrairement aux lois de mai, ou bien lorsqu'il existait certains faits laissant supposer que le transfert de la fonction ecclésiastique n'avait pas eu lieu selon les prescriptions de ces mêmes lois (art. 3). Si, après la vacance d'une fonction ecclésiastique, un prêtre était condamné pour avoir accompli des actes de cette fonction contrairement aux prescriptions de la loi, le patron, et en cas de défaut, la paroisse étaient autorisés à nommer un nouveau titulaire.

Enfin, le 20 février 1874, le gouvernement prussien déposait au Conseil fédéral un projet de loi contenant les dispositions suivantes : « Le séjour dans un arrondissement ou un lieu déterminé peut être interdit ou fixé par la police à tout ecclésiastique ou à tout fonctionnaire de l'Eglise qui, bien que révoqué de ses fonctions, par jugement judiciaire, accomplit un acte démontrant qu'il a l'intention de continuer à exercer la fonction dont il a été révoqué. Si l'acte accompli consiste dans l'usurpation formelle de la fonction ou dans l'exercice effectif de celle-ci, ou bien si l'ecclésiastique agit contrairement à la décision rendue contre lui par la police, il peut être déchu de sa nationalité par décision de l'autorité centrale de son pays

d'origine et expulsé du territoire de l'Empire... Les personnes qui, dans un Etat confédéré, ont été déclarées déchues de leur nationalité d'après les prescriptions de la présente loi, perdent aussi leur nationalité dans les autres Etats confédérés et ne peuvent acquérir dans ces Etats une nationalité nouvelle sans l'autorisation du Conseil fédéral ». Le clergé catholique se trouvait donc soumis ainsi au bon vouloir de la police, qui pouvait à son gré expulser les prêtres du territoire allemand. Le projet déclarait même que l'appel n'était suspensif que dans le cas où l'inculpé serait déclaré déchu de sa nationalité; dans tous les autres cas, la décision de la police était exécutoire nonobstant appel. Malgré l'éloquent discours de Mallinckrodt, le projet fut accepté par le Conseil fédéral et le Reichstag. La nouvelle loi reçut la sanction royale le 4 mai 1874.

Comme Mallinckrodt l'avait prédit pendant la discussion des projets de loi, Bismarck ne put, avec ces nouvelles armes, obtenir l'obéissance du clergé. Dans tous les évêchés vacants, les chapitres refusèrent de nommer un administrateur diocésain comme la loi l'exigeait. Les présidents supérieurs durent nommer dans chacun de ces évêchés un administrateur laïque, un « évêque de fortune », comme ils étaient appelés par dérision. Les évêques expulsés de Prusse continuaient à diriger de l'étranger leur diocèse soit directement, soit par l'intermédiaire de délégués secrets auxquels le clergé se soumettait et que la police ne

parvenait jamais à découvrir. Des ecclésiastiques étaient secrètement désignés pour remplacer les curés exilés ou emprisonnés; ils arrivaient à l'improviste dans les villages, disaient la messe devant les fidèles assemblés en toute hâte, et le plus souvent, lorsque la police faisait irruption dans l'église, ils avaient déjà disparu. Si parfois un curé acceptait de se rallier au parti gouvernemental et de promettre obéissance aux lois de mai, les membres de la paroisse en étaient aussitôt prévenus et le curé se trouvait sans fidèles. De leur côté, les catholiques soutenaient le clergé avec une grande énergie; ils ne firent jamais usage, dans les paroisses dont le prêtre avait été emprisonné ou exilé, du droit d'élire un successeur à ce prêtre. Seuls quelques patrons protestants firent usage de ce droit, mais ils agirent toujours contre la volonté des fidèles.

Le 26 mai 1874, quelques jours après le vote de la loi de proscription qu'il avait si énergiquement combattue, Mallinckrodt mourut. Le Centre trouva un nouveau chef en Windthorst, « qui unissait à une grande conviction religieuse un talent parlementaire remarquable: par sa tactique parfaite, son utilisation habile des circonstances, il fit du Centre un parti prépondérant ».

Les catholiques avaient besoin d'un tel chef pour se défendre contre leurs ennemis. Bismarck, en effet, ne reculait devant aucun moyen pour arriver à ses fins et utilisait les moindres circonstances pour faire redoubler la haine de ses partisans con-

tre l'Eglise catholique. L'attentat de Kissingen vint lui donner un nouveau motif pour accroître la rigueur du Culturkampf. Le 13 juillet 1874, un catholique, le compagnon Kullmann, tentait de tuer le chancelier. On essaya vainement d'impliquer dans cette affaire deux prêtres que l'on avait vus non loin de l'assassin au moment de l'attentat. Les arrestations opérées ne furent pas maintenues, et bien que cette tentative de meurtre fût l'œuvre d'un irresponsable, Bismarck et la presse gouvernementale s'obstinèrent à voir dans cet acte la preuve d'un vaste complot catholique. La colère du chancelier contre l'Eglise ne connut plus de bornes; de nombreux fonctionnaires furent révoqués pour la seule raison qu'ils étaient catholiques; les élections des représentants catholiques, communaux ou provinciaux, étaient systématiquement annulées.

Le Pape Pie IX ne manqua pas, au moment de ces persécutions, d'adresser aux catholiques allemands quelques paroles de consolation; les fidèles devaient « croire Dieu plus que les hommes..., considérer comme inexistantes les lois que les ennemis de l'Eglise avaient votées dans un moment d'aberration ». Ces paroles furent aussitôt considérées comme un appel à la révolution. Les directeurs des journaux catholiques qui avaient reproduit l'encyclique pontificale furent poursuivis et des peines très graves furent prononcées contre eux; le directeur du *Mercure Westphalien* fut, pour ce motif, condamné à un an de prison.

Les lois civiles étaient donc toujours inefficaces : la révocation, l'emprisonnement et enfin l'exil étaient restés sans effets. Bismarck et Falk voulurent encore recourir à un nouveau mode de répression et réduire le clergé par la famine.

La « loi concernant la suspension des subventions de l'Etat aux ecclésiastiques et aux évêchés catholiques romains » du 22 avril 1875, fut surnommée par dérision la « loi de la corbeille à pain » (*Brot korbgesetz*). Elle suspendait les subventions de l'Etat à tous les diocèses prussiens jusqu'au jour où l'évêque en fonctions ou l'administrateur du diocèse s'obligerait par écrit à obéir aux lois de l'Etat. Toutes les subventions, quelle qu'en soit l'origine, étaient suspendues. Celui qui, après s'être obligé par écrit à obéir aux lois de l'Etat, ne tiendrait pas promesse, serait révoqué de ses fonctions par jugement. Pendant la discussion de cette loi, les évêques, réunis à Fulda, tentèrent vainement d'empêcher le roi de donner sa sanction à ce projet. Guillaume leur fit simplement répondre qu'il exigeait d'eux la promesse prévue par le projet de loi, et qu'en cas de refus ce projet serait voté et appliqué.

Les autres projets de loi préparés par le gouvernement concernaient l'administration des paroisses catholiques, les ordres religieux et enfin les droits des paroisses vieilles-catholiques. Mais bien que les articles 15 et 18 de la constitution de 1850 aient été déjà modifiés au cours du Culturkampf, ils rendaient encore impossible le vote de

ces lois; le gouvernement décida donc de se libérer définitivement de ses entraves constitutionnelles et de faire abroger purement et simplement les articles 15, 16 et 18. La majorité parlementaire, toujours docile, vota l'abrogation demandée. La route était donc maintenant libre « et les nouveaux projets purent être votés sans crainte d'inconstitutionnalité.

La « loi concernant les ordres religieux et les congrégations ayant la forme d'ordres de l'Eglise catholique » du 31 mai 1875 excluait du territoire de la monarchie prussienne la plupart des ordres et congrégations; elle fixait un délai de six mois pour la fermeture des couvents et plaçait leurs biens sous l'administration de l'Etat. Seuls les ordres s'occupant exclusivement du soin des malades pouvaient continuer à exister en Prusse; ils étaient placés toutefois sous la surveillance de l'Etat et pouvaient toujours être dissous par ordonnance royale. Cette loi fut appliquée avec une grande rigueur; 296 établissements, comprenant 1.181 hommes et 2.776 femmes, furent fermés.

La loi sur l'administration des paroisses catholiques du 20 juin 1875 enlevait au clergé l'administration de ses biens et la confiait à des assemblées paroissiales dont le curé n'avait même pas la présidence. Les biens étaient déclarés propriété de la paroisse.

Enfin, une loi d'Empire en date du 6 février 1875, étendait à toute l'Allemagne les prescriptions de la loi prussienne sur le mariage civil obli-

gatoire et exigeait que le mariage civil fût célébré avant le mariage religieux.

Au plus fort de la lutte contre l'Eglise catholique, Bismarck n'oublia pas les vieux-catholiques, ses alliés. Bien que le mouvement qu'ils avaient essayé de susciter eût complètement échoué, il les récompensa de leur zèle par de nouvelles largesses. La loi du 4 juillet 1875, « concernant les droits des paroisses vieilles-catholiques sur la fortune ecclésiastique » attribuait à ces paroisses, qui possédaient un nombre de membres suffisant, la copropriété des biens de l'Eglise catholique. Lorsqu'il existait plusieurs églises dans la même ville, elles pouvaient être réparties entre les deux confessions; lorsque le titulaire d'un bénéfice ecclésiastique entraînait dans une communauté vieille-catholique, il conservait les revenus de ses bénéfices. Ainsi, grâce à ces mesures, le chancelier, pour récompenser ses amis, déposait les catholiques d'un grand nombre de leurs églises, car ces derniers ne pouvaient admettre le co-usage des établissements religieux avec les vieux-catholiques.

Au cours de l'année 1876, le gouvernement prussien fit encore voter deux nouvelles lois de combat contre l'Eglise catholique: la première, en date du 28 février, complétait le paragraphe de la chaire; elle étendait les peines prévues par cette loi aux ecclésiastiques coupables d'avoir écrit ou répandu des écrits dangereux pour la paix publique ou traitant de questions concernant l'Etat. La deuxième loi, en date du 7 juin, déterminait les droits

de surveillance de l'Etat sur l'administration des diocèses catholiques.

Le chancelier, malgré tout cet amoncellement de lois, ne parvenait pas au but qu'il se proposait d'atteindre; les prisons regorgeaient de prêtres, la plupart des évêques étaient révoqués et la résistance des ecclésiastiques et du peuple catholique étaient toujours aussi vives. Les Allemands commençaient à se lasser de cette lutte inutile, et le chancelier lui-même se rendait compte qu'il serait bientôt nécessaire de pactiser avec les catholiques et, malgré sa promesse contraire, de prendre, lui aussi, le chemin de Canossa.

CHAPITRE IV

SOMMAIRE : *Section I.* — Période d'accalmie du Culturkampf. — Mort du pape Pie IX et nomination de Léon XIII. — Attentats de Hodel et de Nobiling. — Premières négociations entre Rome et Berlin. — Démission de Falk. — Nouveaux pourparlers : Anzeigepflicht. — Loi politico-religieuse du 14 juillet 1880. — Insuccès des projets de loi du centre. — Rétablissement de l'ambassade allemande auprès du Vatican. — Deuxième loi politico religieuse du 21 mai 1882. — Réoccupation des sièges épiscopaux. — Troisième loi politico-religieuse du 11 juillet 1883. — Rejet des projets de loi du Windthorst. — Essai d'enlèvement du Culturkampf.

Section II. — Les relations entre Rome et Berlin deviennent cordiales. — Le pape Léon XIII est choisi comme arbitre entre l'Allemagne et l'Espagne. — Octroi de l'Anzeigepflicht pour les fonctions irrévocables. — Quatrième loi politico-religieuse du 21 mai 1886. — Nouvelles difficultés du chancelier avec le centre au sujet du septennat militaire : dissolution de la Chambre. — Cinquième loi politico-religieuse du 29 avril 1887. — Lois récentes concernant l'Eglise.

Section Première

Période d'accalmie du Culturkampf. — Les premiers pas vers une entente

Le chancelier avait donc enfin compris que, par la force, il n'obtiendrait rien des catholiques et qu'il ne pourrait parvenir à les soumettre aux lois de mai. Il se décida enfin à changer de méthode à leur égard. Il voulut obtenir, par des négociations directes avec Rome, le résultat que les per-

sécutions avaient été impuissantes à lui donner. Mais s'il était décidé à ramener le calme dans l'Eglise catholique, à faire cesser les vexations dont chaque jour elle était l'objet, il ne renonçait pas pour cela au but qu'il s'était toujours proposé d'atteindre, la subordination de l'Eglise catholique à la puissance civile et l'asservissement du Centre.

Certains événements vinrent faciliter son changement d'attitude. Le 7 février 1878, le Pape Pie IX mourut. C'était sur lui que Bismarck avait rejeté toutes les fautes du Culturkampf, c'était lui que le chancelier avait toujours considéré comme l'âme de la résistance. Un successeur moins intransigeant devait permettre le retour de la paix entre le Saint-Siège et l'Empire. Le jour même de sa nomination, Léon XIII s'empressa d'annoncer à Guillaume le résultat de l'élection romaine; dans sa lettre, il déplorait que les anciennes et bonnes relations de Rome et de Berlin aient été détruites; il faisait appel à la magnanimité de l'Empereur pour que la paix et la tranquillité de croyance soient données à nouveau à ses sujets catholiques. Dans sa réponse, Guillaume se plaignit du manque d'obéissance des catholiques prussiens, mais grâce à la haute influence du Pape sur le clergé et les fidèles allemands, il espérait que les lois pourraient être appliquées à l'avenir.

Après les attentats de Hödel et de Nobiling contre le roi de Prusse (11 mai et 2 juin 1878), Léon XIII envoya à Guillaume une lettre de con-

doléances. Le prince héritier répondit lui-même à la deuxième de ces lettres : bien qu'il n'existât pas d'arrangement positif entre le Saint-Siège et l'Empire, il espérait toutefois, grâce à une politique conciliante des deux partis, que la paix pourrait régner entre le gouvernement et l'Eglise catholique. Les lois pourraient rester les mêmes, mais leur application pourrait devenir moins sévère.

Ce nouvel état d'esprit du gouvernement allemand, la politique très conciliante de Léon XIII facilitèrent les premiers pourparlers entre le Saint-Siège et la Prusse. On ne tarda pas à négocier, mais le but poursuivi par Bismarck et ses prétentions inacceptables pour l'Eglise rendirent ces négociations très longues et très difficiles. La conclusion d'une entente définitive ne devait intervenir qu'après de longues années. En juillet 1878, le chancelier se rencontra à Kissingen avec M. Mazzella, nonce du Saint-Siège à Munich. Les pourparlers n'aboutirent à aucun résultat, mais toutefois « la glace était rompue et le premier pas en arrière fait ».

La résistance de Rome en ce qui concerne le droit d'opposition de l'Etat était très compréhensible, car l'exercice de ce droit a toujours donné lieu à des difficultés entre les différents Etats et le Saint-Siège. La rupture des relations entre la France et le Vatican eut, en effet, pour origine, une difficulté de ce genre. De plus, le gouvernement prussien est protestant, et le Saint-Siège n'admet l'exercice du droit de nomination

ou de veto que par des princes catholiques. et les persécutions violentes que l'Eglise venait de subir en Prusse ne pouvaient guère disposer Rome à accorder au gouvernement prussien l'*Anzeigepflicht*.

Ces changements d'orientation dans la politique religieuse de Bismarck et du gouvernement prussien rendaient la situation du ministre des Cultes, Falk, très difficile. Déjà, après l'attentat de Hödel, l'Empereur avait manifesté son mécontentement du peu de religion de ses sujets. Falk s'était senti atteint par les paroles de Guillaume, mais sa démission n'avait pas été acceptée. Il n'en fut pas de même le 21 juin 1879; l'empereur consentit à son départ et il fut remplacé par le président supérieur du Schlesien, v. Puttkammer. Le nouveau ministre des Cultes, bien que partisan des lois de mai, devait les appliquer moins sévèrement que son prédécesseur.

L'importance de plus en plus grande que prenait au Reichstag le parti catholique (depuis les élections du 30 septembre 1878 il comptait 93 membres) avait aussi déterminé Bismarck à modifier son attitude à l'égard des catholiques; l'appui du Centre lui devenait nécessaire pour obtenir le vote de certaines réformes. Pour la première fois, depuis de longues années, le Centre s'était trouvé en complet accord avec le chancelier sur le principe d'une loi très importante soumise au Reichstag: l'établissement de droits protecteurs. Grâce

à l'appui du parti catholique, la loi avait pu être votée, malgré l'opposition des libéraux.

Les pourparlers avec le Saint-Siège, ébauchés à Kissingen, recommencèrent bientôt; d'abord entre le comte Stolberg-Wenigerode, ambassadeur à Vienne, et le nonce Jacobini; puis le 14 septembre 1879 à Gastein, entre Jacobini et Bismarck lui-même; enfin, en novembre à Vienne, entre le prince Reuss et le conseiller secret Dr Hübler. Au cours de ces négociations, le chancelier chercha avant tout à obtenir pour le gouvernement prussien un droit analogue à celui qui avait été accordé au gouvernement français par l'article 10 du Concordat de 1801: l'obligation pour les évêques de communiquer au gouvernement, avant l'institution canonique, le nom des candidats aux divers emplois du diocèse, avec droit d'opposition en faveur du gouvernement (*Anzeigepflicht*). C'était donc le droit que l'Etat s'était arrogé dans les lois de mai, droit d'opposition générale s'étendant non seulement aux emplois irrévocables, mais aussi à tous les emplois subalternes et révocables: vicaires, remplaçants, etc. Au cas d'acceptation de la part du Saint-Siège, le chancelier s'engageait à demander aux Chambres prussiennes les pouvoirs nécessaires pour modifier les lois de mai. Le Pape ne voulut accepter ce droit d'opposition gouvernementale que pour les emplois irrévocables et non pour les autres; il subordonnait d'ailleurs l'octroi de cette concession à l'engagement pris par le chancelier d'annuler les révocations prononcées

contre les évêques, d'amnistier tous les membres du clergé condamnés par les tribunaux laïques, de procéder à la révision organique des lois de mai, de façon à ce que leurs prescriptions ne soient plus en désaccord avec les principes de la religion catholique. Mais le chancelier maintint sa prétention et les négociations prirent fin sans que l'entente ait pu se faire.

Malgré l'échec des négociations, le gouvernement présenta, le 20 mai, à la Chambre des députés, un projet de loi concernant l'Eglise catholique. Ce projet contenait une série de mesures « compatibles avec les droits inaliénables de l'Etat », qui devaient permettre le rétablissement de l'administration diocésaine et combler les vides faits par les lois récentes dans les rangs du clergé. Le gouvernement était investi d'un pouvoir discrétionnaire pour dispenser des exigences des lois de mai.

Le Saint-Siège n'avait pas été mis au courant de la préparation de ce projet de loi. Mais le chancelier espérait, grâce au pouvoir souverain que lui accordait la loi, obtenir plus facilement les concessions que le Pape s'obstinait à ne pas lui accorder. La loi, repoussée par le Centre, fut toutefois votée par les conservateurs et une partie des nationaux libéraux. Elle reçut la sanction royale le 14 juillet 1880.

La loi « concernant la modification des lois politico-religieuses » du 14 juillet 1880 décidait que, dans les évêchés vacants et dans ceux dont l'évê-

que avait été déposé administrativement, par décision ministérielle, un administrateur diocésain, dispensé du serment exigé par les lois de mai, pouvait être nommé; le ministre devait, dans ce cas, accorder à nouveau les subventions de l'Etat au diocèse et mettre fin à l'administration du commissaire laïque. Ces diverses prescriptions ne devaient rester en vigueur que jusqu'au 1^{er} janvier 1882. Les ministres des Cultes et de l'Intérieur pourraient autoriser les ordres s'occupant exclusivement du soin des malades à s'occuper aussi de bienfaisance; les prêtres nommés conformément à la loi, — c'est-à-dire avant les lois de mai, — pouvaient exercer leur ministère dans les cures vacantes ou dans celles dont le titulaire ne pouvait exercer sa fonction. Cette dernière prescription fut aussitôt mise en pratique par le clergé, car de nombreuses cures se trouvaient dépourvues de prêtres. Quant au gouvernement, il fit un usage très modéré des pouvoirs que la loi lui conférait: il se contenta de dispenser de serment les administrateurs diocésains de Osnabrück (11 février 1881) et de Paderborn (26 février).

Le 11 février 1881, v. Puttkammer fut nommé ministre de l'Intérieur; le sous-secrétaire d'Etat, v. Gossler, le remplaça au ministère des Cultes. Le ministre v. Puttkammer n'avait pas été hostile à l'Eglise catholique, il s'était même montré assez large dans l'application des lois. Son successeur continua sa politique et son premier soin fut de pourvoir aux diocèses vacants. Pour faci-

liter la tâche du Saint-Siège, le chapitre de Trêves renonça momentanément à son droit d'élection épiscopale; le Pape, après entente avec le ministre, nomma donc à ce poste le Dr Félix Korum, qui fut consacré à Rome le 14 août 1881; le 26 octobre, un administrateur dispensé de serment fut nommé à Breslau; le 15 novembre, le Dr Kopp fut désigné comme évêque de Fulda. Dans ces divers diocèses, toutes les subventions de l'Etat furent rétablies.

Pendant cette même période, le Centre avait livré de nombreuses batailles pour obtenir l'abrogation des lois les plus mauvaises votées au cours du Culturkampf. Le 26 janvier 1881, Windthorst tenta vainement d'obtenir la liberté de la célébration de la messe et de l'administration des sacrements. Entre temps, les élections du 27 octobre 1881 avaient encore grossi le nombre des membres du parti catholique; le Centre comptait maintenant 100 membres et devenait l'un des partis les plus puissants du Reichstag.

Le 14 janvier 1882, le discours du trône prononcé à l'occasion de l'ouverture de la Chambre des députés prussienne, annonça le dépôt d'un nouveau projet de loi qui dénotait un état d'esprit de plus en plus conciliant chez le gouvernement allemand. Les pouvoirs donnés au chancelier par la loi de 1880 venaient d'expirer, il était donc nécessaire de les renouveler. Le 16 janvier, le nouveau projet fut déposé; comme la loi précédente, il avait été préparé par le gouvernement prussien

seul, sans entente avec Rome. De nouvelles négociations avaient bien été amorcées, au cours de l'été 1881, par l'ambassadeur allemand à Washington, v. Schlösser, et en décembre par le Dr Busch, mais elles n'avaient donné aucun résultat. Ces nombreux pourparlers montrèrent toutefois au gouvernement la nécessité d'avoir un représentant accrédité auprès du Saint-Siège. Dans le budget, il demanda donc les sommes nécessaires pour permettre le rétablissement d'une ambassade auprès du Vatican; les crédits demandés furent accordés, et v. Schlösser fut nommé ambassadeur.

La deuxième loi, « concernant la modification des lois politico-religieuses », fut votée le 31 mai 1882. Elle prolongeait les pleins pouvoirs accordés au gouvernement par la loi précédente jusqu'au 1^{er} avril 1884. Elle contenait aussi quelques dispositions nouvelles: l'évêque révoqué de ses fonctions et gracié par la loi devait être considéré à nouveau comme évêque reconnu par l'Etat; les candidats aux fonctions ecclésiastiques qui prouvaient, à l'aide d'un certificat, qu'ils avaient suivi avec application des cours d'histoire, de philosophie et de littérature allemandes, pouvaient être dispensés de l'examen scientifique d'Etat; le ministre des Cultes pouvait dispenser des formalités exigées par les lois de mai pour être investi d'une fonction ecclésiastique; les patrons et les paroisses n'étaient plus autorisés à procéder à la nomination des curés.

Pendant la discussion de la loi, l'administra-

teur diocésain Hötting fut nommé évêque d'Osna-brück; Herzog, de Berlin, regut l'archevêché de Breslau, et l'administrateur diocésain Drobe, l'évêché de Paderborn. Ils furent tous trois dispensés du serment.

Comme les négociations poursuivies à Rome ne donnaient pas de résultat, le gouvernement se décida à faire un nouveau pas en avant. Le 5 juin 1883, il déposa un nouveau projet de loi concernant l'Eglise catholique. La discussion fut très rapide, et le 11 juillet elle recevait la sanction royale. Cette loi, « concernant la modification des lois politico-religieuses » du 11 juillet 1883, abrogeait le fameux *Anzeigepflicht* en ce qui concerne le transfert des fonctions ecclésiastiques, dont les titulaires pouvaient être révoqués sans condition par conséquent, pour la plupart des emplois subalternes, vicaires, remplaçants, etc...; elle réduisait la compétence de la cour ecclésiastique; elle étendait la liberté d'accomplir des actes isolés des fonctions religieuses à tous les ecclésiastiques sans que l'on eût à se préoccuper si la fonction possédait ou ne possédait pas de titulaire; elle autorisait enfin les évêques reconnus par l'Etat à accomplir les actes de leur ministère dans les diocèses vacants.

Les évêques firent aussitôt usage de cette dernière autorisation. Quant à la dispense de l'*Anzeigepflicht*, elle souleva une grave question; cette dispense, en effet, ne concernait que la communication au gouvernement du nom du candidat; ce

dernier n'était pas toutefois dispensé des autres conditions des lois de mai, c'est-à-dire de l'examen scientifique. Comme les cures vacantes étaient très nombreuses, le Pape autorisa les évêques, sans reconnaître toutefois à ce sujet les prescriptions des lois de mai, « pour le passé et pour une fois seulement », à faire les démarches nécessaires pour obtenir les dispenses de cet examen scientifique prévu par la loi de 1882. Le ministre des Cultes en accorda 1.235; il n'en refusa que 178, les demandeurs ayant fait leurs études soit à Rome, soit à Innsbrück, dans des établissements dirigés par des Jésuites. Comme la loi du 31 juin 1882 l'autorisait à le faire, le gouvernement gracia les évêques de Limbourg (3 décembre 1883) et de Münster (21 janvier 1884), mais il ne voulut point permettre le retour des archevêques de Cologne et de Posen.

Comme les pleins pouvoirs que la troisième loi avait conférés au gouvernement expiraient le 1^{er} avril 1884, les catholiques attendaient le dépôt d'un nouveau projet de loi concernant la politique religieuse. Mais il n'en fut rien. Le gouvernement prussien pensait avoir fait assez d'avances pour pouvoir attendre maintenant les concessions du Pape. Les mesures les plus graves étaient rapportées, la paix commençait à régner à nouveau. Le peuple catholique et le clergé pourraient peut-être même s'habituer à ce nouvel état de choses. Dans ce cas, la discussion avec Rome serait alors plus facile et les désirs du gouvernement se réalise-

raient sans trop de difficultés. Les déchaînements de la passion anti-catholique, provoqués par le vote des trois dernières lois, et en particulier à l'occasion du jubilé de Lütther (12 septembre 1883) pouvaient aussi être la cause de la nouvelle attitude du gouvernement prussien.

Les catholiques ne devaient pas laisser se réaliser le secret espoir du gouvernement. Les remplaçants (*Hilfsgeistliche*) nouvellement nommés dans les cures vacantes ne pouvaient exercer qu'une activité très limitée, le manque de curés titulaires se faisait sentir à nouveau et la création de séminaires était interdite. La modification des lois de mai devenait de jour en jour plus nécessaire. Devant l'inaction du gouvernement, les députés du Centre se décidèrent donc à déposer, par l'intermédiaire de Windthorst, une résolution demandant au gouvernement de présenter au Landtag, le plus tôt possible, et au plus tard au cours de la session suivante, un projet de loi sur la révision organique de la législation politico-religieuse existante. Cette résolution fut discutée le 17 mai 1884. Pour la première fois, le ministre des Cultes déclara que le gouvernement ne s'opposait pas, en principe, à cette révision, mais celle-ci ne pourrait avoir lieu que si le Pape donnait des garanties suffisantes permettant d'arriver à une entente définitive.

Le 11 juin 1884, le projet de Windthorst concernant l'abrogation de la loi de proscription fut discuté et voté le 26 juin par 246 voix contre 34. Mal-

gré cette imposante majorité, le Conseil fédéral s'opposa à la décision du Reichstag. Sur la proposition de la Prusse, il accorda toutefois, le 1^{er} juillet, la nationalité d'empire à quelques ecclésiastiques expulsés pendant la période critique du Culturkampf; 280 prêtres furent ainsi graciés.

Comme le gouvernement persistait dans son inaction, Windthorst déposa encore une fois, le 3 décembre 1884, le projet de loi sur l'abrogation de la loi de proscription. Bismarck intervint dans le débat; il fonda le maintien de la loi sur la situation des districts polonais, qui pouvaient encore en rendre l'emploi nécessaire; en tous cas, il ne voulait pas qu'elle soit abrogée en vain: tant que Rome s'obstinerait à ne faire aucune concession, on n'avait rien à espérer de lui.

Pendant cette période, le seul point qui était discuté avec la curie était la réoccupation du siège archiépiscopal de Cologne. Comme l'archevêque Melchers avait offert sa démission, le Pape l'accepta et nomma, après entente avec le gouvernement allemand, l'évêque Krémentz, d'Ermland, archevêque de Cologne. Le Dr Thiel fut élu à sa place par le chapitre de la cathédrale d'Ermland. Par contre, la réoccupation du siège de Gnesen-Posen ne put être obtenue par le Pape, bien que le cardinal Ledochowski ait été pourvu d'un poste à Rome.

Le gouvernement put croire un instant que son espoir de voir le Culturkampf se terminer par l'acceptation de l'état de choses actuel, allait se

réaliser. En effet, le 17 février 1885 le vicaire général de Paderborn avait rendu de sa propre autorité un décret rappelant aux candidats ecclésiastiques qu'ils devaient suivre, pendant leurs études théologiques, des cours d'histoire, de philosophie et de littérature allemandes, ils devaient aussi obtenir un certificat constatant leur assiduité à ces cours. Ce décret se conformait donc aux prescriptions de la loi de 1882 que le Pape se refusait à reconnaître. La *Neue Preussische (Kreuz-) Zeitung* s'empressa d'établir sur ce décret, dans des articles officieux, tout un programme basé sur l'acceptation des lois de mai. Mais le Pape fit aussitôt rapporter le décret de Paderborn.

Section II

Établissement d'un « modus vivendi »

Pendant toute l'année 1885, le chancelier avait donc conservé à l'égard de l'Eglise catholique une attitude expectante, mais ce n'était là que pure tactique : la situation politique le poussait au contraire à terminer rapidement le conflit religieux. L'appui du centre catholique lui était indispensable pour obtenir le vote de certaines lois, et ce concours dépendait de l'entente définitive avec Rome.

Les relations du Saint-Siège avec le gouverne-

ment s'amélioreraient de plus en plus; pendant ces dernières années, elles avaient même pris une forme amicale qui devait faciliter le règlement des dernières difficultés. En 1885, Bismarck chargea le Pape Léon XIII d'être l'arbitre entre l'Allemagne et l'Espagne, qui se disputaient alors la possession des îles Carolines. Léon XIII parvint à trouver une solution du conflit acceptable pour les deux partis, et le traité fut signé à Rome le 17 décembre 1885. Ce service important rendu par le Saint-Siège à l'Allemagne hâta encore la fin du conflit religieux.

Le 15 février 1886, le gouvernement se décida enfin, après 3 ans d'inaction, à déposer à la Chambre des seigneurs, dont l'évêque Kopp, de Fulda, faisait partie depuis le mois de janvier, un projet de loi concernant l'Eglise catholique. Le projet fut renvoyé à une commission. En même temps, le chancelier négociait avec Rome pour obtenir l'*Anzeigepflicht*. Après un échange de notes, le Pape fit savoir, le 4 avril, à Bismarck, qu'aussitôt après que le Saint-Siège aurait reçu l'assurance formelle qu'il serait procédé dans un avenir très rapproché à une révision complète des lois de mai, le Saint-Père accorderait le droit demandé par le gouvernement. Sur ces entrefaites, le projet fut discuté le 12 avril par la Chambre des seigneurs. Bismarck prit la défense du projet de loi et convainquit facilement ses collègues de la nécessité d'une politique moins combattive à l'égard de

l'Eglise catholique. La loi fut votée par 123 voix contre 46.

Le 25 avril, le chancelier donna au Pape l'assurance formelle qu'il serait procédé, dans un très bref délai, à une révision plus étendue de la législation de mai. Le cardinal sous-secrétaire d'Etat Jacobini informa alors le gouvernement prussien que le Pape autorisait la communication au gouvernement des noms des candidats aux cures vacantes et qu'il en serait toujours de même par la suite; il donnait en même temps aux évêques prussiens les instructions nécessaires. Pendant la discussion du projet de loi au Landtag, Bismarck condamna à nouveau la législation de mai, il déplora même que le projet en discussion, au lieu de créer une paix définitive, ne cherchât à établir qu'un *modus vivendi*, c'est-à-dire « un essai de vivre en paix ensemble ». « Je fais cet essai, dit-il, — et le roi partage en cela ma confiance, — dans l'espoir que le Pape et les catholiques allemands nous aideront à rebâtir le temple de la paix sur l'espace que nous débarrassons des décombres que les lois de mai y avaient laissés... En ce qui me concerne, je me prêterai loyalement à cela. » Le projet fut accepté le 10 mai par le Landtag et reçut, le 21 mai, la sanction royale.

La loi « concernant la modification des lois politico-religieuses » du 21 mai 1886 supprime complètement l'examen scientifique d'Etat ainsi que les certificats d'assiduité exigés par la loi de 1882. Les études théologiques pourront dorénavant être

faites dans des séminaires diocésains, mais ces séminaires ne pourront recevoir que des étudiants originaires du diocèse dans lequel ils sont situés. La réouverture des séminaires de Gnesen-Posen et de Kulm n'est pas autorisée provisoirement, elle pourra l'être plus tard par ordonnance royale. Il ne doit être communiqué au ministre des Cultes que les statuts, le programme d'enseignement (établi pareillement à celui de l'Université), le nom des directeurs et des maîtres de ces établissements; ces derniers doivent être Allemands et posséder la capacité scientifique nécessaire pour enseigner dans une université allemande les matières qu'ils professent. Les établissements diocésains destinés aux élèves qui suivent les cours des lycées et des facultés, les grands séminaires, les séminaires destinés à l'instruction pratique des ecclésiastiques et les établissements de démeritants peuvent être créés à nouveau sous les mêmes conditions. Le Pape peut exercer son pouvoir disciplinaire; le tribunal pour les affaires ecclésiastiques et l'appel à l'Etat sont supprimés. Le gouvernement pourra toujours dispenser les administrateurs diocésains du serment prescrit par la loi. La liberté de célébration des messes basses et de l'administration des derniers sacrements est accordée. Les ministres de l'Intérieur et des Cultes peuvent permettre aux ordres autorisés qui s'occupent exclusivement du soin des malades de s'occuper aussi de bienfaisance. Partout où la présidence du conseil d'administration d'une église

n'appartenait pas avant 1875 à un civil, cette présidence appartient de droit au curé; la question est réservée en ce qui concerne les diocèses de Gnesen-Posen et de Kulm.

Aussitôt après la promulgation de cette loi, le cardinal sous-secrétaire d'Etat Jacobini informa le gouvernement prussien, par une note du 1^{er} juin 1886, que l'*Anzeigepflicht* serait, à partir de ce jour, définitif et permanent. Les évêques procédèrent à la réouverture des séminaires et des établissements destinés aux élèves suivant les cours des lycées. Par ordonnance royale, la réouverture du séminaire de Kulm fut autorisée: le ministre accorda des dispenses aux prêtres ayant fait leurs études à Rome et à Innsbrück.

La cinquième loi concernant l'Eglise catholique, promise au Pape, par la note du 23 avril 1886, comme compensation de l'autorisation de l'*Anzeigepflicht*, fut déposée par le gouvernement au commencement de l'année 1887. Le chancelier, suivant son habitude, voulut tirer un profit pour sa politique intérieure des avantages qui étaient accordés ainsi à l'Eglise catholique: dans sa pensée, le vote de ce projet devait dépendre du vote du septennat militaire. En effet, le septennat en cours, c'est-à-dire la fixation de l'effectif de l'armée allemande pour une période de sept années et le vote des crédits nécessaires à cette armée devait prendre fin le 31 mars 1888. Dès la fin de l'année 1886, les Etats confédérés avaient présenté un nouveau projet de septennat au Reichstag, mais la majorité

de cette assemblée était hostile à ce projet et les députés catholiques se trouvaient parmi les opposants. Le chancelier chercha tout d'abord, grâce à la promesse du dépôt du projet de loi politico-religieuse, à faire intervenir le Pape dans son désaccord avec le Centre. A la demande de l'ambassadeur v. Schlösser, le Saint-Père fit adresser par le cardinal sous-secrétaire d'Etat une note confidentielle au nonce di Pietro à Munich. Cette note, communiquée au président du Centre catholique au Reichstag et à Windthorst, ne produisit pas l'effet qu'en attendait le chancelier. Le parti catholique, qui jusque-là s'était toujours opposé au vote du budget militaire pour une durée supérieure à un an, fit toutefois une concession et sembla disposé à le voter pour trois années, c'est-à-dire pour la durée d'une période législative. Il fit en même temps savoir au Pape que, s'il était heureux de recevoir les conseils du Saint-Siège en matière de législation religieuse, il lui était impossible de suivre ses conseils pour les questions n'intéressant pas la religion. Il entendait garder sur ce point son entière liberté.

Cette nouvelle tentative de Bismarck pour briser l'indépendance du Centre n'avait donc eu aucun succès. Peu satisfait de la concession de ce parti, il espéra obtenir par de nouvelles élections ce que la diplomatie avait été incapable de lui donner. Le Reichstag fut dissous le 13 janvier 1887 et les nouvelles élections fixées au 21 février. La campagne électorale fut une des plus violentes qui

aient eu lieu en Allemagne, les conservateurs et les nationaux libéraux firent cause commune contre les adversaires du projet militaire et surtout contre le centre catholique. Mais leurs efforts ne furent pas couronnés de succès ; en ce qui concerne ce dernier parti, il sortit très peu affaibli de cette lutte. Les autres partis d'opposition perdirent toutefois de nombreux sièges, et le septennat put être voté.

Le cinquième projet de loi, concernant l'Eglise catholique, fut déposé à la Chambre des seigneurs le 21 février 1887, le jour même des élections au Reichstag. Le projet fut renvoyé sans débat à une commission dont l'évêque de Fulda faisait partie ; M. Kopp proposa de nombreux amendements, mais très peu furent acceptés.

Les négociations entre le Saint-Siège et le gouvernement prussien furent poursuivies entre temps par Mgr Galimberti, que le Pape avait envoyé, le 22 mars 1887, comme légat à Berlin, à l'occasion du 90^e anniversaire de la naissance de l'empereur. Peu de temps après le retour du légat à Rome, le 7 avril 1887, le Pape annonçait à l'archevêque de Cologne qu'il acceptait le nouveau projet de loi. Ce dernier, soutenu par Bismarck, fut voté le 21 avril par la Chambre des députés, par 243 voix contre 99 et 43 abstentions. Il reçut la sanction royale le 29 avril.

La « loi concernant la modification des lois politico-religieuses » du 29 avril 1887 permet aux évêques d'Osnabruck et de Limbourg, qui ne possé-

daient pas avant 1873 de séminaire pour l'enseignement de la théologie, et sur le territoire desquels ne se trouvait aucune faculté de théologie, de créer un séminaire diocésain pour cet enseignement; elle permet, en outre, à tous les établissements semblables, de recevoir des élèves originaires d'autres diocèses. Elle supprime l'*Anzeigepflicht* pour la nomination des administrateurs des cures, limite le droit d'opposition à la nomination d'une cure à titre irrévocable, réduit le motif de l'opposition au cas où le prêtre à nommer n'est pas apte à occuper la fonction par suite de motifs basés sur des faits du domaine civil ou civique, abolit le droit de l'Etat de contraindre à l'occupation permanente des cures, supprime la vacance de la fonction comme suite de la condamnation d'un ecclésiastique par un tribunal civil à une peine de prison, accorde la liberté de la célébration de la messe à tous les ecclésiastiques et aux membres des ordres religieux autorisés; supprime l'obligation pour les chefs ecclésiastiques de communiquer les décisions disciplinaires aux présidents supérieurs, abroge la loi du 13 mai 1873 sur les limites du droit d'usage des peines ecclésiastiques, admet l'existence de nouvelles congrégations, abroge enfin les paragraphes 4 à 19 de la loi du 20 mai 1874 sur l'administration des diocèses catholiques vacants.

Le gouvernement ne fit pas souvent usage du droit d'opposition qu'il avait enfin obtenu; il n'exerça ce droit que pour quelques nominations

du diocèse de Gnesen-Posen motivées par la lutte contre le polonisme. Le 24 septembre 1889, il autorisa la réouverture du séminaire de Posen après entente avec l'archevêque sur la nomination et le choix des professeurs.

Quelques nouvelles lois moins importantes furent votées au cours des années suivantes. Le 22 mai 1888, sur la proposition du prince d'Aremberg, député du Centre, le droit d'association, que les ordres possédaient avec le Culturkampf, fut donné à nouveau aux ordres nouvellement autorisés; une loi du 6 mai 1890 exempta les prêtres catholiques du service militaire.

Les lois des 21 mai 1886 et 29 avril 1887 ont fait disparaître une grande partie des mesures vexatoires prises contre l'Eglise catholique. Mais la législation de mai n'a pas été abrogée complètement; de nombreux textes subsistent encore qui pourraient fournir à un ministre des Cultes hostile à l'Eglise catholique des armes redoutables.

Bismarck avait bien promis au Saint-Siège de procéder à une refonte générale de la législation politico-religieuse, mais, peu de temps après, en 1890, il dut abandonner sa charge et ses successeurs n'ont pas tenu l'engagement qu'il avait pris. Malgré les défauts des lois actuelles, l'Eglise vit maintenant en Prusse dans une tranquillité complète. Quelques difficultés se produisent bien parfois, mais elles sont toujours dues au mauvais vouloir des fonctionnaires prussiens.

Grâce à l'union étroite du clergé et des parle-

mentaires catholiques, cette paix pourra être maintenue. Le Centre a d'ailleurs pu faire aboutir pendant ces dernières années quelques nouvelles lois d'un grand intérêt pour l'Eglise. La loi du 28 juillet 1906 a reconnu le caractère confessionnel des écoles publiques; le 13 février 1913, le Centre, aidé des socialistes, votait l'abrogation de la loi du 4 juillet 1872 concernant la compagnie de Jésus. Le Conseil fédéral, par contre, refusa de sanctionner ce vote.

LA SITUATION JURIDIQUE
DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN PRUSSE

CHAPITRE PREMIER

INGÉRENCE DE L'ÉTAT DANS L'ADMINISTRATION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Section Première

Nomination aux fonctions ecclésiastiques

SOMMAIRE : I. — Nomination aux emplois subalternes : cures, vicariats. — Législation. — Conditions de la nomination : *a*) avoir reçu une certaine instruction scientifique ; *b*) être de nationalité allemande ; *c*) pas d'opposition de la part de l'Etat. — Dispositions spéciales.

II. — Election des évêques. — Procédure de l'élection. — Décret du cardinal Rampolla du 20 juillet 1900.

I

Lorsque le gouvernement prussien eut acquis, grâce aux dispositions du décret d'empire de 1803, une partie des anciennes principautés ecclésiastiques et qu'il se fut emparé de presque toute la fortune du clergé de ces provinces, il prétendit avoir les mêmes droits de nomination aux fonctions ecclésiastiques que les anciens possesseurs de ces biens. De là naquit un droit de patronage spécial en faveur de l'Etat, le *Landesherrliche*

Patronatsrecht, et pendant la première moitié du XIX^e siècle, le gouvernement nomma directement, en vertu de ce droit qu'il s'était arrogé, à presque tous les emplois ecclésiastiques.

La Révolution de 1848 amena un changement dans l'intervention de l'Etat à ce sujet. Par l'article 15 de la Constitution prussienne, tous les droits de présentation ou de nomination appartenant à l'Etat étaient supprimés; l'Eglise catholique obtenait la liberté de nommer comme elle l'entendait les ministres du culte. Elle ne devait pas rester longtemps en possession de ce droit. Dès l'ouverture du *Culturkampf*, la première loi votée contre l'Eglise fut précisément celle qui instituait à nouveau le contrôle du gouvernement dans la nomination aux fonctions ecclésiastiques: la loi du 11 mai 1873 attribuait à l'Etat un droit d'opposition pour toutes les nominations de ministre des cultes; elle établissait, sans le concours de l'Eglise, le mode d'instruction des clercs et édictait des peines sévères contre les évêques ou les prêtres qui ne se conformaient pas à ses dispositions. Ces peines furent bientôt jugées insuffisantes, et la loi du 4 mai 1874, applicable à tout l'Empire, édicta de nouvelles mesures bien plus sévères.

La loi du 11 mai 1873 a été modifiée par de nombreuses lois postérieures, notamment par celles du 21 mai 1874, du 31 mai 1882, du 11 juillet 1883, du 21 mai 1886 et du 29 avril 1887. Avec les nombreuses modifications apportées par ces lois, elle détermine actuellement les relations de l'Etat et de

l'Eglise en ce qui concerne la nomination aux emplois ecclésiastiques.

D'après cette législation, pour pouvoir être investi d'une fonction ecclésiastique, il faut que : a) le candidat à cette fonction ait reçu une certaine instruction scientifique ; b) qu'il soit de nationalité allemande ; c) que l'Etat ne s'oppose pas à sa nomination.

Nous allons étudier successivement chacune de ces conditions.

PREMIÈRE CONDITION : *Le candidat à une fonction ecclésiastique doit avoir reçu une certaine instruction scientifique.*

D'après le paragraphe 4 de la loi du 11 mai 1873, les ministres des cultes doivent : a) avoir suivi les cours d'un lycée allemand et avoir subi avec succès l'examen de sortie de ce lycée ; b) ils doivent avoir suivi pendant trois ans les cours de théologie d'une université d'Etat allemande.

Comme on le voit, l'Etat se charge donc presque exclusivement de l'instruction des futurs prêtres et réduit au strict minimum la participation du clergé à cette instruction. La création des petits séminaires est interdite ; les seuls établissements où il est permis au clergé de s'occuper des enfants qui se destinent à la prêtrise sont de simples pensionnats où les élèves se rendent après avoir suivi les cours du lycée ou de la Faculté (*Konvikte*). Ces pensionnats ne sont pas des maisons d'éducation proprement dite ; ils n'ont pour but que de sur-

veiller les élèves et de les aider dans leurs études au moyen de répétitions.

L'entrée de ces établissements est soumise, par la loi du 21 mai 1886, à certaines règles : a) le nom du directeur et des maîtres de ces pensionnats doivent être communiqués au ministre des Cultes ; b) les statuts et règlements intérieurs doivent être envoyés au ministre.

En cas de non-application de la loi, le ministre des Cultes est autorisé à procéder à la fermeture de ces établissements ou à suspendre les subventions qui leur sont accordées par le gouvernement.

A leur sortie du lycée, les élèves qui se destinent aux fonctions ecclésiastiques doivent suivre les cours de théologie dans une Faculté de l'Etat. Pendant ces trois années d'études, la loi leur interdit de faire partie d'un séminaire ecclésiastique ; ils peuvent tout au plus faire partie d'un *Konvikt*. Ces prescriptions sont donc contraires à la bulle *De salutate animarum* ; l'Etat, d'après elle, devait autoriser la création d'un grand séminaire dans chaque diocèse ; mais comme presque toutes les autres clauses de cette entente avec Rome, celle-ci n'a pas été respectée. La loi du 21 mai 1886 a pourtant apporté certaines restrictions à l'obligation pour les clercs de suivre les cours de théologie d'une Faculté d'Etat ; elle autorise, sous certaines conditions, la réouverture des grands séminaires qui existaient avant la promulgation de la loi du 11 mai 1873. Ces établissements étaient en très petit nombre. Ils avaient été créés dans les dio-

cèses où ne se trouvaient pas de Faculté de théologie. La loi de 1886 a subordonné la réouverture de ces séminaires à un certain nombre de conditions : l'article 2 exige : 1° que les statuts et le programme d'instruction soient envoyés au ministre des Cultes ; 2° que ce programme soit établi conformément à celui de l'université ; 3° que : a) le directeur et les professeurs soient de nationalité allemande ; b) que les professeurs aient la capacité requise pour enseigner dans une Université d'Etat la science pour laquelle la nomination a lieu ; c) que les noms du directeur et des professeurs soient communiqués au ministre des Cultes.

Les élèves qui reçoivent leur instruction dans les grands séminaires qui ont été ouverts conformément à ces prescriptions sont dispensés de suivre les cours de théologie d'une Faculté d'Etat.

Le législateur a aussi laissé subsister certains établissements dont l'enseignement ne pouvait être donné par les Facultés ; ce sont les séminaires de prêtres (*Prediger und Priesterseminare*), qui donnent aux clercs une instruction théologique pratique. La loi détermine les conditions de leur réouverture de la même manière que pour les pensionnats que nous avons étudiés au début de ce paragraphe.

Après avoir ainsi fixé minutieusement le contrôle de l'Etat sur la création des divers établissements d'instruction dirigés par le clergé, la loi de 1873 pose la règle générale suivante : « Tous les établissements ecclésiastiques destinés à l'ins-

truction des clercs : grands séminaires, séminaires de prêtres, pensionnats, etc., sont placés sous la surveillance de l'Etat ». Pour rendre cette surveillance efficace, le ministre des Cultes est autorisé à suspendre les subventions que l'Etat accorde à ces établissements et même à procéder à leur fermeture. Il peut aussi interdire aux élèves des pensionnats de suivre les cours des lycées et de se présenter à l'examen de sortie de ces lycées.

Le ministre des Cultes peut, par contre, accorder certaines dispenses en ce qui concerne la durée ou le mode des études exigées par la loi. Il est en particulier autorisé à dispenser, lorsque le candidat aux fonctions ecclésiastiques paraît avoir une instruction théologique suffisante, d'une partie des trois années d'études dans une Faculté d'Etat. Mais en pratique les demandes de telles dispenses sont peu nombreuses ; les études théologiques ont lieu conformément aux conditions de la loi, et cet enseignement dans l'université, qui permet aux futurs prêtres de prendre contact avec le monde et les oblige à mener la vie des étudiants, a maintenant dans le clergé allemand de nombreux partisans ; la loi n'est pas appliquée à ce sujet avec contrainte. La plupart, d'ailleurs, des professeurs des Facultés de théologie sont eux-mêmes catholiques ou même font partie du clergé, et l'Eglise ne doit combattre leur enseignement que très rarement.

DEUXIÈME CONDITION: *Les candidats doivent être de nationalité allemande.*

Les sujets des autres pays de l'Empire ne peuvent donc pas être nommés aux fonctions ecclésiastiques prussiennes. La rigueur de cette condition a été atténuée par la loi du 31 mai 1882; elle autorise le ministre des Cultes à permettre aux ecclésiastiques étrangers l'accomplissement de certains actes des fonctions ecclésiastiques.

TROISIÈME CONDITION: *L'Etat ne doit pas s'être opposé à leur nomination.*

La loi du 11 mai 1873 obligeait les supérieurs ecclésiastiques (archevêques ou évêques) à communiquer au président supérieur de la province dans laquelle était situé leur diocèse, le nom de tous les candidats qu'ils se proposaient de nommer, avec indication de la fonction qui devait leur être confiée (*Anzeigepflicht*). Cette loi, qui amena de si nombreux conflits entre l'Eglise et l'Etat pendant la période du *Culturkampf* ne faisait aucune distinction entre les diverses fonctions. L'*Anzeigepflicht* était obligatoire même pour les remplaçants, les administrateurs provisoires, etc. Mais les lois postérieures ont considérablement restreint cette obligation de l'Eglise. Les évêques ne sont tenus maintenant que de communiquer les noms des candidats aux fonctions irrévocables: aux cures par exemple: La situation est donc, à ce sujet, la même en Prusse qu'en France avant la loi de

séparation. Si toutefois le candidat à une fonction révocable ne remplit pas les conditions générales exigées par la loi, si, par exemple, il n'est pas de nationalité allemande, l'*Anzeigepflicht* est obligatoire.

Lorsque le président supérieur est en possession des noms des candidats, la loi lui accorde un délai de trente jours pour s'opposer à leur nomination. Si le délai s'écoule sans qu'il ait fait usage de ce droit, les nominations sont considérées comme régulières. Le rôle de l'Etat est donc un rôle purement passif.

La loi prévoit ensuite les cas dans lesquels le président supérieur doit faire usage de son droit d'opposition: a) lorsque le candidat ne remplit pas les conditions exigées par la loi, c'est-à-dire lorsqu'il n'a pas reçu l'instruction scientifique de la manière indiquée précédemment ou n'a pas obtenu de dispense à ce sujet; s'il n'est pas de nationalité allemande; b) lorsque, par suite de certains faits relevant du droit civil ou civique, le candidat ne paraît pas apte à exercer les fonctions pour lesquelles il est désigné. Sans préjudice des dispositions pénales que nous étudierons par la suite, les nominations faites contrairement aux prescriptions de la loi ou avant l'expiration du délai donné au président supérieur pour faire opposition sont considérées comme nulles.

La loi prévoit enfin le cas dans lequel l'ecclésiastique déjà nommé régulièrement peut être déchue de ses fonctions. Ce sont: a) la condamnation

à une peine de prison; b) la privation de la jouissance des droits civils; c) la perte de la capacité nécessaire pour être investi d'une fonction publique. Lorsque l'une de ces hypothèses se réalise, l'ecclésiastique devient incapable d'exercer ses fonctions et perd tout droit sur les revenus de ces fonctions.

La création de nouveaux emplois ecclésiastiques irrévocables est, comme la nomination des ministres du culte, soumise à l'approbation gouvernementale. Elle ne peut avoir lieu sans l'autorisation du ministre des Cultes. L'évêque ne peut créer, sans le concours du gouvernement, que des emplois révocables.

Dispositions spéciales. — Le législateur, après avoir établi les règles que nous venons d'étudier et qui portaient une si grande atteinte à la liberté d'action dont l'Eglise jouissait depuis la Révolution de 1848, comprit que le clergé opposerait une vive résistance à l'application de cette loi. Il édicta donc un certain nombre de peines grâce auxquelles il espérait obtenir l'obéissance du clergé. Ces peines furent d'ailleurs complètement inefficaces. Actuellement, l'Eglise et l'Etat ont cessé de se combattre et il ne se produit plus de faits permettant l'application de ces dispositions pénales.

La loi prévoit trois cas dans lesquels une amende peut être prononcée contre les ecclésiastiques :

A. Lorsqu'un évêque : a) nomme ou donne son assentiment à la nomination d'un ecclésiastique,

contrairement aux dispositions de la loi du 11 mai 1873; b) lorsqu'il crée une fonction irrévocable sans l'autorisation du gouvernement. Le montant de l'amende est dans ces deux cas de 200 à 1.000 thalers.

B. Lorsqu'un ecclésiastique accomplit des actes d'une fonction ecclésiastique à laquelle il n'a pas régulièrement été nommé, il peut être condamné à une amende qui ne peut excéder 100 thalers. Pendant le Culturkämpf, les mots « actes d'une fonction catholique » avaient un sens très large; on comprenait par là non seulement les actes d'une fonction irrévocable, mais aussi ceux des fonctions révocables, et même la célébration de la messe et l'administration des sacrements. La peine était applicable aux prêtres régulièrement nommés à une paroisse et qui accomplissaient certains actes religieux dans une autre paroisse ne possédant pas de titulaire nommé conformément à la loi. Mais après le Culturkampf, les lois nouvelles ont de plus en plus restreint l'application de cette mesure. Peuvent seuls être frappés maintenant les ecclésiastiques qui n'ont pas été régulièrement nommés à un emploi et qui ont pris possession de cet emploi malgré l'interdiction de la loi.

C. Lorsqu'un ecclésiastique continue à exercer des fonctions après avoir perdu par jugement la capacité nécessaire pour exercer ces fonctions, il peut être condamné à une amende qui ne doit pas dépasser 100 thalers.

Enfin, la loi du 21 mai 1874 autorise le prési-

dent supérieur à placer sous l'administration d'un séquestre les biens dépendant d'une fonction vacante transférée contrairement à la loi du 11 mai 1873 ou lorsque certains faits permettent de supposer que le transfert n'a pas eu lieu conformément à cette loi.

Cas dans lesquels les dispositions de la loi du 11 mai 1873 ne sont pas applicables. — Ils sont au nombre de trois: a) lorsque la nomination a été faite par une autorité dont tous les membres sont nommés par le roi; b) lorsque l'Etat doit procéder lui-même à la nomination en vertu d'un droit de patronage; c) lorsqu'il s'agit d'aumôniers militaires ou des aumôniers attachés aux établissements civils.

II

ELECTION DES EVÊQUES

Les textes qui posent les règles de l'élection des évêques sont les suivants:

Pour la Prusse proprement dite, la bulle *De salutate animarum* et le bref *Quod de fidelium* du 16 juillet 1821.

Pour les provinces du Haut-Rhin, la bulle *Ad Dominicis custodiam* du 11 avril 1827 et le bref *Re sacra* du 28 mai 1827 (1).

(1) L'Alsace et la Lorraine ont donné lieu à ce sujet à une entente particulière avec Rome.

Pour le Hanovre, la bulle *Impensa Romanorum* du 16 mars 1824.

Les bulles eurent ensuite « l'approbation et la sanction royale »; elles furent publiées comme lois d'Etat; elles sont donc à la fois des lois religieuses et des lois civiles.

D'après ces textes, les évêques doivent être élus par les chanoines (1), suivant les règles établies par les canons de l'Eglise. Les candidats doivent être Allemands, posséder toutes les qualités requises pour être revêtus des fonctions épiscopales, ne pas déplaire au prince. L'élection faite, le chapitre doit communiquer au Saint-Siège le nom des candidats choisis par lui et le Pape confirme ensuite l'élection.

L'Etat n'intervient donc pas dans la nomination; son attitude est purement passive et consiste seulement à rayer de la liste des candidats que lui présente le chapitre les noms de ceux qu'il lui déplairait de voir élire. S'il ne laisse pas sur la liste un nombre de candidats suffisant pour procéder valablement à l'élection canonique, le gouvernement doit se contenter de renvoyer la liste au chapitre sans proposer de nouveaux candidats et à en attendre une nouvelle.

Mais le gouvernement prussien se résolut très rarement à conserver ce rôle purement passif; les commissaires nommés par le roi pour le représen-

(1) La nomination des chanoines est soumise à la loi du 11 mai 1877 avec des modifications postérieures.

ter à chaque élection épiscopale prirent souvent une part active aux élections, cherchèrent à influencer les chanoines et à leur faire nommer le candidat préféré par le gouvernement. Le Saint-Siège se vit dans l'obligation de rappeler aux évêques et aux chapitres quelles étaient les règles à suivre pour les élections épiscopales. Le décret du cardinal sous-secrétaire d'Etat Rampolla du 20 juillet 1900 contenait entre autres les dispositions suivantes :

« Il faut d'abord remarquer que les décrets apostoliques *De salute animarum*, *Impensa Romanorum pontificum*, *Ad Dominici gregis*, les brefs *Quod de fidelium* et *Re sacra*, des très saints pontifes romains Pie VII et Léon XIII, donnés comme modèles de traités conclus avec les princes, attribuent aux chapitres métropolitains et aux cathédrales d'Allemagne le droit et le devoir d'élire librement dorénavant, et selon les prescriptions des sacrés canons, les archevêques et les évêques. Les chapitres, en effet, doivent veiller à ce que cette liberté des élections assurée par le Saint-Siège et le pouvoir civil, admise par des traités réciproques, ne soit jamais ni directement, ni indirectement, violée ou diminuée.

» Constant dans sa doctrine, dont il a toujours ouvertement déclaré ne vouloir ni ne pouvoir s'écarter, le Saint-Siège n'admet pas l'intervention d'une puissance non catholique, si ce n'est une intervention négative et qui laisse intacte la liberté de l'élection canonique. Cette liberté serait

gênée ou restreinte par un concours actif ou une influence du pouvoir civil, ou par le droit illimité d'exclusion dans l'élection des pasteurs placés par l'Esprit Saint au gouvernement de l'Eglise de Dieu.

» De plus, l'intervention négative, permise à un prince ou à un gouvernement non catholique, ne vise qu'à empêcher d'élire des personnes peu agréables à ce gouvernement. D'où le devoir, pour le chapitre, de s'adjoindre seulement ceux qui, avant l'acte solennel de l'élection, ont toutes les qualités requises pour l'organisation, la défense et le gouvernement pacifique de l'Eglise, ont un renom de haute sagesse et de profond dévouement à la tranquillité publique, et pour cela sont aussi manifestement agréables au prince.

» Les électeurs doivent bien se pénétrer de la gravité exceptionnelle de leur charge. Ils n'auront devant les yeux que le salut des âmes et les avantages de l'Eglise. Ainsi, tout respect humain écarté, ils porteront leur suffrage sur celui-là seul qu'ils jugeront le plus capable et le plus digne.

» Mais pour élever les plus dignes et les plus utiles à l'Eglise, les électeurs n'inscriront sur la liste que ceux qu'ils jugent réellement riches de toutes les qualités nécessaires pour la sainte et sage direction de l'Eglise. Si d'autres, d'ailleurs pleins de mérite, mais que l'âge avancé ou la santé contraire, ou d'autres motifs, rendent inégaux à leurs fonctions, étaient adjoints aux candidats, les

chanoines courraient le danger d'élire des inaptes, au plus grand détriment de l'Eglise.

» Les actes et les enseignements du Siège apostolique sont muets au sujet de l'intervention d'un commissaire civil dans les élections; et par conséquent aucun droit n'est attribué ni reconnu au gouvernement. Si une intervention de cette sorte nuisait d'une façon quelconque à la pleine liberté des élections ou à la dignité de l'Eglise, les chapitres ne pourraient ni ne devraient tolérer ces atteintes.

» Le Saint-Siège ne peut pas admettre que les chanoines, dans la notification de l'élection au commissaire, semblent demander ou rechercher l'approbation ou la ratification du pouvoir civil, et il ne peut permettre que l'élection soit notifiée au peuple comme si elle était définitive. Mais, dans la publication du résultat du vote, il faut déclarer que l'acte capitulaire ne jouira de ses effets canoniques qu'après confirmation du Saint-Siège. Donc, l'action de grâces solennelles et publiques sera différée jusqu'à ce que la nouvelle de la confirmation apostolique soit certaine. »

Section II

Administration des biens de l'Eglise catholique

SOMMAIRE : I. Administration des biens des paroisses. — Historique. — Législation. — Composition du patrimoine ecclésiastique. — A. Assemblées paroissiales; comité de direction de l'Eglise; représentation de la paroisse. — Election des membres des deux assemblées. — Révocation. — Dissolution. — B. Unions des paroisses. — C. Droits du patron sur l'administration des biens ecclésiastiques. — D. Droits de surveillance du gouvernement et des évêques. — II. Administration des biens des diocèses.

I. *Administration des biens des paroisses.* — Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'Eglise catholique avait administré ses biens d'après les règles du droit canonique. Les grands revenus dont elle jouissait étaient utilisés au paiement des ecclésiastiques, à l'entretien du culte, à l'instruction des enfants et au soulagement de la misère du peuple. L'Etat ne tarda pas à vouloir réglementer l'administration de ces biens. Dans le Code général prussien de 1794 (II, 11, §§ 160 et suiv.) dont nous aurons si souvent à étudier les atteintes aux droits de l'Eglise, il régla l'administration du patrimoine ecclésiastique. Celle-ci était enlevée au clergé et confiée à des assemblées paroissiales sous le contrôle du gouvernement.

La Constitution prussienne de 1848 vint modifier complètement ce système. L'article 15 donnait

à l'Eglise la liberté la plus complète pour l'administration de ses biens et faisait cesser l'ingérence de l'Etat dans cette administration. Les règles suivies dans les diverses parties du royaume, après la Révolution de 1848, n'étaient pas uniformes; dans certaines régions, le droit canonique était seul en vigueur; dans d'autres, les collèges paroissiaux continuaient à contribuer à l'administration des biens, enfin dans les paroisses de la rive gauche du Rhin la législation française était encore en vigueur.

Cette période de liberté ne dura guère pour l'Eglise. Les articles 15, 16 et 18 de la constitution prussienne, qui lui avaient permis d'échapper au contrôle de l'Etat, furent abrogés le 18 juillet 1875 et la loi du 20 juillet suivant vint rétablir le système du Code général de 1794. Cette loi établissait le même mode d'administration pour toute l'étendue du royaume; des collèges paroissiaux étaient créés à nouveau et le clergé était presque complètement tenu à l'écart de cette organisation.

C'est cette loi du 20 juillet 1875, modifiée par les lois du 21 mai 1886 et du 31 mars 1893, qui forme la base de la législation actuelle. Les lois du 29 mai 1903 sur les unions de paroisse, du 14 juillet 1905 sur les impôts ecclésiastiques et du 2 juillet 1898 sont venues compléter le système d'administration des biens des paroisses.

Administration des biens des paroisses. — La loi du 20 juin 1876 se contente d'attribuer à des

conseils représentatifs de la paroisse l'administration du patrimoine ecclésiastique de cette paroisse sans déterminer quel est le propriétaire des biens sur lesquels doit s'exercer cette administration (§§ 1 et 2). Pendant la discussion de la loi, un amendement avait été proposé pour attribuer formellement aux paroisses la propriété de ces biens; mais cet amendement fut repoussé. Un deuxième, rédigé par le gouvernement, et ainsi conçu: « La paroisse est propriétaire du patrimoine ecclésiastique », eut le même sort.

Pour résoudre cette question, il faut nous reporter au Code général prussien, dont les dispositions à ce sujet n'ont pas été abrogées. Le paragraphe 160, II, 11 de ce Code s'exprime ainsi: « Font partie du patrimoine des sociétés religieuses (*Kirchengesellschaften*) les constructions, terrains, capitaux et tous revenus qui sont destinés à l'entretien extérieur du culte... »; et le paragraphe 170: « Les églises et leurs dépendances sont exclusivement la propriété des sociétés religieuses au service desquelles elles sont destinées ». Par conséquent, d'après le Code général prussien, la société religieuse (*Kirchengesellschaft*), c'est-à-dire l'assemblée organisée de tous les membres d'une paroisse, possède la personnalité juridique et elle est considérée comme propriétaire et détentrice légale du patrimoine ecclésiastique (1). Les déci-

(1) Förster. Preussische Gesb. P. 8, note 2. Voir aussi Koch. A. L. R. T. IV, p. 230, note 3. Voir aussi Schilgen. D. h. Vermögensrecht. T. III, note du § 1, p. 161.

sions des tribunaux' ont été rendues dans ce sens.

Quelle est la composition de ce patrimoine ecclésiastique dont le Code général prussien attribue la propriété à la paroisse? Le paragraphe 3 de la loi du 20 juin 1875 y comprend :

a) Les biens destinés aux besoins du culte ainsi que les fonds destinés à la construction des églises et des presbytères; les biens destinés à la rétribution des ecclésiastiques et autres fonctionnaires de l'Eglise; les fondations de messes.

b) Les biens destinés à un but religieux (autre que ceux indiqués dans le § 1), aux œuvres de bienfaisance ou à l'instruction;

c) Le produit des quêtes, collectes, etc., ordonnées par les organes ecclésiastiques (comité de direction de l'église, curé, évêque) dans un but religieux, de bienfaisance ou d'instruction;

d) Les fondations destinées à un but religieux de bienfaisance ou d'instruction placées sous l'administration du clergé et dont les revenus doivent être utilisés à l'intérieur du territoire de la paroisse. Diverses lois prussiennes accordent à ces biens des faveurs spéciales; ils sont libérés de tous impôts directs sur le revenu et le capital en faveur de l'Etat ou des communes; ils sont libérés de tous droits de timbre et ont à acquitter des droits de succession très peu élevés; ils sont aussi dispensés de toute taxe pour frais de justice.

Les biens placés sous l'administration de l'Etat, des communes ou des unions de communes ne tombent pas sous le coup de la loi de 1875.

A. ASSEMBLÉES PAROISSIALES (1). — Nous avons vu que le paragraphe 1 de cette loi plaçait les biens ecclésiastiques sous l'administration d'assemblées paroissiales. Ces assemblées sont au nombre de deux : le Comité de direction de l'Eglise (*Kirchen-vorstand*) et la représentation de la paroisse (*Gemeindevertretung*).

1. *Comité de direction de l'église.* — Il se compose : a) du curé, dans les paroisses ordinaires ; de l'ecclésiastique le plus ancien en fonctions dans les communautés de moindre importance, telles que les succursales, les chapelles, etc. ; b) de plusieurs membres élus par la paroisse ; c) dans les cas où il existe un patron, du patron lui-même ou d'un représentant nommé par lui. Le nombre des membres à élire varie avec la population des paroisses.

Ce conseil est l'administration proprement dite du patrimoine ecclésiastique de la commune ; il agit seul pour exécuter les actes de pure administration, mais pour tous les autres actes il a besoin de l'autorisation soit de la deuxième assemblée, soit du gouvernement. Ce conseil, dit le paragraphe 8, alinéa 2, « représente la paroisse et l'ensemble des biens placés sous son administration dans tous les rapports pécuniaires ».

Le paragraphe 12, sauf quelques rares exceptions, confie la présidence du comité au curé ou à

(1) Comparer avec la loi française du 30 décembre 1809 sur les fabriques.

l'ecclésiastique qui fait partie de ce conseil; le vice-président est élu par l'ensemble des membres. Les réunions ont lieu soit sur l'invitation du président lorsque l'expédition des affaires l'exige, soit à des dates fixées par le comité lui-même, (§ 13). La convocation doit aussi avoir lieu sur la demande de l'évêque, du sous-préfet (*Landrat*), de la représentation de la paroisse ou sur la demande de la moitié des membres du comité. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La loi indique ensuite comment les membres doivent être convoqués, et donne certains détails peu importants sur le fonctionnement du comité.

2. *Représentation de la paroisse.* — Le rôle de cette assemblée est surtout de surveiller l'administration du conseil de direction et l'autoriser à accomplir certains actes importants. La compétence est déterminée de façon précise par la loi. Le paragraphe 21 de la loi de 1875 énumère les actes pour lesquels le conseil de direction de l'église doit obtenir l'assentiment de la représentation de la paroisse: vente ou acquisition d'immeubles, mise en gage des biens, vente d'objets ayant une valeur historique, artistique ou scientifique; création de nouveaux impôts. La représentation de la paroisse approuve aussi le budget et vérifie la comptabilité du conseil de direction.

Cette assemblée se compose « d'un nombre de

membres trois fois supérieur à celui des membres élus du comité de direction » (§ 20). Mais ce nombre peut être réduit avec l'autorisation du président supérieur dans le cas où la population de la paroisse n'est pas importante. Lorsque les biens appartenant à la paroisse n'ont pas grande valeur, lorsque les maisons sont trop dispersées ou lorsque, pour toute autre cause, la création de la représentation de la paroisse est peu pratique, l'évêque peut décider, après entente avec le président supérieur, que cette assemblée ne sera pas créée. C'est la solution qui a le plus souvent été admise dans les campagnes et les villages de peu d'importance. Actuellement, les deux assemblées n'existent, en Prusse, que dans les villes dont la population est assez importante pour permettre l'élection de cette double représentation. Dans les cas où le comité de direction de l'église existe seul, il exerce tous les pouvoirs de la représentation de la paroisse.

3. *Election des membres des deux assemblées. Révocation. Dissolution.* — Les membres des deux assemblées sont élus par l'ensemble des habitants catholiques de la paroisse, majeurs, indépendants, habitant depuis un an sur le territoire de la paroisse et qui n'ont pas été dispensés du paiement des impôts ecclésiastiques. Pour être éligible, il faut être âgé de 30 ans et ne pas appartenir déjà à l'une des deux assemblées. Les fonctions sont honorifiques et obligatoires. On ne peut en être dispensé que dans trois cas: a) si on a atteint la

soixantième année; b) si on a été déjà investi de cette fonction pendant six ans; c) si on peut invoquer des motifs graves tels que: la maladie, l'absence fréquente de la paroisse, etc... La durée des fonctions est de six ans et les membres sont renouvelables par moitié tous les trois ans.

En cas de perte de l'éligibilité ou de faute grave dans l'exercice de leurs fonctions, les membres des deux assemblées peuvent être révoqués soit par l'évêque, soit par le président supérieur. Quant aux assemblées elles-mêmes, elles peuvent être dissoutes si elles refusent ou négligent d'accomplir leurs devoirs ou si elles persistent à discuter une question qui n'est pas de leur compétence.

B. UNIONS DES PAROISSES. — La loi du 29 mars 1903 permet aux évêques, après avoir obtenu l'assentiment des paroisses intéressées, de grouper les paroisses d'un même lieu en une union (*Gesamtverband*) et de transférer à cette union certains des droits et obligations appartenant aux assemblées des paroisses qui font partie de cette union. Grâce à cette nouvelle organisation, les paroisses de peu d'importance peuvent être déchargées de certaines obligations trop lourdes pour elles; elles peuvent aussi se procurer plus facilement les ressources qui leur sont nécessaires pour entreprendre certains travaux importants que, seules, elles ne pouvaient accomplir.

Chaque union de paroisses est représentée par

un conseil composé: a) des présidents des assemblées des paroisses qui font partie de l'union; b) d'un représentant de chaque paroisse élu par les deux assemblées en séance commune. Lorsqu'il n'a pas été formé de représentation de la paroisse, le président du conseil de direction et deux membres de ce conseil, élus par leurs collègues, font partie du conseil de l'union.

L'union est administrée par une commission choisie parmi les membres composant le conseil de l'union. Ce conseil a la personnalité civile; il peut acquérir des immeubles, contracter des obligations.

Ses principales fonctions (§ 6) sont de procurer aux paroisses, au moyen d'impôts à répartir sur l'ensemble des membres de l'union, les ressources qui leur sont nécessaires pour pouvoir équilibrer leur budget lorsque leurs revenus ordinaires sont insuffisants. Elle peut décider la création de nouvelles taxes ou la modification, l'abrogation de taxes déjà existantes. Elle peut entreprendre la construction de nouvelles églises ou autres bâtiments ecclésiastiques, etc...

L'évêque établit, après entente avec le gouvernement, le règlement auquel les unions devront se conformer et fixe les droits et obligations qui seront transférés à ces unions. Les prescriptions de la loi du 11 mai 1873 concernant le droit de surveillance de l'Etat sont applicables à ces unions.

La loi de 1903 a été appliquée dans un certain

nombre de grandes villes telles que Berlin (1906), Hildesheim (1904).

C. DROITS DU PATRON SUR L'ADMINISTRATION DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES. — D'après le droit canonique, « le droit de patronage, *jus patronatus*, est l'ensemble des facultés et devoirs qui appartiennent à une personne par rapport à une église ou une fonction ecclésiastique, en vertu d'un titre particulier et indépendamment de sa situation dans la hiérarchie » (1). Ce droit de patronage est, en ce qui concerne l'Eglise, un droit individuel d'*origine purement ecclésiastique*. L'Etat n'avait donc pas à intervenir à ce sujet. Mais le Code général prussien de 1794 a voulu aussi réglementer ce droit et a institué un droit de patronage d'origine laïque. Voici la définition qu'il donne des patrons : « Ce sont les personnes auxquelles appartiennent la surveillance directe d'une église ainsi que le soin de son entretien et de sa défense ». Si nous comparons cette définition à celle citée précédemment, nous voyons qu'elle est en un sens trop étroit, car elle réduit le patronage à un certain nombre de devoirs ; en un autre sens trop large, car elle ne fait pas dépendre le droit de patronage d'un titre particulier, et par suite elle est applicable à des institutions telles que le comité de

(1) Hinschius, K. R., III, p. 6 et suivantes. A. L. R., II, II, §§ 568 et suivantes.

direction de l'église, qui ne peuvent posséder le titre de patron. Par les paragraphes 569 et suivants, le Code général établit ensuite le droit de patronage d'origine laïque: « Celui qui bâtit une église, dit-il, ou la dote suffisamment, obtient par là un droit de patronage ». Puis il détermine quels sont les droits et devoirs des patrons. Ils doivent subvenir aux dépenses d'entretien de l'église lorsque les revenus de cette église sont insuffisants; ils doivent participer aux frais de construction ou de réparation de l'église.

Par contre, il jouit d'un certain nombre de prérogatives:

a) Il peut vérifier la comptabilité des administrateurs de l'église (§ 585);

b) Il est autorisé à avoir une stalle dans le chœur (§ 588);

c) Le patron, sa femme, ses descendants et ses parents habitant avec lui ont droit à une concession dans le cimetière dépendant de l'église;

d) Le patron devenu indigent peut obtenir des secours de son église si celle-ci est suffisamment dotée;

e) Certains actes d'administration ne peuvent être accomplis sans l'autorisation du patron.

La loi du 20 juin 1875 a très peu modifié les dispositions du Code général prussien. Elle s'est contentée d'adapter l'exercice des droits de surveillance du patron à la nouvelle organisation de l'administration des biens de l'église. Les deux assemblées représentatives de la paroisse doivent, en

effet, être créées dans toutes les paroisses sans avoir à se préoccuper s'il existe ou non un patron; ce dernier a le droit de faire partie du conseil de direction ou de s'y faire représenter (§ 39), à la condition que lui-même ou son représentant possède les qualités requises pour être élu à ce comité. Le paragraphe 40 laisse subsister en sa faveur les droits de surveillance et les diverses autres prérogatives établies par le Code général de 1794. Les conseils de la paroisse doivent lui soumettre par écrit leurs décisions, et, dans le cas de difficultés entre le patron et ces conseils, l'administration (*Bezirksregierung*) décide. Le paragraphe 41 assimile enfin aux patrons les communes qui contribuent à l'entretien des paroisses; elle oblige les conseils de la paroisse à leur soumettre leurs décisions.

D. DROITS DE SURVEILLANCE DU GOUVERNEMENT ET DES ÉVÊQUES. — L'administration du patrimoine de la paroisse est enfin placée sous la surveillance de l'évêque et du gouvernement, représenté, en général, par le président supérieur de la province dans laquelle la paroisse est située. L'évêque peut exercer seul, dans certains cas, les droits de surveillance; dans d'autres cas, il ne peut agir qu'après entente avec le représentant du gouvernement.

a) *Cas dans lesquels le consentement de l'évêque est seul nécessaire.* — L'article 47, alinéa 2, de la

loi du 20 mai 1875 déclare : « Les droits de surveillance appartenant légalement aux autorités ecclésiastiques préposées et le droit de consentir à des actes déterminés d'administration seront exercés, en tenant compte des modifications contenues dans les dispositions suivantes. Quels sont donc les droits de surveillance qui appartenaient aux autorités ecclésiastiques avant la loi de 1875 ? Pour déterminer ces droits, il nous faut avoir recours au Code général prussien, qui exige l'autorisation de l'évêque dans les cas suivants (1) :

1° Pour l'aliénation de vases sacrés et autres objets destinés au culte divin (§§ 180 et 181) ;

2° Pour l'aliénation de biens fonciers et de servitudes, de capitaux et de bénéfices (2) ;

3° Pour la location perpétuelle de fonds de terre ou pour le placement de capitaux en rente perpétuelle (§ 649) ;

4° Pour les transactions concernant les biens et droits de l'église (§§ 662 et suiv.) ;

5° Pour affermer les biens fonciers de l'église (abstraction faite des biens fonciers des bénéfices), pour une durée supérieure à six années, ou pour les biens dont le revenu est supérieur à 50 thalers (§ 672), ou en ce qui concerne les biens immobiliers des bénéfices pour une durée supérieure à celle de la fonction à laquelle le bénéfice est attaché (§ 803) ;

(1) Schilgen, t. III, p. 138 et suiv.

(2) A. L. R., t. II, II, §§ 219 et suiv., 217, 647 ; et II, 6, § 153.

6° Pour hypothéquer les immeubles (§ 227) ;

7° Pour les prêts d'argent supérieurs à 50 thalers (§ 639), pour les prêts inférieurs à 50 thalers, lorsque les garanties paraissent douteuses, ainsi que pour les prêts au patron, à un membre du comité de direction de l'église ou au curé (§§ 641 et 642) ;

8° Pour contracter une dette (§§ 645 et suiv.) ;

9° Pour la diminution ou la remise de garantie d'un prêt, et particulièrement pour la mainlevée de l'hypothèque (§ 643) ;

10° Pour pouvoir dépasser le montant des dépenses prévues dans le budget (§ 687), etc.

Comme nous le verrons par la suite, la plupart des actes que le Code général prussien soumettait ainsi à l'approbation de l'évêque, furent soumis aussi par la loi de 1875 à l'autorisation gouvernementale. Comme cette dernière autorisation est absolument nécessaire dans les cas prévus par la loi, les droits de surveillance de l'évêque sont donc à peu près nuls, d'autant plus qu'en cas de refus de l'évêque pour l'un des actes sus-indiqués, le conseil de direction de l'église peut faire appel de sa décision devant le président supérieur ; ce dernier décide donc, en dernier ressort (§ 49 de la loi du 20 juin 1875). Dans le cas où l'évêque ne fait pas usage de son droit de surveillance ou de consentement dans un délai de trente jours après avoir été sommé à cet effet, ce droit passe à l'autorité de surveillance administrative.

b) *Cas dans lesquels l'autorisation de l'autorité de surveillance administrative est nécessaire.* —

Le paragraphe 50 de la loi du 20 juin 1875 énumère les cas suivants :

1° Pour acquérir, aliéner ou hypothéquer des biens immobiliers ;

2° Pour aliéner des objets ayant une valeur historique, scientifique ou artistique ;

3° Pour les emprunts dans le sens du paragraphe 21, n° 4 ;

4° Pour la construction de nouveaux bâtiments destinés au service divin, aux ecclésiastiques ou aux autres fonctionnaires de l'église ;

5° Pour l'aménagement ou le changement d'emploi des cimetières ;

6° Pour l'introduction ou la modification de taxes de frais ;

7° Pour ordonner, organiser et effectuer des quêtes, collectes, etc., à l'extérieur des bâtiments ecclésiastiques et dont le produit est destiné à un but religieux de bienfaisance ou d'instruction ;

8° Pour l'emploi des biens ecclésiastiques ne concernant pas un but religieux, de bienfaisance ou d'instruction et ne s'exerçant pas dans les limites du territoire de la paroisse.

Dans ce dernier cas, l'autorisation est considérée comme donnée lorsque l'autorité de surveillance administrative n'a pas élevé d'opposition dans un délai de trente jours après la communication de la décision.

9° Pour les impôts à prélever sur les membres de la paroisse.

Le président supérieur est ensuite autorisé à prendre connaissance du budget de chaque paroisse et à s'opposer aux articles contraires aux lois (§ 52).

Les comptes de l'année doivent être soumis au préfet (*Regierungspräsident*), pour qu'il se rende compte si l'administration a été conforme au budget ainsi autorisé.

c) *Cas dans lesquels l'évêque et les représentants du gouvernement ont à prendre une décision après entente préalable.* — Ces cas sont au nombre de trois :

1° Pour décider si les motifs de la démission d'un membre du conseil de direction de l'église peuvent être acceptés ;

2° Pour décider qu'il n'y a pas lieu de former une représentation de la paroisse (§ 35) ;

3° Pour dissoudre le conseil de direction (§ 38).

Mais dans ces trois cas comme ceux dans lesquels l'évêque est autorisé à prendre seul une décision, c'est le gouvernement qui décide en dernier lieu lorsque l'entente n'a pu se faire entre l'évêque et l'autorité de surveillance administrative. En effet, le paragraphe 43, alinéa 3, attribue au président supérieur ou au ministre des Cultes le droit de décider souverainement lorsque cette entente ne s'est pas produite.

II. *Administration des biens des diocèses.* —

Le législateur s'est contenté, par la loi du 7 juin 1876, de placer l'administration des biens des diocèses sous le contrôle de l'Etat sans instituer des organes spéciaux d'administration; la loi détermine seulement les rapports de l'évêque et du gouvernement en matière d'administration et les droits de surveillance de ce dernier. Quant à l'administration proprement dite des biens, elle demeure soumise aux règles jusque-là en vigueur. Ces règles sont déterminées soit par le Code général prussien, soit par la coutume, soit par les statuts des établissements.

Le paragraphe 1 de la loi du 7 juin 1876 place sous la surveillance de l'Etat: a) les biens destinés aux évêques, aux évêchés et aux chapitres catholiques; b) les établissements, fondations ou autres biens destinés à un but religieux, de bienfaisance ou d'instruction placés sous la surveillance et l'administration de l'organisation ecclésiastique catholique et qui ne tombent pas sous le coup de la loi du 20 juin 1875.

Cette surveillance de l'Etat consiste:

A. Dans l'obligation pour l'autorité épiscopale d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour accomplir certains actes. Le paragraphe 2 énumère les cas dans lesquels cette autorisation est nécessaire; ce sont à peu près les mêmes que ceux prévus par le paragraphe 50 de la loi du 20 juin 1875 et que nous avons étudiés précédemment. A l'énumération de ce paragraphe 50, il faut ajouter les

cas suivants : pour l'emploi extraordinaire du patrimoine ecclésiastique et qui en atteint le capital lui-même ; pour la dénonciation ou l'encaissement de créances, à moins que ce ne soit pour un nouveau placement à intérêt ; pour l'emploi des revenus des fonctions vacantes ; pour l'emploi des fonds dans un but non conforme à la fondation.

Si les actes pour lesquels l'autorisation est nécessaire sont accomplis sans que cette autorisation ait été accordée ou demandée, ces actes sont considérés comme nuls.

B. L'autorité de surveillance administrative est aussi autorisée à exiger qu'un inventaire des biens ecclésiastiques du diocèse soit dressé et déposé entre ses mains ; elle peut prendre connaissance du budget et s'opposer aux articles contraires aux lois. Les articles ayant fait l'objet d'une opposition ne peuvent être exécutés ; si les administrateurs du diocèse contestent l'illégalité de ces articles ; le tribunal administratif supérieur décide en dernier lieu sur le recours introduit à ce sujet.

Le budget des administrations qui reçoivent des subventions de l'Etat doit être communiqué aux ministres des Finances et des Cultes ; ces derniers fixent la date du dépôt du budget, ils déterminent la forme dans laquelle il doit être dressé et fixent les délais pour le règlement des réclamations (§ 4).

Si les administrateurs des biens ecclésiastiques refusent : a) de porter sur le budget, de fixer ou d'approuver des sommes qui sont à la charge des

biens désignés dans le paragraphe 1 de la loi de 1876 ou qui sont nécessaires à ces biens; b) de faire valoir en justice les demandes concernant ces mêmes biens, et en particulier les dommages-intérêts pour fautes graves commises par un administrateur des biens ecclésiastiques dans l'exercice de sa fonction; l'évêque et le président supérieur, après entente préalable, ou ce dernier seul si l'évêque ne possède pas de droit de surveillance à ce sujet, sont autorisés à ordonner l'inscription dans le budget des sommes précitées ou à faire valoir en justice les demandes sus-énoncées (§ 5).

C. Le président supérieur peut enfin soumettre l'administration des biens ecclésiastiques à des inspections afin de pouvoir se rendre compte de l'état de cette administration et des modifications qu'il serait utile de lui apporter.

Sanctions. — Comme la loi de 1875, la loi concernant l'administration des diocèses prévoit le cas où les évêques pourraient ne pas se conformer à ses prescriptions; elle édicte donc contre eux un certain nombre de peines: a) l'autorité de surveillance administrative peut exiger l'exécution de la loi par des amendes qui peuvent atteindre 3.000 marks; b) elle peut suspendre les subventions accordées par l'Etat; c) elle peut enfin placer l'administration des biens d'un diocèse sous l'administration d'un séquestre en se conformant aux règles édictées par la loi du 20 mai 1884.

Section III

Impôts ecclésiastiques

SOMMAIRE : Législation. — I. Impôts en faveur des paroisses. — A. Droit d'imposition des paroisses catholiques. — B. Personnes soumises au paiement des impôts ecclésiastiques — C. Etablissement de l'impôt. D. Perception de l'impôt. — E. Voies de recours. — F. Poursuites en cas de non-paiement. — II. Impôts en faveur des diocèses,

I. IMPOTS EN FAVEUR DES PAROISSES

En Prusse, l'Etat ne vient pécuniairement en aide aux Eglises qu'au moyen de subventions. Il ne leur reconnaît aucun droit de créance à ce sujet et considère les sommes inscrites au budget comme de pures libéralités. Comme ces subventions sont insuffisantes pour faire face aux dépenses des Eglises, l'Etat a créé un système de taxes obligatoires pour tous les catholiques.

Un tel système a le grand avantage de ne faire supporter les frais d'une religion donnée qu'aux membres de cette religion, mais il a aussi de graves défauts. La loi sur la sécession de l'Eglise (*Austritt aus der Kirche*) en est la preuve. En effet toute personne doit en Prusse, pour pouvoir être dispensée des impôts, se conformer à une procédure spéciale et déclarer qu'elle ne veut plus faire partie à l'avenir de la religion pour laquelle elle est imposée. Cette déclaration rendue publique

peut entraîner des conséquences fâcheuses pour celui qui l'a faite.

La loi du 20 juin 1875 avait déjà autorisé les conseils paroissiaux à créer des impôts pour permettre à la paroisse de faire face à ses dépenses lorsque ses revenus étaient insuffisants; le paragraphe 21 de cette loi s'exprimait ainsi:

« Les décisions du conseil de direction de l'église ont besoin de l'autorisation de la représentation de la paroisse dans les cas suivants:

» 7° Pour se procurer les sommes nécessaires aux besoins du culte lorsque ces sommes ne peuvent être prises, d'après le droit en vigueur, sur le patrimoine ecclésiastique, ou ne doivent pas être accordées par le patron ou tout autre obligé. »

» 8° Pour la création d'impôts à répartir entre les membres de la paroisse et pour la fixation du quotient de répartition; ce dernier doit être établi soit d'après les règles des impôts d'Etat, soit d'après celles des impôts communaux;

Bien que ces dispositions très brèves aient été complétées par diverses ordonnances, de nombreuses lacunes existaient encore. Une loi générale était nécessaire pour fixer de façon précise comment et dans quel cas les impôts ecclésiastiques pourraient être levés. La loi du 14 juillet 1905, applicable dans toute l'étendue de la monarchie prussienne, permet aux paroisses et aux unions de paroisses de lever les impôts qui leur sont nécessaires pour équilibrer leur budget. Cette loi va faire l'objet de l'étude suivante:

A. Droit d'imposition des paroisses catholiques.

— « Les paroisses catholiques, dit le paragraphe 1, sont autorisées, pour faire face à leurs besoins, à percevoir des impôts. » Ces paroisses ne peuvent faire usage de ce droit d'imposition que lorsque les conditions suivantes se trouvent réalisées: a) les recettes ordinaires doivent être inférieures aux dépenses prévues; le budget de la paroisse doit être en déficit; b) il ne doit pas exister de personnes, patron ou tout autre obligé de droit, tenues à fournir à la paroisse les sommes nécessaires pour faire face aux dépenses qu'entraîne ce déficit. La loi ne détermine pas les dépenses qui doivent être prises en considération. On range ordinairement parmi celles-ci: les dépenses courantes nécessitées par l'entretien des édifices destinés au culte, des presbytères, la rétribution des ecclésiastiques et des employés de l'église, les dépenses extraordinaires telles que celles entraînées par la construction de nouvelles églises ou autres bâtiments.

B. Personnes soumises au paiement des impôts ecclésiastiques. — « Tous les catholiques qui sont domiciliés dans la paroisse sont tenus au paiement des impôts ecclésiastiques » (§ 2). Par « catholiques », la loi ne comprend que les personnes physiques; toutes les personnes morales qui ont leur domicile légal dans la paroisse ne doivent donc pas payer ces impôts. En sont aussi dispensées, les personnes qui ont déclaré ne plus appartenir

à l'Eglise catholique, en se conformant aux prescriptions de la loi du 14 mai 1873 sur la sortie de l'Eglise.

Le « domicile » est celui défini par le droit civil, la simple résidence dans une paroisse n'entraîne donc pas l'obligation au paiement de l'impôt. Si une même personne possède plusieurs domiciles légaux, dans chacun d'eux la part du revenu total de cette personne résultant des biens fonciers, des établissements commerciaux ou industriels (y compris les mines), du commerce et de l'industrie (y compris l'exploitation des mines), de la participation à une société à responsabilité limitée, est imposable dans la paroisse dans laquelle sont situés les biens fonciers et les établissements précités ou bien dans laquelle la profession est exercée (§ 4). Il existe pourtant une exception à cette règle générale: lorsque, dans une même paroisse, le revenu des biens fonciers ou des établissements qui y sont situés s'élève à plus des trois quarts du revenu total des contribuables, la paroisse dans laquelle se trouvent les autres biens est autorisée à imposer un quart entier des revenus. Si ces autres biens sont disséminés dans plusieurs paroisses, celles-ci se partagent le produit de l'impôt sur le quart des revenus d'après leur importance respective. Dans le calcul de chacune de ces parts d'impôts, l'alinéa 4 du paragraphe 50 de la loi du 30 juillet 1895 sur les impôts communaux est applicable. Cet article est ainsi conçu: « Dans chaque cas le revenu total du contribuable doit être évalué et

le montant de l'impôt ainsi trouvé doit être déduit du revenu à laisser hors de compte ».

Lorsque les époux sont, l'un catholique, l'autre protestant, l'époux catholique doit être imposé jusqu'à concurrence de la moitié du taux de l'impôt auquel est tenu le mari. Lorsque la femme paie elle-même des impôts d'Etat, il doit en être tenu compte dans le calcul des impôts ecclésiastiques, que l'époux catholique est tenu de payer.

Si le patron et les autres obligés sont catholiques et sont domiciliés dans la commune, ils doivent être imposés comme les autres contribuables catholiques; ils sont toutefois dispensés de payer la part d'impôts concernant les dépenses auxquelles ils doivent contribuer en leur dite qualité.

La loi détermine enfin les personnes qui sont dispensées de payer ces impôts. Ce sont :

a) Celles qui sont déjà dispensées du paiement de l'impôt sur le revenu et des autres impôts établis par l'Etat (*staatlich veranlagte Steuer*);

b) Les ecclésiastiques et employés de l'église, en ce qui concerne les revenus de leurs fonctions ecclésiastiques ou leur retraite. « Les ecclésiastiques, dans le sens de cette loi, dit l'instruction ministérielle du 24 mars 1906, sont ceux qui ont été ordonnés prêtres et qui occupent une fonction ecclésiastique. Il n'est pas à distinguer s'ils ont été appelés au service de l'église par la paroisse elle-même ou s'ils ont été nommés à un autre emploi avec des fonctions ecclésiastiques; il faut toutefois que leur

nomination ait été effectuée par l'autorité ecclésiastique, ou approuvée par elle.»;

c) Les veuves et les orphelins des employés de l'église, en ce qui concerne les sommes qui leur sont accordées en considération de l'emploi ecclésiastique occupé par le mari ou par le père défunt;

d) Les personnes qui étaient dispensées légalement du paiement de ces impôts avant l'entrée en vigueur de la loi de 1905, ou bien qui en étaient dispensées en vertu de titres particuliers; ce sont, par exemple, les membres de la maison royale Hohenzollern ou des maisons princières de la même famille, les membres de l'ancienne maison royale de Hanovre.

L'obligation de payer l'impôt ecclésiastique commence le premier jour du mois qui suit celui pendant lequel on a établi son domicile dans la paroisse. Elle finit à la fin du mois pendant lequel le contribuable est décédé ou à la fin du mois pendant lequel le changement de domicile a été effectué, s'il a été fait une déclaration à ce sujet à la paroisse; en cas de non-déclaration, elle finit à la fin du mois suivant (§ 3).

C. *Etablissement de l'impôt.* — Pour répartir entre les catholiques tenus au paiement de l'impôt les sommes qui lui sont nécessaires pour équilibrer son budget, la paroisse doit prendre pour base les impôts dus à l'Etat par les mêmes contribuables. La contribution payable à l'église forme un supplément qui vient s'ajouter à ces impôts

suivant une proportion la même pour tous. L'impôt d'Etat sur le revenu doit toujours être pris pour base de cette répartition: on peut aussi se servir de certains autres impôts d'Etat tels que les impôts fonciers et de patente, mais en se conformant aux conditions suivantes: a) on ne peut les employer que conjointement avec l'impôt sur le revenu; b) le pourcentage qui leur est appliqué pour la détermination de l'impôt ecclésiastique ne peut être supérieur à celui appliqué à l'impôt sur le revenu; c) ils ne peuvent être employés que si les immeubles ou les établissements pour lesquels ils sont perçus sont situés dans le territoire de la paroisse.

Lorsque les impôts d'Etat ne peuvent servir de base pour l'établissement des impôts ecclésiastiques, par exemple dans le cas où un ecclésiastique est dispensé du paiement de ces derniers impôts en ce qui concerne les revenus de ses fonctions ecclésiastiques, l'autorité ecclésiastique chargée de la répartition des impôts est autorisée à établir les revenus imposables suivant les règles administratives en vigueur à ce sujet.

En aucun cas, les impôts communaux ne sont pris en considération. La répartition doit avoir lieu d'après des règles fixes applicables sans distinction à tous les contribuables; toute progression est interdite; le rapport entre la somme totale des impôts d'Etat ayant servi de base à l'établissement de l'impôt ecclésiastique, et ce dernier impôt doit être le même pour tous les contribu-

bles. La loi prévoit toutefois les exceptions suivantes à ces règles générales :

1. Les personnes qui reçoivent des secours permanents de l'assistance publique doivent être exclues de la répartition (art. 11, al. 5).

2. Celles dont le revenu est inférieur à 900 marks et qui sont, par suite, dispensées du paiement de l'impôt sur le revenu, et celles dont le revenu est compris dans les six dernières classes de cet impôt (de 900 à 1.800 marks) peuvent aussi être exclues de la répartition où il peut leur être appliqué un quotient de répartition inférieur au quotient normal (art. 11, al. 4).

3. Si les dépenses qui ont entraîné la perception de l'impôt ont été faites au profit d'une partie nettement délimitée de la paroisse, les habitants soumis à l'impôt de cette partie de paroisse peuvent être imposés d'une façon particulière; ce cas peut se produire, par exemple, pour la construction d'une chapelle particulière destinée au service divin d'une partie de la paroisse trop éloignée de l'église principale... Le paragraphe 6 de la loi du 24 mai 1903 sur les unions de paroisses, qui admet la répartition de frais semblables sur l'ensemble des membres des paroisses faisant partie de l'union, n'est pas modifiée par cette disposition.

4. Le paragraphe 14 autorise les paroisses et les unions de paroisses à remplacer, après entente à ce sujet avec les intéressés, les contributions sous forme d'additions aux impôts d'Etat par des impôts forfaitaires payables d'avance pour une

ou plusieurs années, par les établissements industriels ou les mines. Cette disposition a pour but d'éviter à la paroisse les inconvénients résultant pour son administration des oscillations des recettes fiscales. Ces ententes sont aussi faites dans l'intérêt des personnes soumises à l'impôt, car elles leur permettent d'établir leur budget sur des bases fixes. Il ne doit pas pourtant résulter de ces ententes un avantage pécuniaire en faveur du contribuable: le total des sommes ainsi versées par lui doit être égal aux sommes qu'il aurait été tenu de payer s'il avait été imposé de la manière ordinaire.

5. En cas de modification de la circonscription de la paroisse, ou pour compenser des dépenses faites par elles au profit de la paroisse, certaines personnes tenues au paiement de l'impôt ecclésiastique peuvent en être dispensées en totalité ou imposées de façon moindre pendant un nombre d'années déterminé.

D. *Perception de l'impôt.* — La préparation et l'exécution des décisions concernant la perception d'un impôt ecclésiastique, prises avec l'assentiment de la représentation de la paroisse ou du conseil de l'union, sont, dans les paroisses, de la compétence du conseil de direction et, dans les unions de paroisses, de la compétence de la commission du conseil de l'union ou de ce conseil lui-même.

L'établissement de l'impôt a lieu pour la durée

d'un exercice ou pour une période égale à deux ou trois exercices. Chaque exercice commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de l'année suivante.

Pour faciliter le travail de répartition de l'impôt ecclésiastique, les autorités administratives compétentes sont tenues de communiquer au conseil de direction de la paroisse les pièces et renseignements nécessaires à l'établissement de cet impôt. Dans le cas où le revenu qui a servi de base à l'établissement de l'impôt d'Etat n'est pas le même que celui sur lequel porte l'impôt ecclésiastique, le conseil de direction peut user des droits qui sont conférés par la loi sur les impôts communaux du 14 juillet 1893 (§ 63, al. 2 et 3 à 5, §§ 79 et 81) à la commission chargée de la fixation des impôts d'Etat. Ces articles concernent le droit pour cette commission de demander au contribuable des renseignements écrits sur ses revenus. Le conseil de direction ne peut exécuter les décisions relatives à la levée des impôts qu'après avoir obtenu, dans les cas prévus par la loi, les autorisations épiscopale et gouvernementale. Ces cas sont au nombre de quatre: a) pour la perception de l'impôt lui-même (§ 1, al. 3); b) pour les ententes au sujet d'une imposition forfaitaire avec les propriétaires des usines ou des mines; c) pour la dispense d'impôts ou l'imposition moindre de certains contribuables (§ 15, al. 2); d) pour le remplacement des prestations (*Hand- und Spanndienste*) par une taxe (§ 6, al. 1). D'après l'instruc-

tion ministérielle, l'autorisation doit être demandée à l'évêque et ensuite au gouvernement.

Les autorisations obtenues, le conseil de direction doit, selon les usages du lieu, faire publier le pourcentage de l'impôt. Sur l'ordre de l'évêque, cette publication peut être remplacée par une circulaire adressée sous pli fermé à chaque contribuable. La publication effectuée, les impôts sont exigibles dans les huit premiers jours de chaque trimestre. Lorsque le montant de ces impôts n'est pas supérieur aux 20 0/0 de l'impôt sur le revenu, le mode de paiement peut être annuel. Avant la date fixée pour le paiement des impôts ecclésiastiques, il doit être envoyé aux contribuables une sommation de payer avec indication du montant à percevoir, de l'heure et du lieu de paiement.

E. *Voies de recours.* — Sauf deux exceptions concernant les cas prévus par les paragraphes 9 et 10 de la loi du 21 mai 1861, et pour lesquelles on emploie la procédure ordinaire, dans tous les autres cas la loi du 14 juillet institue une série de voies de recours spéciales. Celles-ci sont au nombre de quatre :

A. Dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la sommation de payer, le contribuable peut faire opposition à l'impôt dont il est frappé devant le comité de direction de la paroisse. La décision du comité, ainsi que l'exposé des motifs de cette décision, doivent lui être communiqués par écrit.

B. Lorsqu'une personne possède des revenus dans plusieurs paroisses, si elle juge qu'elle a été imposée à tort ou d'une manière non conforme à la loi dans certaines de ces paroisses, elle peut demander que la répartition de son revenu total entre les diverses paroisses soit opéré par l'administration de l'Etat. Cette proposition, dans un délai de quatre semaines à partir de la sommation de payer, doit être soumise à l'évêque, qui la transmet avec des observations à l'autorité administrative compétente (*Regierungspräsident*) pour décider à ce sujet.

C. Il peut être fait appel des décisions du conseil de direction de la paroisse rendues sur les oppositions aux impôts ecclésiastiques. Cet appel est porté, dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la sommation de payer, devant l'autorité épiscopale, qui le transmet avec ses observations à l'autorité administrative compétente. Cette dernière décide en dernier ressort.

D. Il existe enfin une voie de recours contre les décisions de l'autorité administrative. Le contribuable peut porter ces décisions devant le tribunal administratif supérieur dans les deux cas suivants: *a)* si le droit en vigueur n'a pas été appliqué ou si son application est erronée); *b)* s'il existe des vices de procédure.

F. *Poursuites en cas de non paiement.* — Les règles ordinaires de contrainte administrative sont applicables à la perception des impôts ecclésiasti-

ques. Les poursuites sont exercées par les fonctionnaires de l'Etat à la demande des administrateurs ecclésiastiques compétents.

La loi détermine, en dernier lieu, les règles concernant certains points secondaires, tels que la réclamation des impôts arriérés, la prescription...

II. IMPOTS EN FAVEUR DES DIOCÈSES

Nous avons déjà vu, dans la première section de ce chapitre, que le diocèse devait concourir pécuniairement à la création de nouvelles paroisses. Jusqu'en 1903, pour pouvoir se procurer les ressources nécessaires dans ce but, les évêques devaient faire appel à la générosité des particuliers, et souvent ils ne pouvaient obtenir les sommes suffisantes. La loi du 29 mai 1903, approuvée par l'épiscopat allemand, est venue remédier à cette situation fâcheuse. Elle autorise les évêques à former une caisse diocésaine destinée à aider à la création de nouvelles paroisses ou à la construction de nouvelles églises ou de nouveaux presbytères dans les paroisses déjà existantes. Cette caisse est alimentée par un impôt calculé de la même manière que les impôts paroissiaux, mais dont le montant ne peut être supérieur à 1 0/0 des impôts d'Etat payés par les membres des paroisses faisant partie du diocèse. Les diverses caisses diocésaines peuvent s'entr'aider mutuellement. Au produit de cet impôt viennent s'ajouter

les 200.000 marks que l'Etat inscrit annuellement dans son budget pour la création de nouvelles paroisses.

« L'autorité épiscopale, dit l'article 2, administre la caisse diocésaine, elle fixe le montant de l'impôt sans dépasser les limites légales et répartit cet impôt entre les diverses paroisses du diocèse. »

L'impôt ainsi établi est payable, soit directement par la paroisse, soit par les membres de la paroisse, après une répartition effectuée d'après les règles ordinaires des impôts ecclésiastiques, lorsque les revenus de la paroisse ne lui permettent pas de le payer directement. Si la paroisse se refuse à porter sur son budget la part d'impôt diocésain qui lui incombe, l'évêque peut procéder à l'inscription d'office de cette somme sur le budget de cette paroisse, en vertu du paragraphe 53 de la loi du 20 juin 1875, applicable aussi à ce cas.

L'évêque ne peut toutefois prendre seul les diverses mesures prévues par cette loi; les décisions concernant la perception de l'impôt diocésain et la fixation du quantum de cet impôt sont soumises à l'autorisation du président supérieur. De plus, les règles de la loi du 7 juin 1876 sur la surveillance de l'administration du patrimoine du diocèse sont aussi applicables à l'administration de cette caisse. En cas de désaccord entre l'évêque et le président supérieur, le ministre des Cultes décide.

B. La loi du 21 mars 1906 est venue compléter les dispositions de la loi du 29 mai 1903. Cette der-

nière, en effet, ne prévoyait la création d'une caisse diocésaine que dans le but d'aider à la formation de nouvelles paroisses ou à la construction de nouvelles églises dans les paroisses déjà existantes. La loi nouvelle permet aux évêques de se procurer les ressources suffisantes pour faire face aux autres dépenses entraînées par l'administration des diocèses. Dans ce but, ils sont autorisés à percevoir une nouvelle contribution qui peut s'élever jusqu'à 3 0/0 du montant des impôts d'Etat payés par les contribuables soumis au paiement de l'impôt ecclésiastique. Cette contribution est établie de la même manière que ce dernier impôt.

L'article 2 de la loi déclare applicables toutes les autres dispositions de la loi du 29 mai 1903.

Section IV

Rétribution des ecclésiastiques

Par la loi du 2 juillet 1898, le gouvernement a posé les règles d'après lesquelles doivent être réparties les sommes inscrites au budget dans le but d'aider à la rémunération des ecclésiastiques; il a ensuite fixé le traitement minimum que ces ecclésiastiques doivent recevoir.

Dans le premier article de cette loi, le législateur s'empresse de poser le principe qui régit la coopération de l'Etat en cette matière; l'Etat n'est

pas tenu de rémunérer les ecclésiastiques; il n'existe à son égard aucun droit de créance de la part de ces derniers et les sommes portées au budget ne doivent être considérées que comme une simple subvention toujours révocable. Ce sont les paroisses qui doivent subvenir aux besoins des ministres du culte, et ce n'est que dans le cas où ces paroisses ont des ressources insuffisantes qu'une part de la subvention de l'Etat doit leur être accordée.

Tous les ecclésiastiques n'ont pas droit à cette subvention: l'article 2 de la loi s'exprime ainsi: « Chaque curé catholique nommé à une fonction permanente reçoit... ». Que faut-il entendre par « fonction permanente »? La loi ne donne pas de réponse à ce sujet. C'est l'administration qui détermine, dans chaque cas particulier, si une fonction peut être considérée comme permanente ou non. Les paroisses de missions ne rentrent pas dans cette catégorie; de même les paroisses dépendant d'une cathédrale (*Domgemeinden*), les emplois d'aumôniers militaires ou d'aumôniers attachés à certains établissements civils.

Le revenu d'une fonction ecclésiastique permanente: a) doit être au moins de 1.500 marks, plus le logement et un jardin (art. 2 et 6); b) avec l'autorisation épiscopale, les intéressés (paroisse, patron ou tierces personnes) peuvent accorder à l'ecclésiastique le supplément de revenus qu'elles jugent nécessaires (art. 3); c) lorsque le revenu paraît insuffisant par suite de la situation locale

ou si ce revenu ne répond pas aux besoins d'une fonction particulièrement difficile et pénible, l'évêque peut ordonner que ce revenu sera élevé d'une façon permanente, ou pour un certain nombre d'années seulement, à la somme de 2.100 marks (art. 2); *d*) enfin, le revenu des fonctions ecclésiastiques augmente avec le nombre d'années de service, sans préjudice des suppléments qui peuvent leur être accordés en vertu des articles 3 et 4, les ecclésiastiques doivent avoir:

Après 5 ans de services accomplis un revenu de 1900 marks

— 10	—	—	—	2300	—
— 15	—	—	—	2600	—
— 20	—	—	—	2900	—
— 25	—	—	—	3200	—

Dans le temps de service doivent être comprises les années pendant lesquelles les ecclésiastiques, après leur ordination, ont professé dans une école publique prussienne.

L'article 6 oblige la paroisse à accorder aux ecclésiastiques la partie du revenu minimum (art. 2), ainsi que les suppléments nécessités par les conditions particulières de la paroisse (art. 3) ou par la durée du service (art. 5), que le produit des biens attachés à la fonction ou les autres recettes ecclésiastiques du titulaire de la fonction ne suffisent pas à parfaire. Cette obligation n'existe, pour la paroisse, que si d'autres personnes ne sont pas déjà tenues de fournir aux ecclésiastiques les revenus fixés par la loi.

Les revenus des ecclésiastiques proviennent donc de trois sources différentes : a) d'abord des revenus de la fonction qu'ils occupent ; b) en cas d'insuffisance de ces revenus, la paroisse doit fournir les sommes nécessaires ; c) enfin, si la paroisse n'a pas elle-même des moyens suffisants, la subvention accordée par l'Etat vient parfaire le traitement de l'ecclésiastique. L'article 10 prévoit comment les revenus de la fonction doivent être établis : « Les règles générales pour le décompte des revenus attachés à une fonction et des autres recettes ecclésiastiques de cette fonction seront déterminées par le ministre des Cultes après audition de l'évêque. Le montant des revenus d'une fonction est fixé, pour les cures existantes, à partir du moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, et pour les cures qui seront créées par la suite, après la création de ces dernières. L'autorité épiscopale détermine le montant des revenus de chaque fonction et porte sur l'état les cures du diocèse nécessitant une amélioration, les emplois dont le revenu est inférieur à 3.200 marks, avec indication du revenu de cet emploi déterminé par lui. Après l'expiration d'une période de douze années comptées à partir de l'entrée en vigueur de cette loi, et dans la suite, après chaque période de douze années, l'autorité épiscopale doit reviser cet état.

Une circulaire du ministre des Finances et des Cultes du 20 janvier 1899, adressée aux préfets et aux évêques, fixe les règles générales prévues par

cet article. D'après cette circulaire, sont considérés comme revenus de la fonction « toutes les recettes ou usufruits qui appartiennent au titulaire d'une fonction ecclésiastique, en considération de cette fonction, pendant la durée de celle-ci, y compris les sommes provenant des impôts ecclésiastiques et les suppléments pris sur la caisse de la paroisse ou accordés par des tiers ». Par suite, la circulaire exclut des revenus de la fonction : *a)* la maison d'habitation, le jardin y attenant ou l'indemnité de logement; *b)* les subventions de l'Etat; *c)* les revenus des fonctions accessoires telles que celles d'aumôniers de l'armée ou des établissements publics, de professeur, etc...; *d)* les revenus provenant de l'administration d'une cure avant l'entrée en fonction; *e)* les dons volontaires.

Entrent en ligne de compte: *a)* les intérêts des capitaux appartenant à la fonction; *b)* les revenus des biens fonciers; *c)* des vignobles; *d)* des forêts; *e)* la valeur des produits naturels tels que les céréales, les bois, les fruits...; *f)* les recettes du droit d'étole, etc., etc... Pour la fixation du montant de chacune de ces sources de revenu, on doit se baser sur la recette moyenne des six dernières années.

C'est donc lorsque toutes ces recettes n'atteignent pas le chiffre fixé par la loi pour le traitement de l'ecclésiastique, que la paroisse ou les tiers obligés sont tenus de fournir les sommes qui manquent.

La subvention totale du gouvernement s'élève annuellement à la somme de 3.438.400 marks. La part de cette somme qui est mise à la disposition de chaque diocèse est fixée par un état en considération du nombre de places qui ont un revenu inférieur à celui fixé par la loi. Si la subvention allouée à un diocèse n'est pas complètement dépensée dans le courant de l'année, les économies ainsi réalisées sont ajoutées à la subvention de l'année suivante.

À la fin de chaque année, un rapport concernant l'emploi de la subvention et des économies qui sont venues s'ajouter à cette dernière doit être présenté aux ministres des Finances et des Cultes.

Enfin, l'évêque, avec l'assentiment de l'administrateur compétent (*Regierungspräsident*) détermine quels sont les emplois qui doivent recevoir une partie de la subvention accordée au diocèse. Dans cette répartition, l'évêque doit prendre en considération le montant des impôts d'Etat déjà payés par la commune, ainsi que la situation économique et religieuse. Les sommes ainsi accordées sont payées directement aux bénéficiaires par les trésoriers de l'Etat.

En plus de la subvention générale précitée, le gouvernement inscrit aussi chaque année au budget une somme de 200.000 marks destinée à parfaire le traitement des ecclésiastiques appartenant aux paroisses nouvellement créées. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les diocèses doivent concourir pécuniairement à cette création. Les sommes nécessaires sont accordées par les mi-

nistres des Finances et des Cultes, mais les économies réalisées dans le courant d'un exercice ne sont pas reportées à l'exercice suivant (art. 8).

Contrôle de l'Etat. — Dans certains cas où la loi charge l'évêque de prendre une décision, ce dernier doit obtenir l'autorisation du gouvernement. Cette autorisation est nécessaire dans les cas suivants : *a)* pour fixer à 2.100 marks le revenu d'une fonction ecclésiastique ; *b)* pour déterminer la part de la subvention de l'Etat qui doit être allouée à un ecclésiastique déterminé ; *c)* pour fixer le revenu exact de chaque fonction ; *d)* pour la révision de l'état des fonctions à subventionner ; *e)* pour fixer, en cas de non paiement, les sommes échues qui doivent être réclamées à la paroisse par le titulaire d'un emploi ecclésiastique.

La loi supprime enfin tout recours contentieux en cette matière.

CHAPITRE III

LES ORDRES RELIGIEUX

SOMMAIRE : I. Les Jésuites. — Historique. — Loi du 4 juillet 1872. Décrets du 5 juillet 1872, du 20 mai 1873 et du 18 juillet 1894. — II. Législation concernant les autres ordres religieux. — III. Situation actuelle des ordres religieux en Prusse.

I. Les ordres religieux avaient pris en Prusse un essor extraordinaire après la Révolution de 1848. Grâce à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui avait fait disparaître les entraves qui s'opposaient au développement de l'Eglise, de nombreux cloîtres et monastères avaient été créés. Les Jésuites déployèrent dans tout le pays une activité extraordinaire, ils multiplièrent les missions populaires et amenèrent à l'Eglise de nouveaux et nombreux fidèles. Les nombreuses conversions qu'ils obtenaient, le réveil de la foi catholique qui était en partie leur œuvre ne tardèrent pas à ameuter contre eux les protestants et les libres-penseurs. Un mouvement hostile se dessina bientôt contre eux, et dès que le gouvernement eut décidé, après son alliance avec les nationaux libéraux, de revenir à

l'ancienne politique combattive à l'égard de l'Eglise catholique, son premier soin fut de se débarrasser des Jésuites, ses adversaires les plus gênants. Des pétitions contre la compagnie de Jésus adressées au Reichstag par les vieux-catholiques et les protestants, firent l'objet d'une discussion les 15 et 16 mai 1872; les députés libéraux ne manquèrent pas d'attaquer violemment cette congrégation, et l'assemblée émit le vœu que le gouvernement déposât un projet de loi réglementant les ordres et congrégations. Un premier projet de loi rédigé par Friedberg au nom du Conseil fédéral fut jugé insuffisant; ce fut un second projet bien plus sévère qui fut présenté au Reichstag. Il fut voté le 19 juin à une grande majorité: cinq jours après, le Conseil fédéral le votait à son tour à la quasi-unanimité de ses membres.

Cette nouvelle loi était ainsi conçue:

§ 1. — L'ordre de la compagnie de Jésus, les ordres et congrégations ayant la forme d'ordres qui lui sont affiliés sont exclus du territoire de l'Empire allemand.

La fondation d'établissements de ces ordres est interdite. Les établissements existant actuellement devront être dissous dans un délai qui sera fixé par le Conseil fédéral et qui ne pourra dépasser six mois.

§ 2. — Les membres de l'ordre de la compagnie de Jésus, des ordres et des congrégations ayant la forme d'ordre qui lui sont affiliés, peuvent être expulsés du territoire fédéral s'ils sont étrangers;

s'ils sont indigènes, le séjour dans un district déterminé peut leur être interdit ou enjoint.

§ 3. — Les règlements nécessaires pour l'exécution et la garantie de l'exécution de cette loi seront rendus par le Conseil fédéral.

En vertu de ce dernier paragraphe, le 5 juillet le Conseil fédéral fixait, dans le décret suivant, les conditions d'application de cette loi :

§ 1. — Comme l'ordre de la compagnie de Jésus est exclu de l'Empire allemand, il ne doit pas être permis aux membres de cet ordre d'accomplir tout acte de leur ministère, en particulier dans l'Eglise et l'école, ainsi que de tenir une mission.

§ 2. — Les établissements de l'ordre de la compagnie de Jésus devront être dissous au plus tard dans un délai de six mois à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 3. — Les décisions à prendre, dans ces cas particuliers, pour l'exécution de la loi, seront prises par l'autorité de la police générale du pays.

Donc, non seulement la compagnie de Jésus était dissoute, mais le Conseil fédéral, aggravant en cela les décisions prises par le Reichstag, interdisait aux Jésuites toute activité religieuse et même l'accomplissement des actes que tout prêtre peut faire.

Un décret du 20 mai 1873 détermina les ordres que le gouvernement considérait comme affiliés à la compagnie de Jésus et qui devaient, par suite, tomber sous le coup de la loi du 4 juillet 1872. C'étaient : les Rédemptoristes, les Lazaristes, les

prêtres du Saint-Esprit et la société du Sacré-Cœur de Jésus. Ces ordres furent eux aussi dissous et un délai de six mois leur fut accordé pour la fermeture de leurs établissements.

Après le Culturkampf, l'animosité contre les Jésuites ne cessa pas; bien que certains ordres fussent rappelés en Allemagne, la compagnie de Jésus ne vit pas rapporter la loi de 1872. Un décret du 18 juillet 1894 modifia toutefois les prescriptions du décret du 20 juillet 1873; il décida que les Rédemptoristes et les prêtres du Saint-Esprit ne devaient plus être considérés comme affiliés à la compagnie de Jésus; leur retour en Allemagne fut dès lors possible.

Au cours de ces dernières années, le Reichstag a voté plusieurs fois, notamment en 1913, l'abrogation de la loi contre les Jésuites; mais le Conseil fédéral a toujours refusé jusqu'ici de se prêter à cette abrogation.

II. Les nationaux libéraux ne devaient pas laisser les autres ordres religieux en repos: pendant la période critique du Culturkampf, en 1875, un projet de loi fut déposé contre eux. Il avait tout d'abord été question de les supprimer tous, mais devant les pertes énormes que cette suppression aurait entraînées le gouvernement se résolut à ne demander la dissolution que des ordres qui ne s'occupaient pas exclusivement du soin des malades. La loi du 31 mai 1875 accordait un délai de six mois pour la fermeture des établissements congréganistes, exception faite toutefois « pour les

établissements s'occupant de l'instruction et de l'éducation de la jeunesse », auxquels le ministre des Cultes pouvait accorder un délai de quatre ans afin de permettre la création de nouvelles écoles destinées à remplacer les établissements tombant sous le coup de la loi. Les ordres qui continuaient à exister « pouvaient toutefois être dissous en tout temps par ordonnance royale ». Les biens des ordres dissous ne devenaient pas la propriété de l'Etat, ce dernier devait seulement veiller à leur conservation et les administrer. Grâce à cette loi, 296 couvents furent fermés.

Lorsque le gouvernement se décida à cesser sa lutte contre l'Eglise catholique, de nouvelles lois abrogèrent bientôt les mesures arbitraires prises contre les ordres religieux. La loi du 14 juillet 1880 permit au ministre des Cultes d'autoriser les congrégations s'occupant exclusivement du soin des malades à créer de nouveaux établissements; mais cette autorisation était toujours révocable. « Au soin des malades, disait cette loi, doit être assimilé, dans le sens de la loi du 31 mai 1875, le soin et l'instruction des aveugles, des muets, des sourds, des faibles d'esprit et des femmes de mauvaise vie. » La loi du 21 mars 1886 étendit encore le sens de l'expression « soin des malades ». « Tous les établissements d'assistance tels que les orphelinsats, les asiles, les maisons de travailleurs peuvent être dirigés par des congréganistes. »

Enfin, la loi du 29 avril 1887, article 5, autorisa les congrégations jusque-là interdites à s'éta-

blir sur le sol prussien; les biens qui leur avaient été enlevés en 1875, lors de leur dissolution, devaient leur être rendus lorsqu'elles auraient obtenu le droit d'association, et à la condition de subvenir aux besoins des membres qui faisaient partie avant 1875 de leur congrégation.

III. De toute cette législation se dégagent, en ce qui concerne les ordres et les congrégations, les règles suivantes:

I. Ne peuvent résider en Prusse que les ordres et congrégations dont l'existence a été admise par la loi. Ce sont:

a) Ceux qui s'occupent exclusivement du soin des malades (loi de 1875);

b) Ceux qui ont pour but d'aider à la direction des consciences (loi du 20 avril 1887);

c) Ceux qui se destinent à la bienfaisance chrétienne (loi du 20 avril 1887);

d) Ceux qui se destinent à l'enseignement et l'éducation des jeunes filles dans les écoles supérieures de filles ou dans les établissements de même nature;

e) Ceux dont les membres mènent une vie contemplative.

2. Ayant de fonder un établissement quelconque, l'ordre doit obtenir l'autorisation des ministres de l'Intérieur et des Cultes (1). Cette autorisation est toujours révocable par décret royal.

(1) Comparer avec l'article 13 de la loi française du 1^{er} juillet 1901.

L'autorisation de ces ministres est aussi nécessaire lorsque les établissements existants ou de nouveaux établissements veulent s'occuper de la formation de missionnaires pour l'étranger. Elle est encore nécessaire chaque fois qu'un couvent veut créer un établissement de bienfaisance, asile, maison de retraite, etc...

3. Les établissements des ordres et congrégations sont placés sous la surveillance de l'Etat (§ 3 de la loi du 31 mai 1875; § 2, art. 5 de la loi du 20 avril 1887). Une circulaire ministérielle du 27 janvier 1887 des ministres de l'Intérieur et des Cultes précise comment doit s'exercer cette surveillance :

a) Les ordres ne peuvent accepter comme membres que des personnes possédant la nationalité d'empire;

b) Les mineurs ne peuvent être acceptés qu'avec l'autorisation écrite de ceux qui sont chargés de leur éducation;

c) Les ministres se réservent le droit de fixer par de nouveaux règlements certains points spéciaux concernant certaines congrégations données, de déterminer, entre autres, le nombre maximum des nouvelles admissions;

d) Au début de chaque année, le directeur de chaque établissement doit adresser au ministre un état des membres de la congrégation qui ont résidé dans l'établissement au cours de l'année précédente. Cet état doit, entre autres, indiquer le nom patronymique et le nom de religion du moine, son occupation habituelle dans le couvent, sa nationa-

lité, la date de sa naissance, le jour de son admission dans l'ordre, celui de l'arrivée dans le couvent, etc... (1).

Depuis la promulgation de la loi de 1887, les ordres se sont développés en Allemagne d'une façon surprenante; le nombre des établissements congréganistes s'élevait en 1906 à 2.049; ils comprenaient 29.786 membres. Comme le fait très justement remarquer M. Kissling, ce chiffre ne doit pas paraître trop élevé si on le compare à celui de la population catholique. Les établissements congréganistes, en effet, s'occupent la plupart de bienfaisance et admettent indifféremment les catholiques et les protestants.

(1) Comparer avec l'article 15 de la loi française du 1^{er} juillet 1901.

CHAPITRE IV

L'ÉGLISE ET L'ÉCOLE

SOMMAIRE ; Historique. — I. Ecoles confessionnelles, écoles simultanées. — Loi du 28 juillet 1906. — II. — Inspection scolaire. — Loi du 11 Mars 1872. — III. Instruction religieuse. — IV. Ecoles privées.

Jusqu'à la Réforme, l'Etat avait laissé à l'Eglise le soin d'instruire la jeunesse ; les écoles, et surtout les écoles primaires, étaient alors en général des annexes des églises ou des cloîtres. Après la Réforme, les princes protestants s'immiscèrent dans l'organisation de l'école ; en vertu du *jus episcopale*, qui s'était formé à leur profit, ils confièrent aux consistoires la haute surveillance de l'école, et les pasteurs exercèrent sur l'école la surveillante directe (ordonnance de 1573). Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les rapports entre l'Eglise et l'école furent très étroits ; les maîtres devaient avant tout « instruire les enfants dans la crainte de Dieu » (règlement scolaire de 1763) : l'instruction religieuse formait la base de l'enseignement primaire.

Le règlement de 1763 était aussi applicable à l'Eglise catholique; l'inspection des écoles catholiques était confiée à l'archiprêtre. Mais lorsque l'annexion du Schlesien eut donné à la Prusse une province presque exclusivement catholique, le gouvernement jugea utile de déterminer, par un décret semblable à celui de 1763, les rapports de l'Eglise catholique avec l'école. L'ordonnance de 1765 ordonnait aux prêtres d'enseigner à la jeunesse les devoirs de fidélité, d'obéissance et d'attachement au souverain et à l'autorité dépendant des lois. La surveillance immédiate de l'école appartenait au curé et aux vicaires; au-dessus d'eux était placé l'archiprêtre et enfin la surveillance générale était confiée au prince-évêque de Breslau. Ce règlement considérait l'instruction de la jeunesse et la surveillance de cette instruction comme un devoir de la fonction ecclésiastique; l'instruction de la jeunesse n'appartenait pas à l'Etat.

Mais à partir du XVIII^e siècle, l'Etat chercha à enlever au clergé l'inspection des établissements d'instruction; une thèse nouvelle commençait à prévaloir: la mission éducatrice du clergé ne découlait plus de ses fonctions ecclésiastiques: le prêtre, dorénavant, devait remplir certaines conditions pour pouvoir s'occuper d'instruction, et l'Etat s'attribuait la haute surveillance de l'école. Le Code général prussien posa ces nouveaux principes: « Tous les établissements publics d'instruction et d'éducation sont placés sous la surveillance de l'Etat »; les écoles ne peuvent être créées

qu'avec l'assentiment de l'Etat: l'admission des enfants dans une école ne peut être refusée parce que l'enfant appartient à l'une ou l'autre religion; les instituteurs doivent prouver qu'ils sont aptes à exercer leur profession, etc... L'inspection directe de l'école est laissée aux ecclésiastiques, mais l'Etat affirme son droit de s'immiscer dans l'organisation scolaire et de surveiller si l'éducation des enfants est faite d'après les principes qu'il pose.

Dans le cours du xix^e siècle, l'Etat chercha à réduire le plus possible l'influence de l'Eglise dans l'école et de s'attribuer le droit exclusif de l'enseignement de la jeunesse.

A notre époque, il existe trois idées différentes en ce qui concerne la situation respective de l'Etat et de l'Eglise: *a)* certains revendiquent pour l'Etat seul le droit d'enseigner la jeunesse et refusent de laisser à l'Eglise le droit d'exercer sa haute mission éducatrice; *b)* d'autres admettent la coopération de l'Eglise et de l'Etat à cet enseignement; *c)* d'autres enfin revendiquent pour l'Etat seul le droit de réglementer et de diriger l'école; ils n'admettent la coopération de l'Eglise que pour l'enseignement de la religion, et en tout cas les prêtres agissent au nom de l'Etat. C'est cette troisième opinion qui tend à prévaloir.

I. ECOLES CONFESSIONNELLES, ÉCOLES SIMULTANÉES

Nous avons vu que les deux religions dominantes en Allemagne, le protestantisme et le catholicisme, avaient toujours coopéré avec l'Etat à l'instruction de la jeunesse. L'organisation des écoles était d'ailleurs comprise de manière à faciliter le concours de ces Eglises. En règle générale, les écoles étaient confessionnelles et ne comprenaient que des maîtres de la même religion que les enfants qu'ils avaient à instruire. Une seule exception avait été apportée à cette règle par le Code général prussien : le paragraphe 10 (2^e partie, titre II) disait : « L'entrée d'une école publique ne peut être interdite à une personne pour différence de confession religieuse », et le paragraphe 2 : « Les enfants qui doivent être élevés, d'après les lois de l'Etat, dans une religion autre que celle qui est enseignée dans une école publique ne peuvent être contraints d'assister aux leçons de religion données dans ces écoles ». Donc, en principe, les enfants de chaque religion avaient leurs maîtres particuliers de la même religion qu'eux ; les enfants de religion différente n'étaient admis dans une école que dans les régions où les membres d'une religion ne représentaient que l'infime minorité des habitants et où la création d'écoles purement confessionnelles n'était pas pratique.

La constitution prussienne de 1850, dans l'alinéa 1 de l'article 24, proclamait le même principe : « Dans la création des écoles primaires publiques, on doit tenir compte le plus possible des circonstances confessionnelles ». Le ministre v. Ladenberg a expliqué à plusieurs reprises le sens de cet article : « J'ai eu déjà l'occasion, dit-il, entre autres, de déclarer à ce sujet que je considère vraiment comme une chose très importante les circonstances confessionnelles..., parce que je désire expressément que chaque confession religieuse possède dans l'école un droit semblable et parce que ce droit et la paix religieuse sont le mieux garantis lorsque chaque confession possède, partout où c'est possible, une école propre ». L'article 24 donne donc aux écoles confessionnelles une garantie constitutionnelle.

Il existait toutefois une province nouvellement acquise par la Prusse, le Nassau, où, au contraire, l'école simultanée, c'est-à-dire celle où il n'est pas fait de distinction soit dans la confession des élèves, soit dans celles des professeurs, était la règle.

C'est sur l'exemple de cette province que devaient être créées dans la suite de nombreuses écoles simultanées. Sauf les articles 10 et 11 du Code général prussien précédemment cités, qui obligent à admettre dans une école confessionnelle des enfants d'une religion de l'école, il n'existait aucune prescription légale concernant ce genre d'écoles. C'est le « règlement pour les écoles inférieures catholiques des villes et des campagnes »

du Schlesien et du comté de Glatz du 18 mai 1801 qui donna pour la première fois des prescriptions détaillées sur ce mode d'écoles. En voici les paragraphes les plus importants :

§ 4. — En ce qui concerne la religion de l'instituteur, nous établissons par ceci qu'en règle générale chaque religion doit avoir un instituteur de sa confession ; que par suite, dans les villages catholiques, l'instituteur doit être catholique et que dans les villages protestants il doit être protestant.

§ 5. — Un village doit être considéré comme purement catholique ou purement protestant bien qu'au moment de la publication de ce règlement la sixième partie des instituteurs en fonction appartienne à une autre religion. Les changements postérieurs de religion des instituteurs en fonction ne doivent pas être pris en considération.

§ 6. — Dans les villages où la différence de religion des instituteurs en fonctions est plus grande que le rapport donné dans le paragraphe 5, l'instituteur doit faire partie de la religion à laquelle avait appartenu jusqu'ici le titulaire de sa fonction... L'autre religion est libre toutefois de choisir pour elle un instituteur de sa confession...

§ 7. — Dans ces mêmes villages, l'instituteur donne à tous les enfants sans distinction de religion des leçons de lecture, d'écriture, et sur tous autres sujets qui n'appartiennent pas à la religion. Les livres de lecture ne doivent rien contenir des enseignements différents de l'une ou l'autre reli-

gion. L'instituteur ne donne des leçons de religion qu'aux enfants de sa confession : pendant les heures fixées pour ces leçons, les enfants appartenant à l'autre religion restent en dehors de l'école. Le curé... doit s'occuper de l'instruction de ces enfants. Son devoir, comme instituteur public, l'oblige à cela, et ce devoir n'est pas limité à l'enseignement des adultes du haut de la chaire. Lui-même ou son vicaire doivent chaque semaine, au moins pendant trois heures, soit dans l'école, soit dans le presbytère, donner des leçons de religion...

C'est dans ce dernier article que l'on trouve les principes fondamentaux des écoles simultanées. L'enseignement religieux se trouvait donc réduit à trois heures par semaine pour les enfants, n'appartenant pas à la religion du maître. De plus, il était difficile à l'instituteur de garder, en matière religieuse, une neutralité absolue, surtout en Allemagne, où la haine entre les deux confessions est plus vive que partout ailleurs. Un tel système devait fatalement amener à l'indifférence religieuse. Les libres-penseurs ne manquèrent donc point de réclamer la généralisation de ce mode d'enseignement. De leur côté, les catholiques et les vrais protestants comprirent le danger qui allait résulter de la création de ces écoles et firent tout leur possible pour enrayer leur développement.

La création de ces écoles était d'ailleurs contraire aux règles légales qui avaient été établies soit par le Code général prussien, soit par la constitution de 1850 ; d'après eux, en effet, l'enseigne-

ment religieux devait être la base de toute l'instruction donnée à l'école.

Jusqu'en 1872, le gouvernement prussien ne s'écarta pas de ces règles. Le décret du 27 avril 1822 disait très justement: « L'expérience a démontré que, dans les écoles simultanées, il n'est pas suffisamment pris soin de l'élément principal de l'éducation, de la religion... Le but d'obtenir une plus grande compatibilité entre les fidèles des différentes confessions est rarement ou jamais atteint... De semblables établissements ne peuvent par suite être la règle ». Le décret précise ensuite que la création de ces écoles ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité absolue. Le décret royal du 23 mars 1829 prévoit aussi la création de semblables écoles lorsque les membres des deux confessions de la paroisse l'approuvent.

Mais en 1872, sous le ministère Falk, les règles suivies jusque-là en cette matière changèrent complètement. Ce ministre chercha à favoriser le plus possible la création d'écoles simultanées et à soustraire les enfants à l'influence du clergé. Grâce à la loi sur l'inspection scolaire, il avait déjà enlevé aux prêtres la surveillance de l'école; en multipliant les écoles simultanées, tout contact entre les ministres catholiques et les enfants était écarté.

Le décret du 16 juin 1876 vint faciliter cette transformation: pour la transformation d'une école confessionnelle en école simultanée, il suffisait que cette transformation soit demandée non plus par l'ensemble des pères de famille apparte-

nant aux deux confessions, mais simplement par la municipalité. Cette innovation, qui excluait de la décision les pères de famille intéressés, permit la création de nombreuses écoles de ce genre. De plus, la règle d'après laquelle, dans ces établissements, le nombre des professeurs appartenant à chaque religion devait être proportionnel au nombre des élèves de leur confession ne fut pas appliquée, et les professeurs protestants étaient nommés en bien plus grand nombre que les professeurs catholiques.

Cette tendance à la transformation des écoles confessionnelles ne dura pas après la chute de Falk : ses successeurs revinrent aux anciens principes et redonnèrent même le caractère confessionnel à certaines écoles qui avaient été converties par Falk en écoles simultanées.

Un nouveau texte législatif était donc nécessaire pour préciser les règles à suivre dans la création des écoles. La loi du 28 juillet 1906 a comblé les lacunes qui existaient jusque-là et a donné des règles précises en cette matière. Ces règles, concernant les « rapports confessionnels », sont réunies dans les articles 33 à 43 de cette loi, dont le but principal concerne l'entretien des écoles publiques (*Gesetz betr. die Unterhaltung der öffentlichen Volksschulen v. 28 Juli 1906*). Voici ces articles :

Art. 33, al. 1. — « Les écoles primaires publiques doivent, en règle générale, être créées de telle sorte que l'enseignement des enfants protestants

soit donné par des professeurs protestants et celui des enfants catholiques par des professeurs catholiques. » Le principe de l'école confessionnelle est donc à nouveau reconnu, avec cette seule différence, toutefois, que, dans l'article 24 de la constitution de 1850, au lieu de l'expression « en règle générale » on avait employé celle « le plus possible ».

Al. 2. — Là où existent, dans un groupement scolaire, à côté d'écoles à trois ou plusieurs classes, des écoles à une seule classe, ou qu'à côté d'écoles de l'espèce désignée dans le paragraphe 36 existent des écoles de l'espèce désignée dans les paragraphes 35, 38 et 40, alinéa 1, les enfants ne doivent pas, contre la volonté des parents ou de leurs représentants, être envoyés dans l'une ou l'autre école, à moins que cela ne soit rendu nécessaire par la situation scolaire locale ou bien que l'existence d'une école déjà créée soit par là compromise ou que la création d'une nouvelle école soit rendue par là nécessaire.

§ 34. — L'admission d'un enfant dans une école primaire publique ne peut lui être refusée uniquement à cause de ses croyances religieuses.

§ 35. — Dans les écoles primaires publiques qui sont pourvues d'un professeur, un instituteur protestant ou catholique doit toujours être nommé, selon que le professeur déjà en fonctions ou celui qui occupait en dernier lieu cette fonction était protestant ou catholique. Lors de la vacance de la fonction, un instituteur catholique peut, en règle

générale, être nommé à la place de l'instituteur protestant si, pendant au moins cinq années consécutives, les deux tiers au moins des élèves du lieu suivant les cours de l'école, à l'exclusion des élèves étrangers, ont été catholiques, et si pendant cette même période le nombre des enfants protestants s'est élevé à moins de vingt. En dehors des prévisions analogues, un instituteur protestant doit, en règle générale, être nommé à la place d'un instituteur catholique. L'assentiment du ministre de l'Instruction publique est nécessaire pour ce changement.

§ 36. — Il n'est porté aucune modification au régime des écoles primaires dans lesquelles doivent être nommés indifféremment, d'après leur constitution particulière, des professeurs protestants et catholiques; dans les groupements scolaires où n'existent que des écoles primaires du mode sus-indiqué, de nouvelles écoles primaires ne peuvent être créées que d'après les mêmes principes. Un changement peut être introduit par suite de motifs particuliers par décision du comité scolaire, avec agrément de l'autorité chargée de l'inspection scolaire (*Schulaufsichtsbehörde*).

Si, dans un groupement scolaire, existent, à côté d'écoles de l'espèce désignée dans l'alinéa 1, des écoles dans lesquelles ne doivent être nommés que des instituteurs protestants ou que des instituteurs catholiques, lors de la création de nouvelles écoles on doit faire attention à ce que le rapport

des élèves suivant les cours des écoles de l'une ou l'autre espèce soit le plus possible conservé.

Les prescriptions précédentes ne sont pas applicables aux écoles dans lesquelles la différence de religion des instituteurs a seulement été introduite pour rendre possible l'enseignement de la religion aux enfants d'une confession. Les écoles du mode indiqué dans l'alinéa 1 peuvent aussi, par suite de motifs particuliers, être créées par d'autres comités scolaires, avec l'assentiment de l'autorité chargée de l'inspection scolaire. La décision du comité scolaire ainsi que la déclaration d'autorisation de l'autorité chargée de l'inspection scolaire doivent être publiées suivant les usages du lieu. Dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la publication, l'existence de motifs particuliers peut être contestée par les intéressés par opposition devant la commission cantonale (*Kreis-ausschusse*), et si c'est une ville qui est intéressée par opposition devant la commission d'arrondissement (*Bezirksausschusse*). L'appel des décisions des commissions cantonales ou d'arrondissement peut être porté devant le conseil provincial.

Si le comité de surveillance scolaire refuse l'approbation parce qu'il estime que des raisons particulières n'existent pas, les associations scolaires peuvent interjeter appel devant le conseil provincial. Dans un délai de quatre semaines, il peut être fait appel de la décision du conseil provincial devant le tribunal administratif supérieur, suivant la procédure administrative.

Si, dans une école créée conformément à l'article 4, le nombre des enfants protestants ou catholiques fréquentant l'école et habitant le lieu même, à l'exclusion des élèves étrangers, s'élève pendant cinq années consécutives à plus de 60; dans les villes, ainsi que dans les communes rurales de plus de 5.000 habitants, à plus de 120, et si les représentants légaux de plus de 60 ou respectivement de 120 de ces enfants en font la proposition à l'autorité d'inspection scolaire, il doit être créé pour ces enfants des écoles avec des professeurs seulement protestants ou seulement catholiques, au cas où dans le lieu donné une école de cette dernière espèce dans laquelle ces enfants pourraient être admis n'existerait pas déjà...

§ 37. — Si, dans une école primaire occupée seulement par des instituteurs catholiques ou seulement par des instituteurs protestants, le nombre des élèves protestants ou celui des élèves catholiques du lieu s'élève d'une façon durable à 12 au moins, il doit être créé pour ceux-ci autant que faire se peut, un cours particulier de religion...

§ 38. — Au surplus, dans les écoles primaires publiques possédant plusieurs instituteurs, ne doivent être nommés que des instituteurs catholiques ou que des instituteurs protestants. Lorsqu'il y a lieu de nommer de nouveaux instituteurs dans les écoles n'en possédant jusque-là qu'un seul, on doit nommer des instituteurs protestants ou catholiques, selon que l'unique instituteur en fonction était jusque-là protestant ou catholique.

Dans les écoles primaires possédant plusieurs classes, lorsqu'une place d'instituteur protestant est vacante, un instituteur catholique doit être nommé, en règle générale, à la place d'un instituteur protestant, si pendant au moins cinq années consécutives les deux tiers des élèves du lieu fréquentant l'école, à l'exclusion des élèves étrangers, ont été catholiques, et si pendant ce temps le nombre des protestants s'est élevé à moins de 40. En dehors des prévisions correspondantes des instituteurs protestants doivent, en règle générale, être nommés à la place d'instituteurs catholiques. L'assentiment du ministre de l'Instruction publique est nécessaire pour ce changement.

§ 39. — Si, dans un groupement scolaire qui ne renferme que des écoles primaires publiques ne possédant que des instituteurs catholiques, le nombre des enfants protestants du lieu tenus de fréquenter l'école, à l'exclusion des élèves étrangers à la localité, s'élève pendant cinq années consécutives à plus de 60, dans les villes ainsi que dans les communes rurales à plus de 120, des écoles ne possédant que des instituteurs protestants doivent alors être créées si les représentants légaux de plus de 60, et respectivement de plus de 120 de ces enfants tenus de fréquenter l'école, en font la proposition à l'autorité d'inspection scolaire.

A l'occasion des prétentions élevées d'après l'alinéa 1, en vertu de la loi du 26 mai 1887, les autorités délibérantes ne peuvent nier la nécessité de l'admission des élèves dans des écoles compo-

sées d'instituteurs exclusivement protestants, en invoquant les besoins de l'école ou la capacité contributive des intéressés.

Les prescriptions des paragraphes 1 et 2 sont applicables dans le même sens aux enfants catholiques lorsque, dans un groupement scolaire, existent des écoles primaires publiques ne possédant que des instituteurs protestants.

Une école primaire publique organisée d'après le paragraphe 37, alinéa 3, doit être assimilée dans le sens des prescriptions précédentes aux écoles primaires possédant seulement des instituteurs catholiques ou seulement des instituteurs protestants.

Si le nombre des enfants d'une minorité confessionnelle demeure inférieur au minimum établi dans l'alinéa 1, la création d'une école avec des instituteurs de leur confession ne peut être ordonnée par l'autorité d'inspection scolaire que pour des motifs particuliers.

§ 40. — Pour la création, l'entretien et l'administration d'écoles primaires publiques destinées aux enfants israélites et devant comprendre des instituteurs de la même religion, les prescriptions actuellement en vigueur sont valables jusqu'à nouvel ordre, avec cette précision que le paragraphe 67, n° 3, de la loi du 23 juillet 1847 sur la condition des juifs est applicable à toute l'étendue de la monarchie. Les personnes tenues de l'entretien de semblables écoles sont considérées comme for-

mant un groupement scolaire (*Schulverband*) dans le sens de cette loi.

Si les écoles primaires publiques mentionnées dans les paragraphes 35 à 39 sont fréquentées par des enfants israélites, les prescriptions actuellement en vigueur sont applicables à la perception des frais concernant l'enseignement de la religion juive et à la nomination dans ces écoles d'instituteurs juifs, dans le but de donner l'enseignement religieux israélite, de même que la nomination à un autre emploi d'instituteurs israélites nommés pour cela.

Si dans une école primaire publique ne comprenant que des instituteurs protestants ou que des instituteurs catholiques ou que des instituteurs protestants et catholiques, le nombre des élèves israélites du lieu s'élève d'une façon durable à 12 au moins, et si, dans un tel cas, l'enseignement religieux est donné à ces enfants par un instituteur nommé par la synagogue, le paragraphe 67, n° 3 de la loi du 23 juillet 1847 est applicable dans le même sens.

Pour la création et l'entretien d'écoles primaires publiques dans lesquelles, abstraction faite du cas de l'alinéa 2, d'après leur organisation particulière, des instituteurs chrétiens et juifs doivent être nommés en même temps, on doit s'en tenir au droit en vigueur.

§ 41. — Les prescriptions des paragraphes 33 à 40 ne concernent pas les instituteurs nommés ou

à nommer uniquement pour l'enseignement technique (dessin, gymnastique, travail manuel).

§ 42. — Dans le territoire de l'ancien duché de Nassau, on doit s'en tenir aux prescriptions en vigueur jusqu'ici, comme ce texte de loi nous l'indique.

Il existe donc, entre le régime prussien et le régime français de profondes différences. En Prusse, l'Etat a admis pour règle l'enseignement confessionnel, tandis qu'en France les lois du 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886 ont organisé un enseignement purement laïque. L'école publique est neutre et les leçons de religion ne peuvent être données aux enfants qu'en dehors de l'école.

Comme nous venons de le voir, bien que cette loi n'emploie jamais les expressions écoles « confessionnelles » ou « simultanées » et ne parle que d'écoles composées d'instituteurs appartenant à l'une ou l'autre des deux religions, elle constitue un grand progrès sur la législation précédente et définit de façon certaine quand et comment une école confessionnelle peut être transformée en école simultanée et *vice-versa*. Le nombre des professeurs qui doivent appartenir à chaque religion est nettement déterminé. Elle a toutefois le tort d'être trop élastique; constamment, elle prévoit que, pour des « motifs particuliers », il pourra être dérogé à ses prescriptions, et un ministre de l'Instruction publique hostile à l'Eglise catholique pourrait facilement, sans déroger à la lettre de la loi, suivre l'exemple de Falk et créer de nom-

breuses écoles simultanées en vertu de prétendus motifs particuliers.

II. INSPECTION SCOLAIRE

Nous avons vu, au début de ce chapitre, que, tout en attribuant à l'Etat l'inspection scolaire supérieure, le Code général prussien laissait subsister au profit de l'Eglise le droit d'inspection scolaire des ministres des cultes. Ce droit faisait partie intégrante de leurs fonctions ecclésiastiques. Dans toutes les provinces du royaume, l'inspection générale était dévolue aux archiprêtres, la nomination des inspecteurs d'arrondissement appartenait au prince-évêque de Breslau et aux représentants des diocèses étrangers. Il n'existait d'exception à cette règle que dans le Nassau, où le gouvernement procédait lui-même à la nomination des inspecteurs sans se préoccuper si ces derniers étaient ecclésiastiques ou non. C'est ce système que le gouvernement chercha à généraliser dans tout le royaume.

La haute surveillance de l'enseignement (*Oberaufsicht*) que le Code général prussien avait attribuée à l'Etat était exercée par la section d'administration ecclésiastique et scolaire (*Abteilung für die Kirchenverwaltung und das Schulwesen* et par les *Provinzialschulkollegien*). Les divers décrets du gouvernement organisant cette inspection su-

périeure avaient laissé intactes les prérogatives des évêques en matière d'éducation.

Les articles 15, 16 et 18 de la constitution prussienne du 31 janvier 1850, qui donnaient à l'Eglise sa complète liberté d'action et établissaient la séparation de l'Eglise et de l'Etat devaient entraîner la modification des rapports légaux de l'Eglise et de l'Etat en ce qui concerne l'école. L'Eglise, en effet, était complètement soustraite désormais à l'autorité du gouvernement, et par suite ce dernier ne pouvait exiger d'elle la coopération en ce qui concernait l'inspection scolaire. Les prescriptions suivantes furent donc insérées dans la constitution: Art. 23, al. 1: « Tous les établissements publics et privés d'instruction et d'éducation sont placés sous la surveillance des autorités nommées par l'Etat ». Article 24, alinéa 2: « La direction de l'administration des écoles publiques appartient à la commune ». Article 112: « Jusqu'à la publication de la loi prévue par l'article 26, on s'en tiendra, en ce qui concerne les questions scolaires et d'instruction, aux prescriptions légales actuellement en vigueur ». Le ministre v. Ladenberg, dans son commentaire de la loi, reconnaissait le droit qui appartenait à l'Eglise de surveiller l'éducation de la jeunesse. Mais dorénavant, par suite de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la surveillance de l'école ne pouvait plus découler des fonctions ecclésiastiques elles-mêmes. Si les prêtres, en vertu de leurs devoirs religieux, voulaient continuer à exercer leurs fonctions d'ins-

pecteurs scolaires locaux, ils agiraient, à l'avenir, au nom de l'Etat. Quant à la nomination des inspecteurs d'arrondissement, elle appartenait dès lors exclusivement à l'Etat. Le principe d'après lequel les prêtres surveillaient l'école était donc seul changé et la législation de 1850 entendait bien ne pas leur enlever le droit de surveillance. Le décret du 1^{er} octobre 1851 vint d'ailleurs préciser cette thèse. « On est toujours convaincu, disait-il entre autre, que la prospérité des écoles élémentaires et tout ce qui concerne leur surveillance dépendent de leur union étroite avec l'Eglise. »

Ces articles de la constitution prussienne devaient bientôt recevoir une interprétation toute différente. Après la guerre de 1870-71, les libéraux et les ennemis de toute religion positive formèrent la majorité du Reichstag, et le premier combat qu'ils livrèrent à l'Eglise eut pour sujet ses relations avec l'école. L'ancienne conception du gouvernement, qui considérait la coopération de l'Eglise comme absolument nécessaire à la prospérité de l'école, disparut pour faire place à une conception nouvelle: l'école devait au contraire être soustraite à toute influence de l'Eglise. De là naquit la loi du 11 mars 1872. Cette loi transforme l'ancienne surveillance supérieure de l'Etat (*Oberaufsicht*) en une inspection effective. L'article 23 est interprété strictement et l'on en conclut que tous les inspecteurs scolaires, les inspecteurs locaux comme les inspecteurs d'arrondissement doivent être nommés par l'Etat. Pour obtenir l'assen-

timent des conservateurs, le ministre leur présenta cette loi comme une loi d'exception contre l'Eglise catholique, comme une œuvre destinée à réduire la puissance des catholiques. Cette loi était ainsi conçue :

§ 1. — Toutes les prescriptions contraires en vigueur dans les différentes parties du pays étant abrogées, l'inspection de tous les établissements d'instruction et d'éducation privés ou publics appartient à l'Etat.

Conformément à cela, toutes les autorités et fonctionnaires chargés de cette inspection agissent au nom de l'Etat.

§ 2. — La nomination des inspecteurs scolaires locaux et d'arrondissement, ainsi que la fixation des circonscriptions soumises à leur inspection, appartiennent à l'Etat seul.

La délégation confiée par l'Etat aux inspecteurs d'écoles publiques est toujours révocable en tant qu'ils exercent cette fonction comme une fonction accessoire ou honorifique.

Toutes les dispositions contraires sont abrogées.

Après le vote de cette loi, le ministre des Cultes Falk s'empressa d'enlever aux curés l'inspection des écoles qui leur avait appartenu jusque-là. Le « lien organique » qui avait uni jusque-là l'école à l'Eglise était donc brisé. C'était le premier pas vers la déchristianisation de l'école.

III. INSTRUCTION RELIGIEUSE

La constitution de 1850 avait garanti à l'Eglise catholique le droit de « s'occuper dans les écoles primaires publiques de l'instruction religieuse de l'enfant »; l'article 24, alinéa 2 de cette loi, s'exprimait ainsi: « Chaque religion dirige, dans les écoles publiques, l'enseignement religieux ». Mais cette garantie ne fut qu'illusoire. Le ministre Falk, après avoir enlevé au clergé l'inspection scolaire, voulut le chasser complètement de l'école publique en lui enlevant l'enseignement religieux.

Jusqu'en 1876, en effet, on avait interprété l'alinéa 2 de l'article 24 de la constitution dans son sens le plus large: par « diriger » (*leiten*) l'enseignement religieux, on entendait tout à la fois la surveillance de l'enseignement et l'enseignement lui-même. Cette interprétation rendait bien d'ailleurs la pensée du législateur, qui ne voulait, par cet article, diminuer en rien les droits du clergé concernant cet enseignement. Mais dans un décret du 12 février 1876, au sujet de l'enseignement de la religion catholique dans les écoles primaires, le ministre Falk interpréta le mot « diriger » dans son sens étroit et prétendit que le prêtre pouvait seulement surveiller, diriger l'enseignement religieux, mais non donner lui-même cet enseignement. L'instruction religieuse fut divisée en deux par-

ties: l'instruction conforme aux programmes qui comprenaient tout l'enseignement des dogmes de la religion fut confiée à l'instituteur; l'enseignement religieux proprement dit (confession et communion) fut laissé au clergé, et cet enseignement devait être donné en dehors de l'école. Ainsi, par la seule volonté d'un ministre des Cultes, l'Etat décrétait que, dorénavant, ses instituteurs allaient pouvoir se substituer aux prêtres dans un enseignement complètement en dehors de leur compétence et pour lequel, d'ailleurs, ils n'étaient point aptes. Quelle leçon de religion peut donner un libre-penseur à des enfants catholiques! Le décret de Falk fut malgré tout appliqué.

Le clergé conservait théoriquement la surveillance de l'enseignement religieux donné par l'instituteur; mais en fait cette surveillance était illusoire: lorsqu'un prêtre, en effet, jugeait contraire à la doctrine catholique l'enseignement donné par un instituteur, il ne pouvait que signaler le cas à l'inspecteur scolaire nommé par l'Etat, et ce dernier décidait qui du prêtre ou de l'instituteur avait raison (§ 5).

Dans le cas où, pour certaines raisons, l'enseignement religieux est laissé aux ecclésiastiques, ils sont soumis aux inspecteurs d'Etat, qui ont même le droit de fixer les livres d'après lesquels cet enseignement doit être donné.

D'après ce même décret, la *missio canonica* n'est pas nécessaire à l'instituteur pour enseigner la religion, il lui suffit de prouver — par un examen

— qu'il possède les connaissances suffisantes pour cet enseignement. Falk mettait donc l'instruction religieuse au rang des sciences vulgaires et oubliait que, dans cet enseignement, le professeur doit faire appel non seulement à l'intelligence des enfants, mais surtout à leur cœur.

L'alinéa 1 de l'article 37 de la loi du 28 juillet 1906 est venu améliorer l'état de choses créé par ce décret: dans les écoles confessionnelles qui possèdent au moins douze enfants habitant la localité où est située l'école d'une autre confession, il doit être créé pour ces enfants un enseignement religieux particulier.

IV. ECOLES PRIVÉES

L'Etat, tout en laissant subsister la liberté de créer des écoles privées, a voulu toujours s'assurer que le personnel enseignant de ces établissements était apte à remplir ses fonctions et qu'il possédait l'instruction nécessaire. Il a donc placé ces établissements sous sa surveillance.

Le Code général prussien s'exprimait à ce sujet en ces termes:

P. 2, t. 12, § 3. — Celui qui veut fonder un établissement d'instruction privé doit faire la preuve de sa capacité à cette fonction devant l'autorité à qui est confiée l'inspection des établissements scolaires et l'éducation du lieu, et déposer, pour être approuvé, son programme d'instruction et d'éducation.

§ 4. — Ces établissements privés, d'instruction et d'éducation, sont aussi soumis à l'inspection de cette autorité; celle-ci est autorisée et tenue à se rendre compte de quelle manière les enfants sont traités et soignés, comment on s'occupe de leur éducation physique et morale et comment l'instruction nécessaire leur est donnée.

La constitution de 1850 confirma l'ancienne législation: elle s'exprimait à ce sujet ainsi:

Art. 22. — Chacun est libre d'enseigner, de fonder et de diriger des établissements d'instruction après avoir prouvé sa capacité morale, scientifique et technique devant les autorités compétentes de l'Etat.

Art. 23. — Tous les établissements d'instruction et d'éducation privés ou publics sont placés sous la surveillance des autorités nommées par l'Etat.

Ces articles établissent donc, malgré certaines restrictions, la liberté d'enseignement. Malgré cela l'Etat cherche à limiter le plus possible le nombre des écoles libres, en qui il a très peu confiance. Le paragraphe 1 du décret du 24 novembre 1878, ainsi conçu: « Les écoles privées et les établissements d'instruction privés ne doivent être autorisés que là où ils répondent à un besoin réel, c'est-à-dire seulement dans les lieux où les écoles publiques sont insuffisantes pour instruire les enfants tenus à fréquenter ces écoles », est considéré comme encore en vigueur, et le gouvernement donne très difficilement l'autorisation nécessaire à la création de nouvelles écoles libres.

Au point de vue de leurs rapports avec Rome, les divers pays peuvent être en général classés en trois groupes; certains Etats reconnaissent la religion catholique comme religion d'Etat ou comme la « religion dominante » et règlent avec le Saint-Siège, par un contrat généralement appelé Concordat les droits et devoirs de l'Eglise dans leurs pays; en compensation de la protection qu'ils accordent à l'Eglise, ces Etats obtiennent un certain contrôle sur les affaires temporelles de l'Eglise. D'autres Etats, au contraire, ne reconnaissent aucune religion; ils se contentent d'assurer la liberté de conscience de leurs sujets et laissent aux diverses Eglises le soin de s'organiser et de s'administrer à leur guise. Ce sont les pays de séparation. Enfin, certains Etats, comme la France, tout en proclamant le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, s'ingèrent dans l'administration de l'Eglise et lui imposent un certain système d'administration (associations cultuelles).

L'Eglise catholique prussienne ne peut être classée dans aucun de ces trois groupes: ce n'est pas un pays de Concordat, car il n'existe aucun traité entre la Prusse et le Saint-Siège; ce n'est pas non plus un pays de séparation, puisque l'Etat s'immisce constamment dans l'administration intérieure de l'Eglise.

La situation juridique de l'Eglise catholique en Prusse a été réglée par l'Etat seul sans entente préalable avec Rome. Les premières lois, inacceptables pour l'Eglise, ont été peu à peu modifiées après les violentes luttes du *Culturkampf*. Cette législation touffue, composée de textes remaniés à maintes reprises, demanderait une refonte générale. Bismarck, d'ailleurs, l'avait promise, en compensation de l'acceptation de l'*Anzeigepflicht* par le Pape, mais ses successeurs n'ont pas tenu sa promesse. La « trêve » actuelle n'a plus de raison d'être, elle devrait être transformée maintenant en une paix définitive. Une loi organique nouvelle préparée avec l'assentiment du Saint-Siège, qui déterminerait de façon précise les droits respectifs de l'Eglise et de l'Etat dans l'administration de l'Eglise catholique et ferait disparaître les menaces contenues encore dans la législation actuelle est vivement désirée par les catholiques prussiens.

Mais le régime le plus favorable à l'Eglise prussienne serait celui que la Révolution de 1848 et la Constitution de 1850 lui avaient accordé: le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. De 1850 à 1870, grâce à lui, l'Eglise catholique, débarras-

sée de toute entrave législative, avait pu acquérir en Prusse un essor extraordinaire. Ses succès furent une des causes pour lesquelles la liberté dont elle jouissait lui fut enlevée et il lui sera très difficile de l'obtenir à nouveau.

BIBLIOGRAPHIE (1)

BISMARCK. — Gedanken und Erinnerungen.

ARNDT. — Die kirchlichen und weltlichen Rechtsbestimmungen f. Orden und Kongregationen. Paderborn, 1904.

BRÜCK. — Die Kulturkampfbewegung in Deutschland.

BRÜCK und KISSLING. — Geschichte d. kath. Kirche in Deutschland im. 19. Jahrh. Münster i. W. 1905.

FORSTER (A.). — Die preuss. Gesetzgebung über die Vermögensverwaltung in der kath. Kirchengemeinden und Diözesen. Berlin, 3^e Auflage, 1913.

GOYAU (G.). — Bismarck et l'Eglise. Paris, 1911.

HAHN. — Geschichte des Kulturkampfes in Preussen.

(1) Nous nous sommes borné à ne donner dans cette bibliographie que les livres les plus récents et dont nous nous sommes servi pour la rédaction de notre ouvrage. Une bibliographie très complète se trouve dans Brück und Kissling précité, et dans Adolphe Frantz : Die Litteratur des Kirchenrechts, Leipzig, 1896.

- HINSCHIUS (P.). — Die Preuss. Kirchengesetze der Jahre 1874 und 1875; Berlin, 1875. Das Preuss. Kirchengesetz betr. Abänderungen der kirchenpolitischen Gesetze von 21. Mai 1886; Berlin and Leipzig, 1886. Die Preuss. Kirchengesetze des Jahres 1873; Berlin, 1874. Kirchen-Recht im Gebiete des A. L. R. 1884.
- KISSLING (J.-B.). — Geschichte des Kulturkampfes im Deutschen Reiche (I. B., die Vorgeschichte); Freiburg im Brissgau, 1911.
- NAYUNKE. — Geschichte des Kulturkampfes im Preussen. Deutschland.
- RINTELEN (V.). — Die kirchenpolitischen Gesetze Preussens und des Deutschen Reiches in ihrer gegenwärtigen Gestaltung; Paderborn, 1903. Die Volksschule Preussens in ihren Verhältniss zu Staat und Kirche nach Erlass des Volksschulunterhaltungsgesetzes von 28. Juli 1906; Berlin, 1908.
- SIEGFRIED. — Aktenstücke betr. den Preuss. Kulturkampf; Freiburg im Brissgau, 1882.
- SCHULTE (F.-X.). — Aufhebung der Maigesetze; Geschichte der ersten sieben Jahre des Preuss. Kulturkampfes.
- SCHLUTE (G. F. V.). — Lebenserinnerungen.
- STUTZ. — D. neueste Stand d. Deutsch. Bischofswahlrechts mit Exkursen in das Recht der 18. und 19. Jahrh; Stuttgart, 1909.

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

LES RELATIONS DE L'EGLISE CATHOLIQUE ET DE L'ETAT AU COURS DU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER..... 7

SOMMAIRE : *Section Première.* — Situation de l'Eglise catholique en Allemagne au début du XIX^e siècle. — Evêchés, principautés ecclésiastiques, leur prospérité. — Sécularisation des principautés ecclésiastiques. — But de la France et de la Prusse. — Traité de Lunéville et son application. — Intrigues à Paris. — Décret impérial du 25 février 1803 qui approuve le partage des biens ecclésiastiques déterminé par la Commission d'Empire, réunie à Ratisbonne.

Section II. — Situation de l'Eglise en Prusse après la sécularisation des principautés ecclésiastiques. — Le Code général prussien de 1797 détermine la situation de l'Eglise. — Dissolution des cloîtres et monastères : édit du 30 octobre 1810. — Administration des biens ecclésiastiques. — Collation des bénéfices. — Législation concernant les mariages mixtes. — Enseignement catholique.

Section III. — Impossibilité d'une entente entre l'Empire et Rome. — Désir de chaque prince de traiter séparément avec le pape. — Pour la Prusse, négociations entre Consalvi et Niebuhr. — Bulle de *salutate animarum* et bref *quod de fidelium* qui réorganisent les évêchés prussiens et les chapitres. — Situation très mauvaise de l'Eglise. — Arbitraire gouvernemental. — Nouvelles difficultés au sujet des mariages mixtes. — Le bref *Litteris allero abhinc anno*. — Arrestation de l'archevêque de Cologne et sa condamnation à 6 mois de forteresse. — Frédéric-Guillaume IV rétablit la paix entre l'Eglise et l'Etat ; entente au sujet des mariages mixtes. — Création de la Section catholique.

Section Première. — Situation de l'Eglise catholique en Allemagne au début du XIX^e siècle.
— La sécularisation des principautés ecclésiastiques..... 7

<i>Section II.</i> — Situation de l'Eglise catholique en Prusse après la sécularisation des principautés ecclésiastiques.....	14
---	----

<i>Section III.</i> — La bulle « de salute animarum ». — La réorganisation des évêchés allemands.....	23
---	----

CHAPITRE II. — LA CONSTITUTION PRUSSienne DE 1850 ET LA PAIX RELIGIEUSE. — LES SIGNES AVANT-COUREURS DU CULTURKAMPF.....	38
--	----

SOMMAIRE : Les articles de la Constitution prussienne qui établissent la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Prospérité de l'Eglise sous le nouveau régime de liberté. — Craintes des protestants provoquées par les succès des catholiques. — Edits de Raumer. — Guillaume I^{er} continue d'abord la politique de Frédéric-Guillaume IV. — Les signes avant-coureurs du Culturkampf. — Lutte au sujet de l'infailibilité papale : les vieux-catholiques. — Attaques des protestants et des libres-penseurs. — Fondation du Centre catholique. — Ses deux premiers insuccès. — Intrigues de Bismark à Rome pour faire désavouer le parti catholique. — Son échec. — Suppression de la section catholique. — Alliance de Bismark et des libéraux.

CHAPITRE III. — LE CULTURKAMPF.....	54
-------------------------------------	----

SOMMAIRE : *Section Première.* — Les premières lois contre l'Eglise catholique ; le paragraphe de la Chaire ; origine et but de cette loi. — Affaire du cardinal Hohenlohe. — Essai de Bismarck d'internationaliser. — Le Culturkampf. — Conflit avec les vieux catholiques. — Affaire du collège de Braunsberg. — La loi d'inspection scolaire ; but des libéraux. — La loi contre les Jésuites.

Section II. — Préparation des lois de mai 1873. — Discours de Pie IX du 24 juillet 1872. — Modifications de la Constitution. — La loi sur l'éducation des clercs et la nomination aux charges ecclésiastiques du 11 mai 1873. — La loi sur la juridiction ecclésiastique et la création d'une cour royale pour les affaires ecclésiastiques du 12 mai 1873. — La loi sur les limites du droit de coercition ecclésiastique du 13 mai 1873. — La loi concernant la succession de l'Eglise du 14 mai 1873. — Lettre pastorale des évêques prussiens. — Elections prussiennes ; victoire des catholiques. — Application très sévère des lois de mai. — Le « catholicisme d'Etat » ; les vieux catholiques.

Section III. — Echec des lois de mai. — Nouvelles lois contre les catholiques ; loi sur le mariage civil obligatoire ; loi complétant celle du 11 mai 1873 ; loi sur l'administration des diocèses catholiques vacants ; loi de proscription. — Echec de ces nouvelles lois. — Attentat de Kissingen. — La Brotkorbgesetz. — La loi sur les ordres religieux du 31 mai 1875. — La loi sur l'administration des paroisses catholiques du 20 juin 1875. — La loi du 4 juillet 1875 concernant les droits des paroisses vieilles-catholiques sur la fortune ecclésiastique.

Section Première. — Les premières lois contre l'Eglise catholique..... 54

Section II. — Les lois de Mai 1873 et leur application..... 64

Section III. — Période critique du Culturkampf. — La persécution religieuse..... 80

CHAPITRE IV 91

SOMMAIRE : *Section I.* — Période d'accalmie du Culturkampf. — Mort du pape Pie IX et nomination de Léon XIII. — Attentats de Hodel et de Nobiling. — Premières négociations entre Rome et Berlin. — Démission de Falk. — Nouveaux pourparlers : Anzeigepflicht. — Loi politico-religieuse du 14 juillet 1880. — Insuccès des projets de loi du centre. — Rétablissement de l'ambassade allemande auprès du Vatican. — Deuxième loi politico-religieuse du 31 mai 1882. — Réoccupation des sièges épiscopaux. — Troisième loi politico-religieuse du 11 juillet 1883. — Rejet des projets de loi du Windthorst. — Essai d'enlèvement du Culturkampf.

Section II. — Les relations entre Rome et Berlin deviennent cordiales. — Le pape Léon XIII est choisi comme arbitre entre l'Allemagne et l'Espagne. — Octroi de l'Anzeigepflicht pour les fonctions irrévocables. — Quatrième loi politico-religieuse du 21 mai 1886. — Nouvelles difficultés du chancelier avec le centre au sujet du septennat militaire : dissolution de la Chambre. — Cinquième loi politico-religieuse du 29 avril 1887. — Lois récentes concernant l'Eglise.

Section Première. — Période d'accalmie du Culturkampf. — Les premiers pas vers une entente..... 91

Section II. — Etablissement d'un « modus vivendi »..... 104

LA SITUATION JURIDIQUE DE L'EGLISE CATHOLIQUE EN PRUSSE

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — INGÉRENCE DE L'ÉTAT DANS L'ADMINISTRATION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE	117

<i>Section Première.</i> — Nomination aux fonctions ecclésiastiques	117
--	-----

SOMMAIRE : I. — Nomination aux emplois subalternes : cures, vicariats. — Législation. — Conditions de la nomination : a) avoir reçu une certaine instruction scientifique ; b) être de nationalité allemande ; c) pas d'opposition de la part de l'Etat. — Dispositions spéciales.

II. — Election des évêques. — Procédure de l'élection. — Décret du cardinal Rampolla du 20 juillet 1900.

<i>Section II.</i> — Administration des biens de l'Eglise catholique	132
---	-----

SOMMAIRE : I. Administration des biens des paroisses. — Historique. — Législation. — Composition du patrimoine ecclésiastique. — A. Assemblées paroissiales ; comité de direction de l'Eglise ; représentation de la paroisse. — Election des membres des deux assemblées. — Révocation. — Dissolution. — B. Unions des paroisses. — C. Droits du patron sur l'administration des biens ecclésiastiques. — D. Droits de surveillance du gouvernement et des évêques. — II. Administration des biens des diocèses.

<i>Section III.</i> — Impôts ecclésiastiques	151
--	-----

SOMMAIRE : Législation. — I. Impôts en faveur des paroisses. — A. Droit d'imposition des paroisses catholiques. — B. Personnes soumises au paiement des impôts ecclésiastiques. — C. Etablissement de l'impôt. — D. Perception de l'impôt. — E. Voies de recours. — F. Poursuites en cas de non-paiement. — II. Impôts en faveur des diocèses.

<i>Section IV.</i> — Rétribution des ecclésiastiques.	165
--	-----

CHAPITRE III. — LES ORDRES RELIGIEUX	172
--	-----

SOMMAIRE : I. Les Jésuites. — Historique. — Loi du 4 juillet 1872. Décrets du 5 juillet 1872, du 20 mai 1873 et du 18 juillet 1894. — II. Législation concernant les autres ordres religieux. — III. Situation actuelle des ordres religieux en Prusse.

	PAGES
CHAPITRE IV. - L'EGLISE ET L'ÉCOLE.....	180
SOMMAIRE ; Historique. — I. Ecoles confessionnelles, écoles simulta- nées. — Loi du 28 juillet 1906. — II. — Inspection scolaire. — Loi du 11 Mars 1872. — III. Instruction religieuse. — IV. Ecoles privées.	
CONCLUSIONS.....	205
BIBLIOGRAPHIE.....	208

Montpellier, le 5 novembre 1913.

Pour le Doyen,

L'Assesseur : BREMOND.

Montpellier, le 5 novembre 1913.

Vu : Le Président de la Thèse.

MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 5 novembre 1913.

Pour le Recteur,

Le Professeur de Faculté délégué,

BREMOND.

